

Le Régime de la Propriété Mobilière en France dans le Droit civil contemporain



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée par

GEORGES AIMEZ



*L'acte public sera soutenu le Samedi 26 Juin 1909
à 4 heures du soir.*

Président : M. GÉNY, Professeur.

Suffragants { M. NAST, chargé de Cours.
M. BENARD, chargé de Cours.



ÉPINAL

IMPRIMERIE LORRAINE, 13, RUE DU BOUDIOU

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

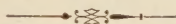
Le Régime de la Propriété Mobilière en France dans le Droit civil contemporain



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée par

GEORGES AIMEZ

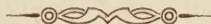


*L'acte public sera soutenu le Samedi 26 Juin 1909
à 4 heures du soir.*



Président : M. GÉNY, Professeur.

Suffragants { M. NAST, chargé de Cours.
M. RENARD, chargé de Cours.



ÉPINAL

IMPRIMERIE LORRAINE, 13, RUE DU BOUDIQU

1909

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BLONDEL, ✱ I. ☉.

Doyen honoraire et Professeur honoraire : M. LEDERLIN, ✱ I. ☉.

MM. BLONDEL, ✱ I. ☉, Professeur de Code civil, Doyen.

BINET, I. ☉, Professeur de Code civil et chargé du cours d'Enregistrement.

GARNIER, I. ☉, Professeur d'Economie politique et chargé du cours de Législation financière.

BEAUCHET, I. ☉, Professeur de Procédure civile, chargé du cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et chargé du cours de Législation et Economie coloniales.

BOURCART, ✱, I. ☉, Professeur de Droit commercial et chargé d'un cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I. ☉, Professeur d'Histoire du droit, chargé du cours d'Histoire du droit privé, du cours de droit naturel et du cours d'Histoire du droit et des institutions juridiques de l'Est.

CHRÉTIEN, I. ☉, Professeur de Droit international public et privé, et chargé du cours de Droit international public (Doctorat).

CARRE DE MALBERG, I. ☉, Professeur de Droit public et constitutionnel, et chargé des cours de Droit public (Licence) et de Droit public et Droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GENY, I. ☉, Professeur de Code civil et chargé du cours de Droit civil approfondi (Doctorat).

MICHON, I. ☉, Professeur de Droit romain et chargé du cours d'Histoire du droit public et du cours de Pandectes.

BROCARD, Agrégé et chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

ROLLAND, Agrégé et chargé d'un cours de Droit administratif (Licence), d'un cours de Droit administratif (Doctorat) et d'un cours d'Eléments de droit public et administratif (Capacité).

SENN, Agrégé et chargé d'un cours de Droit romain et d'un cours de Législation industrielle (Licence).

NAST, chargé d'un cours de Droit criminel (Capacité).

SIMONNET, chargé d'un cours d'Eléments de droit civil (Capacité).

RENARD, chargé d'un cours d'Eléments de droit civil (Capacité).

MELIN, A. ☉ Docteur en droit, chargé du cours de Science sociale.

ROVEL, I. ☉, Docteur en droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

INTRODUCTION

Après avoir longtemps servi de modèle aux différentes nations européennes, notre Code Civil, dans certaines dispositions, a cessé d'être en harmonie avec l'état économique et social de notre époque. La lacune la plus sérieuse qu'on y peut trouver, est certainement celle qui est relative au défaut de protection de la propriété mobilière.

Avant d'entrer dans le détail des efforts faits par la Loi, la Doctrine et la Jurisprudence dans le but d'y remédier, il nous semble, sinon indispensable, du moins très utile, de jeter un rapide coup d'œil sur l'extension toujours croissante de la richesse mobilière.

L'agriculture, l'industrie et le commerce sont les trois sources qui l'alimentent.

L'agriculture fournit à l'industrie les matières premières; transformées par celle-ci, elles sont ensuite livrées au commerce qui les met en valeur. Le développement de la richesse mobilière est intimement lié à l'extension de ces trois sources de richesse.

Chez les Germains, la propriété mobilière était très restreinte. D'après Tacite (*de Moribus Germanorum*, § 15), elle se composait uniquement de chevaux, armes et bestiaux. « La femme, dit-il, apporte en dot des bœufs, un cheval et des armes » (§ 18). On conçoit facilement le peu d'étendue que devait comporter la propriété mobilière chez un peuple nomade dont la guerre était la principale occupation, et qui, à ses débuts, ne se livrait à l'agriculture que dans la limite de ses besoins. L'industrie est alors complètement inconnue; le commerce, à peu près nul.

Les croisades, en nous mettant en contact avec les peuples d'Orient, eurent d'heureux résultats pour le développement du commerce et de l'industrie.

Depuis longtemps déjà, les Arabes s'adonnaient à la fabrication des armes blanches et des étoffes de soie et de velours. Des relations commerciales s'engagèrent entre l'Occident et l'Orient, et c'est à la suite de ce commerce que prirent naissance les premières manufactures françaises.

C'est encore au grand mouvement des croisades que nous devons la naissance des communes et la création des corporations qui devinrent un agent important du développement industriel. Le commerce méditerranéen augmenta dans de grandes proportions; la Normandie et la Guyenne devinrent des centres industriels importants.

Cependant, à cette époque, les relations commerciales étaient assez limitées. Les principaux obstacles à leur extension tenaient au mauvais état des routes et à l'insécurité des voyages. Le commerce était concentré dans les foires, qui se tenaient annuellement à des époques fixes, en des endroits déterminés. Les franchises qui furent accordées peu à peu aux marchands qui s'y rendaient, contribuèrent pour beaucoup à son développement. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe*, 395-1270, p. 328.)

Aux obstacles naturels du développement commercial, s'ajoutent plusieurs obstacles réels. La variation de la valeur des monnaies au gré du souverain ne contribuait pas peu à entraver les rapports mercantiles; de plus, le crédit, cet agent indispensable au commerce, était alors complètement ignoré. Les banquiers juifs et lombards pratiquaient en grand l'usure sous le couvert de la loi. Le taux de leurs avances variait entre 46 et 60 %, et montait même au delà.

Un autre obstacle, et non des moindres au développement du commerce, tint à la prohibition du prêt à intérêt qui passa du droit canonique dans la loi civile. Nous voyons alors le spectacle d'une usure effrayante tolérée légalement, alors que le prêt à intérêt est complètement interdit. Comme correctif à cette prohibition, on ne tarda pas à employer le système du change, qui se pratiquait dans les foires entre marchands, mais, à cette époque, la voie de l'ordre était encore totalement incon nue, ce qui enlevait à la pratique du change la plus grande partie de ses avantages. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe*, 395-1270, p. 327.)

Le Moyen-Age nous fait assister au développement lent et

laborieux de la propriété mobilière. Malgré de sérieux progrès, notre industrie nationale n'était pas encore susceptible à cette époque de fournir en nombre suffisant une quantité de choses que nous regardons aujourd'hui comme absolument indispensables.

La découverte de l'Amérique en 1492 amena avec elle une véritable révolution économique. Le commerce avec les Indes s'était fait auparavant par la Méditerranée; à la suite de cette découverte, l'Océan devint la grande voie commerciale. Jusqu'à cette époque, les métaux précieux étaient très rares, la richesse était presque uniquement territoriale et immobilière. La pénurie de numéraire et les fluctuations incessantes de valeur que lui donnait le caprice des rois rendaient les échanges fort difficiles, et apportaient un réel obstacle au développement commercial. A la suite des découvertes maritimes, des quantités d'or et d'argent furent apportées du Pérou et du Mexique, et à côté de la richesse territoriale, naquit alors véritablement la richesse mobilière. (V. MELIN, *Histoire de l'Europe*, 1270-1610, p. 430.)

Le stock considérable de métaux précieux jeté sur les marchés eut pour résultat la dépréciation du numéraire, et par suite, la diminution du taux de l'intérêt. La bourgeoisie, dont les membres s'adonnèrent alors à l'industrie et au commerce, s'enrichit, posséda de grands capitaux et vit croître peu à peu son importance au détriment de la noblesse.

L'exemple des Espagnols poussa les Français à entreprendre à leur tour des voyages d'exploration. La découverte de Terre-Neuve et du Canada, la création de comptoirs en Guinée et au Sénégal, ouvrirent alors de nouveaux débouchés au commerce.

La Renaissance, de son côté, donna un nouvel élan à notre industrie. De nombreux artistes étrangers, encouragés par François I^{er}, se réunirent à la cour de France et inculquèrent le goût artistique chez nos nationaux. (V. MELIN, *Histoire de l'Europe*, 1270-1610, p. 430).

De nombreuses manufactures s'élevèrent alors sur plusieurs points de la France. Des filatures de soieries furent établies à Paris, à Tours, à Nîmes et à Lyon; des fabriques de drap furent installées à Rouen, à Mantes, à Paris, à Lyon, à Montpellier et à Troyes; des manufactures de verre, de cristal et de glaces

furent créées à Melun; Paris rivalisa avec Milan pour la fabrication des draps d'or et d'argent; la manufacture de tapisserie des Gobelins prit naissance en 1567.

Sur l'initiative de Sully, on créa en 1601, un « Conseil de Commerce », chargé d'étudier les améliorations à apporter à l'industrie. On restaura alors les voies de communication, on reconstruisit les ponts, on canalisa le lit de plusieurs rivières, et on creusa le canal de Briare. On augmenta enfin le nombre des coches et on organisa les relais de chevaux.

Le commerce prit alors un nouvel essor, surtout le commerce maritime, à la suite de la réorganisation complète que fit subir Richelieu à notre marine.

Sous Colbert, la propriété mobilière atteignit son apogée dans notre ancien régime.

Il prit en faveur de l'agriculture d'heureuses mesures. Notamment, il diminua la taille et la gabelle, interdit la saisie des instruments de labour et des bestiaux, ordonna le dessèchement des marais et favorisa la culture de la vigne. Il publia enfin la fameuse ordonnance des eaux et forêts, dont plusieurs dispositions sont encore en vigueur de nos jours. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe* 1610-1789, p. 164.)

Il s'occupa également de relever l'industrie qui avait été délaissée pendant les guerres du commencement du règne de Louis XIV. Il établit le système protecteur absolu, en frappant de droits considérables l'entrée en France des produits similaires à ceux fabriqués dans nos industries, et en exonérant au contraire de tous droits l'introduction des matières premières que le sol de la France ne fournissait pas en quantité suffisante. Il réglementa minutieusement notre industrie nationale, en ajoutant à la surveillance des maîtrises et jurandes, celle de l'État. C'est à lui enfin que nous devons la création des conseils de Prud'hommes, institués pour solutionner les conflits entre patrons et ouvriers. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe* 1610-1789, p. 165.)

Notre commerce intérieur était entravé par l'existence des douanes et des taxes provinciales. Colbert supprima les douanes intérieures dans douze provinces, et réduisit les péages établis sur les chemins et les rivières. Il fit améliorer les routes existantes, en fit créer de nouvelles et fit creuser le canal du Lan-

guedoc. Il rétablit enfin le « Conseil de Commerce », qui avait cessé de siéger depuis la mort de Sully. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe 1610-1789*, p. 167.)

Continuant l'œuvre de Richelieu, Colbert favorisa puissamment notre commerce extérieur en augmentant notre marine et en accordant des faveurs pécuniaires aux bâtiments français. Il fit créer de nombreux chantiers maritimes, érigea Dunkerque, Bayonne et Marseille en ports francs et conclut plusieurs traités de commerce. Il déclara enfin, par une ordonnance de 1669, que le commerce maritime ne dérogeait pas à la noblesse. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe 1610-1789*, p. 168.)

Après Colbert, le mouvement industriel et commercial s'arrêta. Des guerres continuelles plongèrent le peuple dans la misère. La révocation de l'édit de Nantes en 1685 chassa de France de nombreux industriels et commerçants qui portèrent leur activité et leurs richesses à l'étranger (1). Puis vint la création de la banque de Law, bientôt suivie de la banqueroute du célèbre écossais, qui amena une perturbation profonde dans les fortunes.

Choiseul essaya d'arrêter l'effondrement de notre industrie nationale. Il réorganisa notre marine qui avait été presque complètement détruite et développa l'agriculture par de sages réformes. Dans le domaine de l'industrie, il préconisa la suppression des corporations et la liberté du travail, mais on refusa d'adopter ses sages idées. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe 1610-1789*, p. 424.)

En résumé, à l'aube de la révolution, la richesse mobilière en France se réduit à bien peu de choses. L'agriculture était peu développée par suite des ravages causés par des guerres continuelles; le commerce était entravé par l'existence de nombreux droits et péages; l'industrie, minutieusement réglementée et surveillée, ne laissait aucune place à l'initiative privée.

Les corporations qui avaient été au début des agents du développement industriel, devinrent au bout de peu de temps un obstacle à ce développement. Par suite de leur réglementation

(1) Denis Papin, protestant français réfugié en Allemagne, découvrit l'emploi de la vapeur d'eau comme force motrice.

exagérée, elles entravèrent l'industrie en rendant impossible la concurrence, ce nerf du commerce. Après Choiseul, Turgot, à son tour, essaya bien de supprimer les corporations, jurandes et maîtrises, mais il rencontra également sur ce point une opposition systématique de la part du Parlement.

Le prêt à intérêt, cette source inépuisable de crédit, était encore complètement prohibé. Turgot encore proposa la suppression de cette prohibition, mais on refusa d'écouter ses sages avis.

Un autre obstacle et non des moindres au développement commercial, tenait au discrédit dont étaient frappés ceux qui s'adonnaient à la profession de commerçant. La noblesse craignait de déroger en se livrant aux opérations commerciales. Malgré les encouragements donnés par les rois dont les ordonnances déclarèrent à plusieurs reprises que le commerce en gros ne faisait pas déroger, malgré l'ordonnance de 1669, inspirée par Colbert, qui poussait la noblesse au commerce maritime, les vieux préjugés subsistèrent, et ce fut peut-être cette antipathie de la noblesse pour le commerce qui fut la cause de sa perte, en laissant s'accroître par ce fait l'importance de la bourgeoisie, qui créa à son profit une sorte de féodalité financière.

Enfin, le crédit, par suite de la prohibition du prêt à intérêt était très limité. Les banques étaient exclusivement dirigées par les Juifs et les Lombards. L'Ordre des Templiers, en favorisant le change à l'aide de ses nombreuses succursales, apporta à un certain moment un élan dans le commerce, mais la convoitise royale eut tôt fait de détruire cette institution. Au XVIII^e siècle, la banque de Law vint à son tour rendre quelques services, mais, à la suite d'abus, elle échoua misérablement au bout de quelques années.

Sur l'initiative de Necker, on créa à Paris une caisse d'es-compte. Cette caisse faisait le commerce des métaux précieux, escomptait les lettres de change et ouvrait des comptes courants aux particuliers. Ses débuts furent plutôt médiocres; la chute de la banque de Law était encore trop présente à la mémoire. Elle se maintint cependant jusqu'à la création de la Banque de France qui la supplanta en 1800. (V. BERNARD, *Histoire de l'Europe 1610-1789*, p. 507.)

Il convient enfin de signaler que plusieurs droits qui rentrent

aujourd'hui dans la catégorie des meubles, étaient alors considérés comme immeubles, au moins dans la plupart des coutumes. Nous voulons parler des rentes foncières, des rentes constituées et des offices. Il convient de jeter un rapide coup d'œil sur l'importance croissante qu'ont prise ces trois formes de propriété dans notre ancien droit et surtout de bien différencier la rente foncière de la rente constituée. Cette dernière est immeuble par détermination de la loi, tandis que les rentes foncières sont immeubles par l'objet auquel elles s'appliquent. La nature de la rente foncière est toujours restée la même dans tout l'ancien droit. On pourrait la définir « une redevance annuelle établie sur la terre par un aliénateur, qui, en aliénant sa propriété, se réserve un droit réel de rente ».

La rente constituée au contraire ne pèse pas directement sur le sol; c'est une dette personnelle. Accidentellement, elle peut ressembler aux rentes foncières, au cas, par exemple, où le prêteur exige des garanties, mais elle peut très bien exister sans cela. Comment comprendre dès lors qu'elle ait été considérée comme un droit immobilier ? C'est tout simplement à cause de son caractère perpétuel dans sa substance et de sa productivité indéfinie.

Nous ne nous étendrons pas sur la rente foncière, qui n'a subi aucune modification dans l'ancien droit, mais il convient de s'arrêter sur les vicissitudes qu'a traversées la rente constituée pendant la même période.

Si la prohibition du prêt à intérêt était supportable aux époques barbare et féodale, vu qu'alors le commerce et l'industrie étaient nuls, cela se comprend aisément; mais elle devint une grande gêne, quand, à la fin de l'époque féodale, à la suite de l'affranchissement des communes, le commerce et l'industrie commencèrent à renaître, quand réapparut l'esprit d'entreprise surexcité par les relations avec les peuples lointains. On eût alors besoin de capitaux mobiliers. Le prêt à intérêt étant prohibé, on eût alors recours à un autre procédé, celui de la rente constituée.

Dès le début, et à cause de la nécessité de l'assignat imposée par le droit canon, la rente constituée se confondit avec la rente foncière.

Les détenteurs de capitaux mobiliers achetaient un droit réel

de rente sur un immeuble en échange du capital mobilier cédé au propriétaire d'immeubles. C'était un placement à fonds perdu, car le capital n'était pas remboursable, la rente étant un droit réel irrachetable.

Dans cette conception première, la rente constituée est confondue avec la rente foncière. Il existe alors en somme deux sortes de rentes foncières :

1^o rente retenue par le vendeur d'immeuble. C'est le « census reservativus » des scholastiques ;

2^o rente consentie directement par un propriétaire d'immeubles en échange d'un capital reçu. C'est le « census consignativus ».

Ce système de rente constituée sous forme de rente foncière était bien conforme au droit canon, mais il était rempli d'inconvénients. C'était alors impossible d'avoir un capital mobilier si l'on ne possédait pas d'immeubles devant servir de base à la rente. De plus, la rente étant irrachetable, jamais l'emprunteur ne pouvait se libérer pas plus que le prêteur rentrer dans son capital.

Dès le début du xvi^e siècle, la scission entre les rentes foncière et constituée commença à s'opérer. La tendance des légistes peut se résumer en trois propositions :

1^o La prohibition du prêt à intérêt n'est pas violée, du moment que le capital mobilier est aliéné irrévocablement, sans stipulation de remboursement ; de plus, il n'est pas nécessaire que la rente soit constituée sur un immeuble, elle peut être purement personnelle.

2^o Puisque dans les rentes constituées moyennant un capital, il n'y a qu'une avance d'argent, l'assignat, toujours facultatif qui a pu y être adjoint, ne change pas la nature de la rente qui reste personnelle et l'intervention de l'assignat n'est qu'une garantie accessoire.

3^o La rente constituée n'étant qu'une dette personnelle, peut être éteinte par rachat.

Cette doctrine triompha définitivement malgré la résistance des casuistes et de la Papauté. Dès lors la scission entre la rente foncière et constituée est opérée, et l'on peut alors définir la rente constituée « une redevance annuelle créée directement par une personne sur elle-même et accidentellement sur un immeu-

ble qui ne change pas de propriétaire ». Dès lors, un changement eût dû logiquement se produire dans la nature des rentes constituées, qui primitivement étaient des droits immobiliers et étaient devenues des dettes personnelles, elles auraient dû devenir mobilières. Il n'en fut rien cependant, du moins dans la plupart des coutumes. Elles restèrent immeubles par raison traditionnelle, et surtout à cause de leur préciosité particulière.

Les offices également, tant féodaux que royaux, furent toujours considérés comme immeubles.

Des considérations qui précèdent, on conçoit facilement la raison d'être économique et sociale de la maxime « *Vilis mobilitium possessio* ». Dans l'ancien droit, la terre était le seul élément solide de la richesse. Le criterium distinctif du meuble et de l'immeuble à cette époque, basé sur la productivité périodique de l'immeuble faisait de la distinction une règle absolument arbitraire et de convention qui permit de faire rentrer, ainsi que nous l'avons vu, tous les biens précieux dans la catégorie des immeubles. De plus, la propriété d'immeubles était une marque de souveraineté. Les meubles, qui, à l'origine, ne comprennent que les meubles corporels, sont de peu de valeur, vu la rareté des métaux précieux et le développement restreint de l'industrie. Ce sont en somme les produits des immeubles. BEAUMANOIR, t. 23, n° 2, les définit : « Meubles sont choses qui des héritages issent. » Entre les immeubles qui sont les seuls biens précieux, et les meubles, biens sans valeur, se trouve placée toute une catégorie de biens non qualifiés, biens incorporels, que le droit postérieur fera rentrer le plus souvent dans la catégorie des immeubles à cause de leur valeur. La distinction ne devient générale qu'au xvi^e siècle et ne date que de Dumoulin. Les droits incorporels importants (rentes foncières, rentes constituées, offices) sont déclarés immeubles. Les autres suivent le sort des meubles. « *Personales actiones heredis personam sequuntur*. » C'est alors que prend naissance la maxime « *Quod tendit ad mobile est mobile*. » Dès lors les créances tendant à de l'argent ou à des meubles sont des meubles incorporels. *Coutume de Paris*, art. 89 : « Ces dûs et obligations faits pour sommes de deniers ou choses mobilières sont censés et réputés meubles. » LOISEL, maxime 211 : « Or et argent monnayé ou à monnayer et tout ce qui se peut transporter, noms,

raisons et actions pour choses mobilières sont meubles. » Cependant si la classe des meubles a augmenté d'importance, les nouveaux biens qu'elle englobe sont cependant tous des biens improductifs. De plus, les fonds de commerce, les actions dans les sociétés étaient alors des formes inconnues de propriété. La propriété littéraire et artistique ne jouissait d'aucunes garanties. En somme, malgré l'extension qu'elle avait prise dans les derniers temps de l'époque monarchique, la richesse mobilière était cependant très restreinte.

La révolution abolit les droits seigneuriaux et les péages qui s'opposaient au développement du commerce et de l'industrie, rendit la liberté au travail par la suppression des corporations, jurandes et maîtrises, et ouvrit la voie aux grandes entreprises en détruisant l'antique prohibition du prêt à intérêt.

Malgré les troubles intérieurs et les guerres extérieures, nous voyons alors l'agriculture prendre un essor inconnu jusque là. L'industrie et le commerce se développent dans des proportions énormes, avivés par l'impulsion que leur avaient donnée les réformes de la Révolution. Les grands principes de liberté qui furent la base de la déclaration des droits de l'homme permirent à chacun de donner libre cours à son initiative personnelle. L'établissement de l'égalité parmi les citoyens, en détruisant les bénéfices des classes privilégiées, amena avec lui une plus grande égalité dans les fortunes, et poussa au commerce toute une classe qui s'y était refusée systématiquement jusque là.

L'argent devint alors une chose productive. Avant la liberté du prêt à intérêt, les particuliers n'avaient que trois moyens de placer leurs capitaux : acheter soit un immeuble, soit un droit mobilier, soit une rente constituée ou un office. Mais on n'obtenait par là que des immeubles, soit par nature, soit par l'objet auquel ils s'appliquent, soit enfin par détermination de la loi.

Avec la liberté du prêt, on vit naître les sociétés par actions qui empruntèrent bientôt la forme anonyme. L'achat d'une part sociale créa dès lors un droit mobilier, inconnu de notre ancien droit.

Enfin la possibilité du prêt pur et simple donna naissance à l'existence des créances sur particuliers, créances de nature

mobilière qui vinrent encore augmenter le nombre des meubles.

Les sciences se développèrent, et de théoriques qu'elles avaient été jusque là, devinrent pratiques. D'utiles découvertes vinrent favoriser le mouvement industriel ; la France se couvrit d'une infinité de machines, les arts mécaniques prirent un développement jusqu'alors inconnu.

La richesse mobilière qui, jusqu'à la Révolution, n'avait joué qu'un rôle secondaire, s'est dès lors considérablement accrue sous l'influence des faits économiques nouveaux. D'après M. Maurice Block, tandis que la valeur de la propriété foncière aurait seulement triplé de 1820 à 1873, le capital mobilier se serait décuplé pendant le même espace de temps. (*Dictionnaire de la Politique*, édit. 1873, page 1057). Un fait incontesté, c'est que la valeur des meubles est actuellement supérieure à celle des immeubles.

M. Sorel a excellemment expliqué l'évolution qu'a suivie la richesse mobilière dans le courant du XIX^e siècle : « La société, les relations des hommes entre eux, dit-il, se sont profondément modifiées au cours du dernier siècle. Le Code civil a traversé l'une des plus puissantes révolutions sociales que nous connaissions. Il n'en a point été ébranlé, parce que cette révolution n'a pas atteint ses fondements : la liberté civile, la famille, la propriété foncière et l'héritage. Mais, à côté de ce monde attaché à la terre, on a vu surgir un autre monde, se développer une série de transactions sociales auxquelles les rédacteurs du Code Civil n'avaient pas songé, par la seule raison que la société de leur temps les soupçonnait à peine. L'extension quasi indéfinie du travail humain par les machines, le développement croissant des communications des hommes et des échanges par les chemins de fer, produisirent des phénomènes nouveaux. En premier lieu, une forme nouvelle, au moins prodigieusement renouvelée et étendue de propriété, que le Code Civil connaissait à peine, et qu'il rattachait encore aux produits de la terre, les meubles, qu'il entendait au sens propre du mot, puis les rentes sur l'Etat, les rentes constituées, les parts dans les sociétés. Par l'effet des échanges, par la multiplication des valeurs financières et industrielles, la propriété mobilière a pris autant d'importance dans l'économie sociale du XIX^e siècle que la

propriété purement immobilière en avait au commencement de ce siècle. Le mot capitaux se mêle dans le langage au mot propriétés ; on disait un fonds de terre, et c'était la propriété même ; on dit des fonds, mes fonds, et c'est en nombre de cas toute la propriété. C'est que la France, toute agricole et foncière, s'est transformée en une France industrielle, banquièrre et spéculatrice. Tout prit une mobilité extraordinaire et inattendue, le travail et ses produits, les moyens de fortune et la fortune même, les hommes et les choses. En même temps que se créait cette propriété constamment mouvante, et, partant, vouée aux incertitudes des affaires humaines, à tous les contrecoups de la politique, surgissait une classe d'hommes, celle des ouvriers industriels, portant la main d'œuvre où l'industrie allait la demander, s'agglomérant autour de fournaux en populations immenses, aussi instables, aussi dégagées des liens du sol que les produits qu'elles concourent à fabriquer, et par la force même des choses, non seulement détournée de la propriété rurale, mais obligée de disputer à une concurrence effroyable, l'accession, de plus en plus difficile, à la propriété nouvelle, contemporaine de son avènement social, la propriété mobilière. » (*Livre du Centenaire du Code Civil, Introd. page 39 et s.*) (1).

L'accroissement journalier de la propriété mobilière aux dépens de la propriété foncière est incontestable, et il est à prévoir qu'un jour viendra où la propriété immobilière sera complètement éclipsée par la propriété mobilière. Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'à l'époque actuelle, la fortune immobilière est encore un appoint considérable de richesse ; de plus, n'étant pas susceptible d'augmentation, elle n'est pas soumise aux variations brusques de valeur qui atteignent les meubles. C'est pourquoi, même aujourd'hui où il y a dépréciation de la valeur de l'immeuble par rapport à l'augmentation de la valeur des meubles, et surtout des meubles incorporels, on dit cependant de l'acquéreur d'immeubles qu'il fait un placement sûr. Et la différence n'est pas rien que dans les mots.

(1) Voir également : « Du régime de la propriété dans le Code Civil, » par M. Terrat. (*Livre du Centenaire du Code Civil*).

Il est certain que par sa stabilité, la propriété immobilière offre plus de garanties que la propriété mobilière. Cependant il faut avec M. Sorel constater l'augmentation de jour en jour plus importante des fortunes mobilières, et reconnaître le manque à peu près complet de protection qu'offrent nos codes à cette nouvelle propriété.

Sans doute la différence de nature entre ces deux classes de biens s'oppose à la similitude dans la protection à leur accorder ; mais il paraît possible, tout en maintenant les dispositions fondamentales de nos Codes, de combler la lacune qu'ils présentent sur ce point.

En 1840 déjà, Monsieur Rossi constatait le défaut d'harmonie de nos Codes dans les dispositions relatives aux meubles et aux immeubles et préconisait la nécessité d'une réforme. « Qui ne sait dit-il, que la jurisprudence lutte péniblement contre le texte de la loi, pour appliquer le principe de l'aliénabilité du fonds dotal même à la dot mobilière ? Le Palais est en guerre sur ce point comme sur tant d'autres avec l'École. C'est que la doctrine concentre son attention sur le texte et les origines historiques du texte, tandis que les tribunaux, placés en présence des applications et de leurs conséquences, éprouvent bon gré mal gré l'influence du fait économique qui caractérise notre époque, je veux dire l'accroissement de jour en jour plus considérable de la richesse mobilière. Ils ne peuvent concevoir que la garantie de l'inaliénabilité accordée à la femme qui apporte en dot une cabane ou un arpent de bruyère, puisse être refusée à celle qui possède 100000 livres de rentes en capitaux mobiliers. (*Revue de Législation et de Jurisprudence* 1840 T. XI, p. 1 et suiv.)

Envisager l'esprit qui a présidé à la rédaction de nos Codes au sujet de la distinction des biens en meubles et immeubles, analyser les réformes intervenues depuis cette époque afin de remédier aux lacunes relatives au manque de protection des meubles, montrer le défaut d'harmonie existant entre l'esprit de la loi et l'état économique actuel, telle sera notre tâche qui se trouve par là nettement divisée en trois parties :

Première partie. — Recherche du criterium adopté par le législateur de 1804 dans sa distinction des biens en meubles et immeubles.

Deuxième partie. — Examen des lacunes que présente le Code Civil dans les dispositions relatives aux biens mobiliers et étude des correctifs apportés par la législation, la doctrine et la jurisprudence postérieures.

Troisième partie. — La division des biens en meubles et immeubles, telle qu'elle existe dans notre droit, est-elle en harmonie avec l'état économique actuel ?

Toutefois, afin de limiter notre sujet, nous n'envisagerons la question qu'au seul point de vue du droit civil, en laissant de côté tout ce qui a trait au droit commercial.

PREMIÈRE PARTIE

Recherche et Critique du criterium adopté
par le législateur de 1804 pour sa
distinction des biens en meubles et immeubles.

Pour apprécier d'une façon sûre l'esprit qui a présidé à la rédaction du Code Civil dans les dispositions relatives aux meubles et aux immeubles, il importe de rappeler succinctement les phases qu'a traversées cette distinction dans notre ancien droit et surtout à l'époque monarchique. En combinant cette étude avec celle qui a fait le sujet de l'introduction de cet ouvrage, nous pourrons apprécier en toute connaissance de cause les diverses influences qui ont agi sur l'esprit des codificateurs dans la distinction qu'ils ont placée à la base des dispositions du Code Civil relatives aux biens.

Entre les meubles et les immeubles au sens strict du mot, il y a plusieurs différences physiques assez importantes pour que le droit ait toujours à en tenir compte.

Au point de vue de la situation, l'immeuble a des attributs naturels différents de ceux du meuble. Il a une assiette fixe et par suite, ne peut être ni perdu ni volé. Les meubles, au contraire, n'ont pas de situation et sont sujets à perte ou à vol.

Au point de vue de l'identité, l'immeuble ayant une situation, a presque une personnalité toujours reconnaissable à la différence de beaucoup de meubles (choses de genre), et encore à la différence des meubles animés qui ont une individualité mobile susceptible de perte et de détérioration. L'individualité des hommes est déjà difficile à préciser, *a fortiori*, celle des animaux.

Au point de vue de la perpétuité, l'immeuble étant fixe dans son existence, l'est également dans sa productivité. Le sol a pour lui la perpétuité et la fécondité. A des époques périodiques, il donne des produits qui sont chaque fois sensiblement les mêmes, et qui, superficiellement, n'altèrent pas sensiblement sa valeur. Le meuble est en général et même logiquement périssable par sa nature; s'il donne quelquefois des fruits, ce n'est jamais avec la même périodicité et la même absence de changement de valeur.

Au point de vue du nombre, les immeubles étant perpétuels et fixes, sont en nombre limité dans la nature, et même dans une nation déterminée, tandis que les meubles, de même qu'ils sont périssables, sont créables. On peut bien diviser les immeubles, mais non les multiplier à son gré.

En combinant ces différences matérielles, nous en trouvons une dernière qui est surtout économique.

Au point de vue de la valeur, les meubles pouvant facilement être transportés d'un lieu dans un autre, il résulte qu'il peut y en avoir beaucoup dans un endroit et peu dans un autre. Dans un lieu, l'offre peut être supérieure à la demande ou inversement, d'où il résulte que le prix du meuble est l'objet de variations importantes.

Au contraire, la valeur de l'immeuble sans être immuable, échappe à la plupart de ces causes brusques de variations de valeur. On ne peut pas créer d'immeubles; par suite, les variations de leur valeur ne sont pas brusques, et c'est pourquoi, de nos jours, on considère encore, malgré l'augmentation de la propriété mobilière, le placement immobilier comme plus sûr que le placement en titres. Cela découle d'une différence de valeur entre ces deux sortes de biens.

En somme, il existe entre les meubles et les immeubles plusieurs différences physiques dont le droit doit tenir compte, et ces différences physiques engendrent une différence économique qui, elle aussi, s'est imposée au législateur.

Il y a pour le droit deux manières de tenir compte de cette division.

Il peut d'abord simplement la subir, sans proprement se l'approprier; en tenir compte, en somme, comme distinction de fait. Alors la division ne correspond dans le droit qu'à des nuances, elle est accidentelle au point de vue juridique.

C'est la conception romaine, surtout du droit primitif. A la fin de l'époque classique, cette division augmenta d'importance et se compliqua de l'idée économique de préciosité. Dans les législations de ce genre, le criterium juridique entre le meuble et l'immeuble n'est pas nettement précisé.

Le droit, au contraire, peut s'approprier cette division et en faire une division théorique, et par suite essentielle. Ici le législateur ne subit plus l'influence des faits, il est actif. Son rôle se manifeste en ceci, c'est que les différences physiques deviennent abstraites et doivent être précisées par le droit, d'où œuvre d'initiative. Le droit s'attachera dès lors plus spécialement à tel ou tel caractère physique dont il fera un criterium. Il aura donc à choisir entre les caractères physiques des meubles et des immeubles celui qui lui paraît le plus apte à sa conception de la division des biens en meubles et immeubles. Le droit fera alors œuvre d'abstraction, autrement dit, de convention. Et c'est là précisément l'œuvre du droit en cette matière ; par suite d'un besoin de précision, il est amené à faire un choix pour créer une « *summa divisio rerum* ».

Le droit moderne et notre ancien droit diffèrent du droit romain primitif en ce que ces deux législations ont adopté la seconde forme de procéder. Elles ont considéré la division des biens en meubles et immeubles comme une « *summa divisio rerum* ». Tout en concédant de façon différente la propriété des meubles et des immeubles, elles ne subissent plus l'influence passive du fait.

Par suite de l'importance que ces deux droits ont attribuée à la distinction des biens en meubles et immeubles, ils ont dû préciser le criterium distinctif placé à la base de leur division, faire œuvre personnelle, et pour cela, faire choix entre les différences physiques et naturelles sus-énumérées.

Dans ce choix, il y a entre le droit moderne et l'ancien droit une nuance. Parmi les différences naturelles entre les meubles et les immeubles, le droit ancien et le droit moderne n'ont pas pris le même criterium.

Pour commencer par le droit moderne, le Code Civil de 1804 ne néglige aucun des caractères physiques du meuble et de l'immeuble ; il tient compte de tous. Mais dans la lettre du texte, il s'est attaché à un caractère spécial. Ce caractère, c'est la

fixité de l'immeuble opposée à la circulabilité du meuble. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les articles du Code Civil relatifs aux meubles et immeubles. (Art. 517 et s. 525-528. 2279 § 2.)

Si, de plus, on recherche l'idée maîtresse du législateur dans les travaux préparatoires, on retrouve à chaque pas ce criterium à la base des dispositions relatives aux biens meubles et immeubles.

Cambacérès, dans son troisième projet, définit les biens meubles « ceux qui n'ayant point de situation fixe, peuvent, sans être détériorés, se transporter d'un lieu à un autre. Les immeubles sont les biens qui par leur nature ou leur destination, ont une situation fixe ».

Dans l'exposé des motifs au corps législatif, Treilhard, dans la discussion de l'article 529, dit dans le même sens : « Nous avons placé les rentes parmi les meubles. C'était autrefois une question controversée. Mais au moment où nous créons une législation fondée sur la nature même des choses, nous n'avons pas dû ranger dans la classe des immeubles des objets purement personnels qui n'ont en eux-mêmes rien d'immobilier. »

Dans l'ancien droit, au contraire, du moins à l'époque féodale, on n'insiste pas sur la fixité. La preuve en est que les maisons ont été longtemps considérées comme meubles. Ce sont pourtant des choses fixes : cependant le droit féodal en fait des meubles. C'est donc que pour lui la fixité n'est pas le criterium essentiel. De même que les maisons, les récoltes adhérant au sol ont été longtemps considérées, à la différence de la règle posée dans les articles 520 et 521 du Code Civil, comme choses mobilières.

On peut s'étonner que la fixité n'ait pas été le criterium adopté par l'ancien droit, car c'est celui qui saute aux yeux le premier. Cela peut paraître bizarre de prime abord, surtout pour des barbares à l'esprit moins développé que celui de nos législateurs actuels : mais on peut cependant arriver à comprendre cette anomalie.

Les Germains n'ont en effet apporté à notre droit que des coutumes informes. Au moment de la rédaction des lois barbares, ils sortaient de l'état nomade, et, parce que nomades, l'immeuble était pour eux « *res communis* ». Les Germains

n'avaient guère que la notion de la propriété mobilière conquise par la force, manifestée par la possession (mainmise), transmissible uniquement par le troc.

Au contact des Romains, ils acquirent la notion de l'appropriation du sol, et sentirent de suite qu'ils ne pouvaient pas la plier à leur conception de la propriété mobilière, la seule qu'ils connaissaient.

Par suite, dans notre ancien droit, la propriété mobilière est d'origine germanique, attenant à la possession, tandis que la propriété immobilière est d'origine romaine, et reste soumise aux lois romaines.

Or, les Romains conçoivent la propriété distincte de la possession. De là, à cette époque, deux conceptions différentes de la propriété, la conception germanique et la conception romaine.

Cette différence de nature entre les deux sortes de propriété fut encore développée par la féodalité, qui accentua la vilité des meubles en créant la supériorité sociale de la propriété immobilière basée sur l'idée de préciosité et surtout de puissance.

En somme, à l'aube de la féodalité, les Germains n'ont pas de criterium pour distinguer le meuble de l'immeuble. Pour eux, l'immeuble, c'est la terre; le meuble, tout le reste.

Avec la féodalité, la propriété immobilière devient une souveraineté. La propriété du sol devient le fief, qui ne peut avoir pour objet que l'immeuble. On peut définir le fief « la concession volontaire, gratuite et perpétuelle d'un immeuble par le suzerain à un vassal en échange de services nobles ».

C'est, avons-nous dit, une concession gratuite, pour cette raison que le vassal tirera des revenus de l'immeuble, et, grâce à eux, pourra subvenir aux obligations dues au suzerain (service militaire, conseil et justice). Seul, l'immeuble convient à cette concession, car c'est le seul bien qui peut produire périodiquement sans altération de sa substance. D'où, à l'époque féodale, le seul immeuble, c'est le fief. Nous trouvons par là le criterium féodal dans la perpétuité de l'immeuble et sa productivité régulière sans altération. Ici, la fixité ne joue plus aucun rôle; d'où on conçoit facilement la possibilité d'étendre le domaine du fief et par suite, de l'immeuble, suivant les besoins politiques. Grâce au criterium adopté, les Seigneurs, bientôt à

court de terres, créèrent des fiefs de toutes pièces au moyen de toutes choses productives, en immobilisant les choses mobilières susceptibles de revenus périodiques sans altération. Alors prirent naissance les immeubles incorporels (fiefs volants, fiefs en l'air) qui se créèrent sous forme de péages, de rentes foncières ou constituées et d'offices.

Le meuble, à cette époque, n'a aucune valeur. La cause s'en trouve principalement dans la prohibition du prêt à intérêt par l'Eglise et la loi civile. L'argent, ce meuble par excellence, est frappé d'improductivité radicale. C'est alors que prend naissance la maxime « *vilis mobilium possessio* » parce qu'alors chose mobilière et chose improductive sont synonymes.

L'immeuble est tout à cette époque, c'est le seul bien précieux. On l'entoure de multiples garanties de conservation. Aucune protection au contraire n'est accordée à la propriété mobilière qui ne compte pas dans les fortunes.

Le criterium féodal eut comme conséquence l'universalisation de la distinction des biens en meubles et immeubles qui existe encore de nos jours (art. 516), bien que les données naturelles soient contraires à cette conclusion, par suite de l'existence des droits incorporels. Le droit féodal range les droits incorporels (rentes-offices) dans la classe des immeubles.

On comprend très bien cette universalisation de la distinction dans une législation qui, comme le droit féodal, pose à sa base le criterium économique de préciosité, car c'est un dilemme qui peut comprendre tous les biens.

A l'époque monarchique, le vieux criterium féodal subsiste, mais n'absorbe plus de nouveaux fiefs. La division reste dans un état de stagnation. Bien plus, dès le début du XVIII^e siècle, les juriconsultes commencent à recourir au criterium naturel de fixité pour résoudre les difficultés de droit. Ils décident alors que les maisons et les fruits attachés seront immeubles. Cette réapparition du criterium naturel à côté du criterium féodal, créa alors une confusion qui se manifesta jusqu'à la fin de l'ancien droit, surtout en ce qui concerne la nature des rentes.

En somme, à cette époque, les immeubles comprennent deux catégories bien distinctes de biens : les biens immobiliers d'abord et ensuite tous les biens incorporels productifs de revenus. Cependant, dans tout l'ancien droit, l'idée de préciosité a toujours dominé.

Le législateur de 1804 a exclu cette deuxième classe de biens immobiliers en faisant rentrer les rentes sans distinction dans la classe des meubles. (art. 529) Enfin et bien que cela paraisse en contradiction avec le criterium adopté par le Code Civil, les codificateurs ont conservé l'universalisation de la distinction. L'article 516 dit que « tous les biens sont meubles ou immeubles ». C'est à l'ancien droit que le Code Civil a emprunté cette idée d'une « *summa divisio* ».

Mais, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte par l'introduction de cet ouvrage, dès cette époque, si le législateur avait devant les yeux l'exaltation féodale de la valeur de l'immeuble, il devait être également obligé de subir l'influence économique des faits, qui, à la suite de la Révolution, commençaient à donner à la propriété mobilière une place sinon prépondérante, du moins très importante dans les fortunes. Nous en trouvons une preuve dans l'exposé des motifs au corps législatif par Treilhard. « Il fut un temps, dit-il, où les immeubles formaient la portion la plus précieuse du patrimoine des citoyens... Mais depuis que les communications devenues plus faciles, plus actives, plus étendues, ont rapproché entre eux les hommes de toutes les nations; depuis que le commerce, en rendant pour ainsi dire les productions de tous les pays communes à tous les peuples, a donné de si puissants ressorts à l'industrie, et a créé de nouvelles jouissances..., *la fortune mobilière des citoyens s'est considérablement accrue*, et cette révolution n'a pu être étrangère ni aux mœurs ni à la législation. *On n'a pas dû attacher autant d'importance à une portion de terre, autrefois patrimoine unique des citoyens, et qui, aujourd'hui, ne forme peut-être pas la moitié de leur fortune* (FENET, t. XI, p. 34).

Il est vrai que, dans la suite de la discussion des différents titres du code, le législateur a semblé tout au moins oublier complètement ces sages paroles de Treilhard et s'est plu à combler de sa sollicitude la propriété foncière au détriment de la richesse mobilière. Nous en trouvons une preuve frappante dans la discussion du titre du contrat de mariage où, après avoir constaté que l'un des obstacles les plus communs aux mariages est la crainte qu'ils ne fassent passer les biens des époux d'une famille dans l'autre, Tronchet ajoute : « On augmenterait cet obstacle si l'on faisait entrer de plein droit dans

la communauté *des propriétés aussi précieuses* que les immeubles. » (FENET, t. XIII, p. 49.)

Et cependant le législateur avait devant les yeux le spectacle du développement progressif de la fortune mobilière qui, à la suite des différentes libertés contemporaines de l'époque révolutionnaire ne pouvait aller qu'en augmentant.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, le code civil n'établit qu'une seule et unique distinction, celle des biens meubles et immeubles (art. 516). Toutes les choses corporelles ou incorporelles, divisibles ou indivisibles, fongibles ou non fongibles, appartenant à une personne physique ou morale, rentrent dans une de ces deux catégories, soit par leur nature, soit par leur destination, soit par l'objet auquel elles s'appliquent. Cette distinction est d'ordre public, et des particuliers ne pourraient pas, au préjudice des tiers, changer le caractère mobilier ou immobilier que la loi a donné à tel ou tel bien. (Besançon, 13 août 1892. D. 92. 2. 551.) BAUDRY LACANTINERIE ET CHAUVEAU. Des Biens, p. 19, n° 21.

Après avoir classé les droits parmi les meubles et les immeubles en faisant rentrer dans la première classe toute une catégorie de biens (rentes) pour la classification desquels, vu leur préciosité, l'ancien droit avait semblé avoir une certaine hésitation, le législateur, dans la discussion des titres qui suivirent, paraît avoir oublié la subdivision des meubles corporels et incorporels. Les différences physiques que nous avons indiquées en tête de cette partie, ne s'appliquent réellement qu'aux biens corporels. Les meubles incorporels ne sont qu'imparfaitement soumis aux brusques changements de situation et de valeur que nous avons indiqués comme étant de la nature des meubles corporels.

Pour avoir oublié cette sous-distinction, le législateur a édicté dans la plupart des cas des règles qui, en convenant parfaitement aux meubles corporels, sont en complet désaccord avec la nature et surtout la préciosité des meubles incorporels.

Enfin, dans sa classification, le Code Civil a omis de nous indiquer dans quelle classe de biens on devait placer les offices, les fonds de commerce, ainsi que les droits résultant des brevets d'invention, des marques de fabrique et de la propriété littéraire, industrielle et artistique. Il est vrai que par analogie, et

en suivant le criterium adopté, la doctrine et la jurisprudence, à défaut du législateur, ont classé ces biens parmi les meubles, et aujourd'hui cette solution est universellement admise.

On considère les offices comme des biens d'une nature spéciale, non susceptibles de nantissement et n'étant pas dans le commerce.

Paris, 15 Juillet 1824, sous requête 18 Février 1826—D. Rep. V^o Office n^o 390.

Caen, 12 Juillet 1827—D. Rep. V^o Office n^o 379.

Riom, 10 Février 1845—D. 45. 2. 190.

Amiens, 24 Avril 1845—D. 45. 2. 107.

Mais le droit de présentation rétabli par la loi du 28 avril 1816 (art. 91) est mobilier et, par suite, sa valeur tombe dans l'actif de la communauté légale du titulaire.

Cass. 8 Mars 1843—S. 43. 1. 305.

DEMOLOMBE, IX, n^o 438.

BAUDRY LACANTINERIE et CHAUVEAU, n^o 167.

Les fonds de commerce ne sauraient être rangés dans la catégorie des immeubles.

Cass. 8 Fructidor an III—D. Rep. V^o Biens n^o 213.

On doit donc les ranger dans la classe des meubles. Il a été jugé sur ce principe qu'un fonds de commerce (dans l'espèce un fonds de pharmacie) est passible de saisie exécution et non de saisie immobilière.

Turin, 18 Septembre 1811—D. Rep. V^o Biens n^o 213.

La jurisprudence récente considère les fonds de commerce comme une universalité juridique formée d'éléments divers, dont les uns, les marchandises et le matériel, sont des meubles corporels; les autres, l'achalandage, la clientèle et le droit au bail, ont le caractère de meubles incorporels.

Cass. 13 Mars 1888—D. 88. 1. 351.

Riom, 30 Mars 1892—D. 92. 2. 220.

Paris, 21 Juillet 1892—D. 93. 2. 108.

Lyon, 23 Mars 1892—S. 94. 2. 237.

De la nature mobilière des fonds de commerce, il résulte que la vente qui en a été faite, ne peut être rescindée pour cause de lésion.

AUBRY et RAU, IV, § 358.

Douai, 16 Janvier et 8 Février 1907-D. 08. 2. 5.

De même les droits d'auteur et le monopole qu'ils confèrent, que la jurisprudence considère moins comme une propriété que comme un privilège exclusif d'exploitation commerciale temporaire, (Cass. 25 Juillet 1887-D. 88. 1. 5. et la note de M. Sar-rut) sont unanimement considérés comme des droits mobiliers incorporels.

Cass. 16 Août 1880-S. 81. 1. 25. et la note de M. Lyon Caen..

DEMOLOMBE, IX, n° 439.

La solution est la même à l'égard des brevets d'invention et des marques de fabrique.

BAUDRY LACANTINERIE et CHAUVEAU, n° 168.

Le législateur eût été mieux inspiré de s'occuper de ces différentes formes de propriété que d'essayer comme il l'a fait, sans grand succès d'ailleurs, de définir dans les articles 533 à 537 les mots meubles, mobilier, meubles meublants, définitions qui prêtent à équivoque et dont on réclame généralement la suppression.

Par suite de l'accroissement donné par le législateur au domaine de la propriété mobilière, et du défaut de protection accordé à ce genre de propriété, le Code s'est bien vite trouvé en désaccord avec l'état social et économique de la société moderne. Aussi, depuis sa promulgation, les dispositions légales relatives aux meubles ont, pour la plupart, subi de nombreux changements. Le mouvement protectionniste en faveur de la propriété mobilière ne fait qu'aller en s'accroissant.

À cette fin, plusieurs moyens ont été employés.

Le codificateur lui-même, à peine le Code promulgué, permit d'immobiliser les actions de la Banque de France (décret du 16 Janvier 1808) ainsi que les actions des canaux du Midi (Décret du 10 Mars 1810) d'Orléans et du Loing (Décret du 16 Mars 1810) (1). C'était un retour complet au droit féodal et par suite l'anéantissement total des principes posés à la base de la dis-

(1) On pouvait enfin en vertu du décret du 1^{er} Mars 1808 immobiliser les rentes constituant un majorat. Les Majorats ayant été définitivement rachetés en vertu de la loi du 22 Avril 1905 (art. 29 à 35), ce cas n'a plus qu'une valeur historique.

tion des biens. Si l'on avait continué dans cette voie, on serait inévitablement arrivé à la disparition de l'article 529 du Code Civil. Heureusement, on n'alla pas plus loin. Cette réforme a d'ailleurs perdu de son intérêt par suite du rachat des actions des canaux d'Orléans et du Loing en exécution de la loi du 1^{er} avril 1860.

Le législateur postérieur, à son tour, a remanié la plupart des dispositions de nos codes relatives aux meubles. Pour ne citer que les principales lois qui ont trait au Code Civil, nous trouvons :

Loi du 24 mars 1806 sur les transferts de rente appartenant à des incapables.

Loi du 3 août 1844 sur la Propriété Littéraire.

Loi du 14 juillet 1866 sur les droits d'auteur.

Loi du 2 juillet 1862 sur l'emploi des deniers du mineur en rentes sur l'Etat.

Loi du 16 septembre 1871 qui pose le principe de l'équivalence des rentes sur l'Etat et des immeubles pour les remplois à effectuer.

Loi du 15 Juin 1872 sur la perte des valeurs mobilières ;

Loi du 10 Décembre 1874 sur l'hypothèque maritime ;

Loi du 27 Février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à des incapables ;

Loi du 1^{er} Mars 1898 sur le nantissement des fonds de commerce ;

Loi du 18 Juillet 1898 sur les warrants agricoles ;

Loi du 17 mars 1909 modifiant celle du 1^{er} Mars 1898 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce ;

La jurisprudence, sous l'impulsion de la doctrine et encore par raison de nécessité sociale, a également apporté son appoint à la protection de la propriété mobilière. En droit civil, nous en trouvons deux exemples frappants dans la saisissabilité des rentes sur l'Etat malgré les lois de l'an VI et de l'an VII, et dans la règle de l'inaliénabilité de la dot mobilière de la femme dotale, dont on ne trouve trace dans aucun texte.

Les mœurs enfin sont venues corriger la sévérité du droit en cette matière. L'exemple le plus frappant s'en trouve dans la tendance actuelle à substituer la communauté réduite aux acquêts à la communauté légale, lorsque l'un ou l'autre des

époux apporte en se mariant une fortune mobilière quelque peu supérieure à celle de son conjoint.

Sans doute, l'instabilité de la propriété portant sur des meubles ne saurait se concilier avec une protection aussi radicale que celle qui a été accordée aux biens immobiliers; il est difficile de protéger ce qui est meuble sans nuire à sa mobilité. Le problème cependant n'est pas insoluble.

Le législateur, en cette matière, doit avoir principalement pour objectif de concilier, autant que cela est possible, les intérêts des différents ayants droit avec ceux des tiers, d'apporter à la propriété mobilière des incapables une protection qui, tout en sauvegardant leurs droits, ne soit pas un obstacle à la liberté d'administration des mandataires légaux, et qui surtout, n'entraîne pas avec elle des frais hors de proportion avec la valeur des biens gérés, de sauvegarder d'une manière plus efficace les droits de la femme mariée dans les différents régimes matrimoniaux, sans, pour cela, porter atteinte aux pouvoirs du mari comme chef de l'association conjugale.

La loi, pour être équitable, doit suivre bon gré mal gré l'évolution économique et sociale de chaque époque. Suivant l'expression de M. MAY, *Eléments de droit romain*, p. 10, le droit est dans un état de « perpétuel devenir ». Pour être resté stationnaire en notre matière, ses formes et ses principes sont devenus surannés, et ne répondent plus aux besoins actuels de la Société.

Nous aurons l'occasion de vérifier à chaque page de l'exposé qui va suivre la justesse de ces observations. Sans doute il est téméraire de proposer d'apporter des modifications dans une œuvre aussi fortement conçue que notre Code Civil; on risque fort, en le retouchant, d'en détruire l'homogénéité. Cependant, lorsque les dispositions légales ouvrent la voie, comme c'est ici le cas, à l'arbitraire et à la chicane, il ne faut pas que, par un respect exagéré de l'œuvre des codificateurs, on laisse subsister un état de choses anormal et même dangereux.

La plupart des réformes que nous proposerons dans le cours de cet ouvrage ont été déjà bien souvent réclamées par les plus hautes autorités doctrinales, et, pénétré de notre insuffisance, c'est sous leur couvert que nous les présenterons. S'il nous arrive parfois de critiquer les dispositions légales avec une certaine sévérité, c'est uniquement parce que nous y sommes

poussé par la nécessité de rendre plus tangible le besoin complet de réformes en cette matière.

L'étude détaillée des différentes modifications intervenues depuis le Code Civil dans le domaine de la propriété mobilière; quelques aperçus sur les lacunes existantes et la recherche des correctifs possibles, telle sera la matière de la partie qui va suivre.

DEUXIÈME PARTIE

Examen des lacunes que présente le code civil
dans les dispositions relatives aux biens mobiliers
et étude des correctifs apportés par la législation,
la doctrine et la jurisprudence postérieures.

CHAPITRE PREMIER

De la propriété mobilière des personnes incapables

Dans cette seconde partie, nous allons parcourir les différents titres du Code, en relevant dans chacun d'eux les divers articles relatifs à la propriété mobilière et en nous appesantissant particulièrement sur ceux qui nécessitent une réforme. Nous étudierons les modifications qu'ils ont successivement subies au cours du siècle dernier, ainsi que les correctifs que la Doctrine et la Jurisprudence essayent d'y introduire.

Ce premier chapitre comprendra l'étude des textes du droit civil relatifs à la propriété mobilière des personnes incapables. C'est principalement dans l'exposé de cette partie que nous pourrons nous rendre compte des lacunes que présentait le Code Civil par suite du défaut de protection qu'il accordait à la propriété des meubles de ces individus.

§ 1^{er} — *De la propriété mobilière des personnes placées
sous tutelle dative*

Le tuteur, en entrant en fonctions, doit requérir dans les dix jours la levée des scellés, et faire procéder, dans le mois qui suit la clotûre de l'inventaire, à la vente des meubles autres que ceux que le conseil de famille l'a autorisé à conserver en nature (art. 452). Cette vente doit avoir lieu dans la forme des ventes sur saisie exécution. (art 945 du Code de Procédure Civile). Il doit également faire procéder à la vente des meubles qui étoient au mineur par succession ou donation au cours de la tutelle.

Que cette règle s'applique aux meubles corporels, c'est ce qui est hors de doute, ceux-ci étant généralement improductifs et périssables.

Mais il y a difficulté, lorsqu'il s'agit d'appliquer la même règle aux meubles incorporels. Il est certain que les rentes et les créances étant des valeurs productives, le bon sens indique que ces valeurs doivent être conservées. D'ailleurs la vente de ces titres ne saurait s'accommoder des formes de la vente aux enchères publiques telle que la loi l'ordonne pour les meubles corporels.

La tradition est en ce sens. L'article 452 a son origine dans l'art 102 de l'ordonnance d'Orléans de 1560 (en note sous l'art. 452, Codes TRIPIER) que l'usage n'a jamais appliqué qu'aux meubles corporels.

Mais alors devra-t-on laisser toute cette catégorie très importante de biens meubles à la merci du tuteur ?

La question s'agita pour la première fois au sujet des rentes sur l'État. Une loi du 24 mars 1806 défendit au tuteur de vendre sans autorisation du Conseil de Famille (1), les inscriptions de rente sur l'État au-dessus de 50 francs de revenu, et un décret du 25 septembre 1813 rendit cette loi applicable aux actions de la Banque de France, toutes les fois que le mineur possédait plusieurs actions, ou des coupons représentant plus d'une

(1) Cette autorisation n'était pas soumise à l'homologation du Tribunal (Décision ministérielle du 26 Juin 1806. Instruction Ministérielle du 1^{er} Mai 1819, art. 11).

Paris, 24 Décembre 1860, — S. 61. 2. 348.

action entière. La règle une fois posée pour les rentes sur l'Etat et les actions de la Banque de France, que faut-il décider pour les autres valeurs industrielles et pour les créances ?

La jurisprudence est divisée sur la question et les auteurs ont émis tour à tour des avis différents.

Certains juristes, s'en tenant au texte de la loi, posaient le dilemme suivant : Tout ce que la loi ne défend pas est permis. Or la loi ne prohibe pas l'aliénation des meubles incorporels, donc le tuteur peut les aliéner.

En ce sens DEMOLOMBE, *T. VII* p. 362.

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE *Edit.* 1881
sur art. 452.

Cependant, si l'on se reporte à LOCRÉ, (*Esprit du Code Napoléon* *T. VI* p. 272) la solution préconisée par Demolombe peut paraître douteuse. Locré dit : « La vente des meubles du mineur n'est ordonnée qu'afin d'arriver ensuite à des placements qui convertissent en biens utiles et frugifères des capitaux jusque là stériles. Or, les rentes ayant déjà ce dernier caractère, l'obligation de vendre les meubles ne devait pas être étendue jusqu'à elles. Cependant comme il y a quelquefois nécessité ou utilité d'aliéner même les biens du mineur qui, de droit commun, sont inaliénables, la loi a dû prévoir qu'il en pourrait être ainsi des rentes. Dans ce cas, elle fait une distinction que l'intérêt du mineur commandait. Une rente de 50 francs n'est pas un bien d'assez haut prix pour en réduire le capital par les frais qu'entraînerait la tenue d'un Conseil de Famille et l'homologation de la délibération qui y serait prise. On a donc permis au tuteur de l'aliéner de sa seule autorité comme tout autre meuble. Les rentes au-dessus de cinquante francs, au contraire, forment une partie assez considérable du patrimoine du mineur pour qu'on ne les laisse pas à la libre disposition du tuteur ».

Proudhon (*Traité du Domaine de Propriété* *T. I* p. 275 N. 235) dit dans le même sens « En nous plaçant dans le cours ordinaire des choses, quoique les rentes soient de nature mobilière, elles ne doivent point être considérées, dans le droit, comme toutes les autres sortes de choses du genre mobilier ; elles doivent au contraire être traitées comme des meubles précieux, parce qu'elles produisent un revenu annuel qui ne dérive point

des autres espèces de meubles.....Donc le tuteur peut de sa propre autorité aliéner les meubles ordinaires dans la forme de l'art. 452 ; mais, pour les rentes, qu'elles soient plus ou moins importantes, le tuteur ne peut les vendre de sa propre autorité, attendu qu'une rente n'est pas un objet ordinaire de commerce comme les autres meubles ; qu'on doit naturellement la comprendre dans la classe des meubles précieux dont le Conseil de famille doit plutôt ordonner (ART. 452) la conservation en nature ; que la vente des meubles des mineurs n'ayant le plus souvent lieu que pour en placer le prix à leur profit, il serait inconséquent de détruire un premier placement pour aviser ensuite à en retrouver un autre ; que les rentes constituées sur des particuliers ne sont point des choses qu'on puisse afficher en vente sans s'exposer à des pertes plus ou moins considérables ; qu'enfin, si, comme on va le dire, il en est autrement du transfert des rentes de 50 francs et au-dessous, constituées sur l'État, c'est que le taux de la Bourse est là pour en indiquer la véritable valeur, ce qui n'existe pas à l'égard des rentes sur particuliers » .

Nous retrouvons les mêmes incertitudes dans la jurisprudence antérieure à 1871.

Certains arrêts laissèrent toute latitude au tuteur pour aliéner les valeurs mobilières des mineurs.

Il a été jugé notamment que la vente d'un établissement industriel appartenant au mineur peut être faite par le tuteur sans autorisation, (Cass. 7 Décembre 1825-D. Rep. Vo Minorité N° 454.) que celui-ci peut vendre seul un office ministériel (Bordeaux 30 Mai 1840-D. Rep. Vo Minorité N° 454.) Cependant la Chancellerie n'a pas tardé à exiger pour les ventes d'offices une autorisation du conseil de famille homologuée par le Tribunal. Un arrêt de Nîmes du 3 Juillet 1850-D. 51.2. 210. a été rendu dans le même sens.

Enfin un jugement du tribunal de la Seine a décidé sur cette base que le tuteur peut échanger ou aliéner, sous sa seule responsabilité, les actions au porteur qui appartiennent au mineur et que c'est à tort que l'on exigerait une autorisation du conseil de famille.

Trib. Seine 14 Janvier 1859-D.59.3. 47.

Plusieurs arrêts cependant posèrent le principe de la nécessité de l'autorisation du conseil de famille.

Douai 28 Juin 1843-D. Rep.Vo. Minorité N° 454.

Cass. 12 Décembre 1855-D.56.1.18. cassant un arrêt de Nîmes du 15 Décembre 1853.

A partir de 1871, le tribunal de la Seine, la cour de Paris et ensuite la cour de cassation décidèrent que le tuteur pouvait aliéner toutes valeurs autres que les rentes sur l'État et les actions de la Banque de France.

Trib. Seine 10 Mai 1870-D.70.3.103.

sur appel Paris 11 Décembre 1871-D.72.2.75.

sur pourvoi Cass. 4 Août 1873-D.75.5.468.

Un arrêt de cassation du 21 Juillet 1873-D. 74. 1. 264. a donné la même solution pour la vente d'un fonds de commerce.

Bien que conforme à la lettre du texte, cette jurisprudence avait pour principal inconvénient de mettre une partie très importante de la fortune du mineur à la libre disposition du tuteur. De toutes parts s'élevèrent des protestations. On demanda instamment de restreindre les pouvoirs des tuteurs dans de plus justes limites. C'est de ce mouvement qu'est issue la loi du 27 Février 1880.

Cette loi, ainsi que l'a fait remarquer son rapporteur, M. Denormandie, a un triple objet :

1^o— Elle défend au tuteur d'aliéner les meubles incorporels des incapables sans l'autorisation du conseil de famille, et, si la valeur des biens à aliéner dépasse 1500 francs, sans l'autorisation complémentaire du tribunal. (*Art. 1 à 4 et 12.*)

2^o — Elle prescrit la conversion par le tuteur des titres au porteur appartenant aux mineurs en titres nominatifs (*Art. 5 et 10.*)

3^o — Elle règle l'emploi des capitaux, et les délais à observer pour cette opération (*Art. 6.*)

Nous traiterons plus loin de ces deux dernières dispositions. Pour nous en tenir à la première, nous devons constater les avantages appréciables qui en résultent et les progrès sérieux qu'elle réalise. On peut cependant reprocher au législateur d'avoir trop multiplié les formalités et les frais, même lorsque l'intérêt pécuniaire est faible, et d'avoir par suite établi un système de protection qui se retourne quelquefois contre l'intérêt même du mineur.

De plus, la lenteur des formalités exigées par la loi (*réunion*

du conseil de famille-homologation du tribunal) empêchent souvent de vendre dans un moment favorable les mauvaises valeurs. Il serait à souhaiter qu'en cas d'urgence, il soit permis, dans tous les cas, de s'adresser directement au Président du Tribunal par la voie du référé.

Cette loi de 1880 a définitivement tranché la question de l'aliénation des meubles incorporels, quels qu'ils soient, appartenant aux mineurs en tutelle. Une circulaire du Directeur de la dette inscrite du 10 Mars 1880 et une autre du Ministre de la Justice du 20 Mai de la même année ont précisé le sens et la portée de cette loi. Il résulte de ces deux circulaires qu'elle s'applique à tout ce que contient l'article 529 ; aux droits réels de propriété et d'usufruit portant sur des choses mobilières ; aux rentes sur l'État et sur particuliers ; aux actions, obligations et parts d'intérêts dans les sociétés ; aux offices ministériels ; aux établissements commerciaux et industriels ; aux créances, sur particuliers ; aux droits de propriété littéraire et artistique et aux brevets d'invention.

Il convient cependant de signaler un arrêt de Bordeaux du 29 Décembre 1890-D. 92. 2. 368. qui décide que le tuteur peut vendre à l'amiable un fonds de commerce appartenant au mineur, alors même que le conseil de famille a exprimé d'une manière générale que les biens du mineur devraient être vendus par voie d'adjudication publique. Il est vrai que, dans l'espèce, la Cour s'est basée sur cette circonstance de fait que la valeur du fonds aliéné était sujette à détérioration.

Pour ce qui est des *actions en justice mobilières*, on peut conclure, en argumentant de l'art. 464, que le tuteur peut les exercer sans aucun contrôle et même malgré l'opposition du Conseil de Famille. La jurisprudence est en ce sens, mais par une sorte d'anomalie, elle autorise le tuteur à acquiescer aux jugements rendus en cette matière sans le secours d'aucune autorisation (Pau 26 Mai 1879-D. 80. 2. 131 — Riom 15 avril 1809. D. Rep. Vo Minorité N° 402), alors que pour transiger sur ces mêmes droits, ce qui est en somme un acte beaucoup moins radical, elle exige sur le fondement de l'art. 467 tout un luxe de formalités (Paris 14 Août 1871-D. 72. 5. 455).

Une lacune plus importante encore se trouve dans ce fait que le tuteur a qualité pour recevoir l'argent et donner quit-

tance de toutes sommes dues aux mineurs par des tiers, qu'il s'agisse de capitaux ou de revenus, et sans qu'en aucun cas les tiers puissent être obligés de garantir le mineur du défaut d'emploi. C'est là un point que l'on doit s'étonner de voir maintenu et affirmé dans la loi de 1880 (*Art.* 6 *in fine*). Ne pourrait-on pas suppléer à cette lacune en exigeant la consignation des capitaux par le débiteur et en ne laissant plus au tuteur que la manutention des revenus. C'est la solution qu'avait préconisée la loi des 18-29 décembre 1790 dont l'art. 4 du titre II décide que : « Les tuteurs.....ne pourront liquider les rachats des rentes ou redevances foncières appartenant aux mineurs que suivant certaines formes et à charge de remploi. Le redevable qui ne voudra point demeurer garant du remploi, pourra consigner le prix du rachat, lequel ne sera délivré aux personnes qui sont assujetties au remploi, qu'en vertu d'une ordonnance du juge, rendue sur les conclusions du Commissaire du Roi (*Procureur de la République*), auquel il sera justifié du remploi. »

Avant d'étudier l'étendue de la responsabilité du tuteur, et les différentes garanties accordées par la loi au mineur, il convient de s'arrêter sur la question de l'emploi des capitaux et de l'excédent des revenus par le tuteur.

L'article 455 ne parlait formellement que de l'emploi de l'excédent des revenus, et l'interprétation de cet article avait donné lieu à quelques hésitations, relativement au point de savoir si la règle posée par ce texte s'étendait également aux placements de capitaux. La loi de 1880 a mis fin à ces incertitudes. L'article 6 décide que le tuteur doit faire emploi des capitaux appartenant aux mineurs dans le délai de trois mois, et cet emploi est soumis à l'autorisation du conseil de famille (Rennes 9 février 1904-D. 04. 2. 263.). De plus, si la somme à employer dépasse 1500 francs, l'homologation du tribunal est nécessaire.

Paris 21 Mai 1884-D. 85. 2. 177.

Paris 13 Janvier 1885-D. 85. 2. 177.

Pour plus de sûreté encore, l'article 7 de la loi de 1880 rend le subrogé tuteur responsable du défaut de remploi.

En ce qui concerne l'excédent des revenus atteignant la somme fixée par le conseil de famille pour l'obligation de faire

emploi, le tuteur a, conformément à l'article 455, un délai de six mois pour en faire emploi, et cet emploi n'est soumis à aucune autorisation. Ce délai court du jour de l'encaissement des revenus par le tuteur.

Orléans 13 Novembre 1890-D. gr. 2. 357.

Ces deux textes réservent au conseil de famille la faculté d'accorder au tuteur un délai plus long pour faire emploi. En tous cas, si, à l'expiration du délai fixé, l'emploi n'est pas effectué, le tuteur est tenu des intérêts composés des sommes non employées.

On peut éprouver quelque étonnement, après avoir étudié les lacunes que nous venons de signaler en voyant le législateur de 1804 décider dans l'article 465, qu'aucune action en partage ne peut être intentée sans l'autorisation du Conseil de Famille, alors que l'ancienne jurisprudence donnait ce droit au tuteur lorsque le partage portait sur une succession purement mobilière ! Beaucoup plus surprenante encore est l'explication qu'en donne Locré. « On demandera dit-il, pourquoi la Loi (art. 465) ne distingue pas entre le cas où la propriété indivise ne porte que sur les biens meubles et celui où elle porte sur des immeubles. Les biens de cette dernière nature sont les seuls qu'il ne soit pas permis au tuteur d'aliéner ; il peut aliéner les meubles, souvent même il le doit. Dans l'ancienne jurisprudence, le tuteur avait le droit de provoquer le partage d'une succession purement mobilière.

Voici la réponse. Les principes de l'ancienne jurisprudence, s'étaient introduits dans des temps où, à raison de la simplicité des mœurs, les meubles ne comptaient presque pour rien dans le patrimoine. On disait alors « Mobile vilis possessio ». Mais depuis que les arts et le commerce ont créé les richesses mobilières, une universalité de meubles a acquis aux yeux de la loi autant d'importance qu'un immeuble. Les auteurs du Code ont dû se régler sur ces dernières idées qui, dans la situation actuelle des choses, sont les seules vraies. Par exemple la fortune d'un négociant, d'un capitaliste, peut, quoique considérable, ne se composer que de biens meubles ; le législateur eût été à juste titre *taxé d'imprévoyance*, s'il n'eût pas pourvu à la sûreté du mineur qui recueille cette fortune aussi pleinement qu'à celle du mineur à qui échoit une

succession immobilière ». Locré, *Esprit du C. Nap.* T. VI. p. 312.

Voilà, certes, une explication qui a le don d'étonner de la part d'un contemporain du Code Civil, car, à défaut par Locré d'avoir fourni ce commentaire, on eût pu croire plutôt que l'article 465 était dû à un oubli du législateur de la maxime qu'il semble avoir pris pour base de son régime de la propriété, vilité des meubles opposée à la préciosité des immeubles.

L'article 450 fixe l'étendue de la responsabilité du tuteur « Il administrera, dit cet article, *en bon père de famille* ». Le tuteur est donc tenu de sa faute (PLANIOL, T. I. P. 589). C'est là une question de fait appréciable par les tribunaux.

Cass. 10 Xbre 1851-D. 52. I. 152.

Cass. 19 Août 1879-D. 82. I. 470.

Caen 11 Février 1888-D. 88. 2. 315.

En cas de détournement, le tuteur peut être poursuivi pour abus de confiance en vertu de l'article 408 du Code pénal.

Cass. 10 Août 1850-D. 50. I. 250.

Cass. 28 Avril 1866-D. 66. I. 356 et sur renvoi Lyon 20 Juin 1866.-D 66. I. 356 note 4.

Cass. 3 Février 1870-D. 71. I. 269.

De plus, le mineur est fondé à agir en nullité en vertu de l'article 1304 contre les actes irréguliers en la forme passés par le tuteur.

Chambéry 31 Mai 1882-S. 82. 2. 211.

En dehors des garanties spéciales que le Code et la loi de 1880 accordent au mineur, nous trouvons, comme correctifs aux pouvoirs relativement étendus du tuteur, la surveillance obligatoire du subrogé tuteur et la nécessité de son assistance pour les actes graves. Enfin la loi donne au mineur une hypothèque légale sur les biens de son tuteur. En fait, ces deux garanties sont bien illusoires dans une législation qui laisse la manutention des deniers au tuteur. Souvent en effet le subrogé tuteur s'occupe peu ou même pas du tout des intérêts du mineur ; quant à l'hypothèque légale, elle n'a d'effet qu'à la condition que le tuteur possède des immeubles. Aussi souhaiterions-nous de voir ordonner, ainsi que nous l'avons déjà dit, la consignation obligatoire des capitaux dus au mineur, sinon d'astreindre le tuteur à fournir caution, au moins dans le cas où il ne possède pas d'immeubles.

A défaut de textes, la Jurisprudence a décidé, et avec raison, que le tuteur ne saurait être astreint à fournir caution,

Paris, 6 Juin 1812 sous Cass. 8 Mars 1814. D. Rep. V^o Min. Public n^o 144, 6^o.

et il a été jugé qu'une personne qui s'était portée caution de l'administration du tuteur, pouvait, depuis la promulgation du Code, se faire décharger de cette obligation.

Caen, 23 Nov. 1812—D. Rép. V^o Minorité n^o 727.

Turin, 5 Mai 1810—D. Rép. V^o Minorité n^o 198.

C'est là une lacune regrettable.

§ 2. — *Propriété mobilière des mineurs sous la tutelle légale des père et mère.*

Comme dans toute tutelle, à côté du tuteur, on trouve également dans la tutelle légale un subrogé tuteur et un Conseil de Famille (1). Le Code, la Jurisprudence et les lois postérieures ont assigné à cette tutelle des règles quelque peu différentes de celles concernant la tutelle dative. Tout d'abord, l'article 453 dispense le survivant des père et mère de faire vendre les meubles échus au mineur, sous l'obligation cependant d'en faire faire estimation à ses frais. D'ailleurs une personne quelconque agréée par le subrogé tuteur suffit pour faire cette estimation.

Nîmes, 22 Février 1837—D. 38. 2. III.

Grenoble, 5 Décembre 1839—D. 40. 2. 159.

Cette dispense cependant ne dure qu'autant que le droit de jouissance légale. Elle cesse donc quand l'enfant atteint sa dix-huitième année. A ce moment, le survivant des père et mère est obligé de vendre ou de faire un inventaire régulier, faute de quoi, le mineur pourrait prouver la consistance du mobilier à lui échu même par commune renommée. L'époux survivant ne saurait être tenu de fournir caution, l'article 601 l'en dispense formellement. La Jurisprudence est en ce sens.

Toulouse, 26 Août 1818—D. Rép. V^o Puissance Paternelle n^o 121.

(1) Il n'y a pas de subrogé tuteur dans la tutelle des enfants assistés et le Conseil de famille y est remplacé par la Commission administrative de l'hospice où ils sont placés (Loi du 15 Pluviôse an XIII art. 1^{er}).

Liège, 30 Avril 1834—D. Rép. V^o Puissance Paternelle n^o 121.

Relativement à la règle obligatoire pour le tuteur de faire emploi des capitaux du mineur dans les trois mois de leur perception sous peine d'être personnellement tenu des intérêts composés, la Jurisprudence déclare cet article de la loi de 1880 également applicable au survivant des père et mère, même ayant la jouissance légale.

Douai, 24 Juin 1880, sous Cass. 7 Mars 1881—D. 81. 1. 348.

Nîmes, 24 Avril 1900—D. 01. 2. 4.

V. dans le même sens PLANIOL, I, p. 602.

Avant cette loi, le père n'était pas tenu de faire emploi. Un arrêt de Toulouse du 2 Juillet 1821 (D. Rep. V^o Minorité n^o 402) décidait que le père tuteur n'est pas tenu de justifier d'un emploi sûr pour toucher le prix de vente d'effets mobiliers appartenant au mineur. Cependant un arrêt de Limoges du 28 Février 1846 (D. 46. 2. 153.) avait décidé dans un cas particulier, il est vrai, que le père notoirement insolvable ne pouvait poursuivre le recouvrement des capitaux dûs au mineur.

V. également un arrêt de Cass. 24 Décembre 1895—D. 96. 1. 321. qui décide que le père ou la mère ayant la tutelle légale ne sont pas tenus de faire emploi.

Quant à l'excédent des revenus, le survivant des père et mère, en ayant la jouissance légale, n'est pas tenu d'en faire emploi ni d'en rendre compte jusqu'à ce que le mineur ait atteint sa dix-huitième année. A partir de cette date, le survivant perd la jouissance légale, mais on admet généralement cependant que, même alors, il n'est pas tenu de faire emploi de cet excédent.

Aux termes de l'article 470, tout tuteur peut être tenu de rendre un compte annuel de sa gestion (Cass. 3 Février 1870—D. 71. 1. 269.); seul, le survivant des père et mère en est dispensé (même art. et encore Cass. 5 Mai 1856—D. 56. 1. 245.).

Au point de vue de la responsabilité, le père ou la mère tuteur sont soumis aux mêmes règles qu'un tuteur ordinaire. Le mineur possède contre le survivant les mêmes garanties qu'en cas de tutelle dative.

Signalons enfin pour terminer ce paragraphe, que les dispositions de la loi de 1880 que nous avons exposées en traitant de la tutelle déferée par le conseil de famille, sont également applicables à la tutelle légale des père et mère.

§ 3. — *Propriété mobilière des mineurs sous l'administration légale des parents.*

L'administration légale est un attribut de la puissance paternelle en vertu duquel, durant le mariage, le père, et, à son défaut, la mère, ont le pouvoir d'administrer les biens que peuvent posséder leurs enfants. Cette administration est légale en ce sens que ce pouvoir a été confié aux parents par la loi.

Un premier point hors de doute, c'est que l'administration légale n'est pas une tutelle.

Cass. 4 Juillet 1842—D. Rep. V^o Appel n^o 980.

Agen, 11 Mars 1854—D. 55. 2. 294.

Par conséquent, on peut déduire qu'elle ne comporte :

1^o ni subrogée tutelle,

Besançon, 29 Novembre 1864—D. 64. 2. 195.

Bordeaux, 2 Juin 1876, sous Cass. 14 Janvier 1878—D.

78. 1. 227.

2^o ni conseil de famille,

DEMOLOMBE, VI, n^o 423.

Bourges, 11 Janvier 1863—D. 64. 5. 305.

Cass. 3 Juin 1867—D. 67. 1. 27.

Dijon, 31 Décembre 1891—D. 92. 2. 233. et la note de M. de LOYNES.

V. cependant un arrêt de Cass., 16 Décembre 1829—D. 30. 1. 8. qui décide que la destitution du père administrateur doit être faite par le conseil de famille.

3^o ni hypothèque légale,

Cass., 3 Décembre 1821—D. Rep. V^o Privilèges et Hypothèques, n^o 1035.

Bruxelles, 22 Mai 1819—D. Rep. V^o Privilèges et Hypothèques, n^o 1035.

Liège, 8 Mars 1821—D. Rep. V^o Privilèges et Hypothèques, n^o 1035.

Lyon, 3 Juillet 1827—D. V^o Privilèges et Hypothèques, n^o 1035.

Poitiers, 21 Mars 1830—D. Rep. V^o Privilèges et Hypothèques, n^o 1036.

Toulouse, 25 Février 1845—D. 45. 4. 438.

Bordeaux, 10 Avril 1845—D. 45. 4. 16.

Nîmes, 5 Février 1849—D. 50. 1. 266.

Grenoble, 4 Février 1850—D. 52. 2. 47.

Riom, 30 Août 1852—D. 54. 2. 227.

Toulouse, 2 Janvier 1863—D. 63. 2. 215.

Bordeaux, 19 Mars 1875—D. 77. 2. 25.

En dehors de l'article 389, aucun texte du Code ne parle de l'administration légale. Sur quels principes dès lors doit-on se baser ?

Après avoir rejeté l'applicabilité des règles de la tutelle, c'est sur ces mêmes règles que, par une sorte d'aberration, la plupart des auteurs ont essayé de réglementer l'administration légale.

Après la promulgation du Code, on enseigna que l'administration légale devait être régie par les mêmes règles que la tutelle pour le motif que l'article 389 est placé au titre de la tutelle. Toulouse, 22 Décembre 1818—S. 19. 2. 201.

Cette décision n'a pas prévalu. L'historique de l'article 389 ne laisse d'ailleurs aucun doute à cet égard.

« Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. Jamais, jusqu'à ce jour, le père ne fut qualifié de tuteur de ses enfants avant la dissolution du mariage. » (LOCRÉ, *Lég. civ.*, t. VII, p. 215.

Berlier a dit dans le même sens : « Tout mineur n'est pas nécessairement en tutelle; celui dont les père et mère sont encore vivants trouve en eux des protecteurs naturels, et, s'il a quelques biens personnels, l'administration en appartient à son père. La tutelle commence au décès du père ou de la mère, car alors, en perdant un de ses protecteurs naturels, le mineur réclame déjà une protection plus spéciale de la loi. » (FENET, t. 10, p. 639.)

A défaut d'applicabilité des principes régissant la tutelle, les règles applicables à l'administration légale ont donné lieu à de longues controverses tant en doctrine qu'en jurisprudence.

D'après DEMOLOMBE (t. VI, n° 446) le contrôle du Conseil de Famille serait nécessaire pour les actes de disposition. LAURENT (t. 4, p. 415) exigerait l'autorisation de justice pour ces mêmes actes. ZACHARIE (t. 1^{er}, p. 406) n'exige aucun contrôle et nous verrons que c'est cette dernière solution qui a prévalu et qui est la seule véritable à notre avis.

Nous rencontrons la même incertitude dans la jurisprudence,

qui applique tantôt les règles de la tutelle (Trib. Vitré, 30 Juin 1841-S. 43. 2. 121), et tantôt exige l'autorisation du tribunal (Cass., 2 Mai 1865-D. 65. 1. 365.)

Cependant la Cour de Cassation dans un arrêt de principe du 3 Juin 1867 (D. 68. 1. 27) a déclaré implicitement que le père n'est soumis ni aux règles de la tutelle ni à la nécessité d'une autorisation quelconque pour quelque acte qu'il accomplisse comme administrateur légal de ses enfants, et, sauf quelques dissidences, la Jurisprudence a persévéré dans cette solution.

Il a été jugé en conséquence que le père administrateur légal peut sans aucune autorisation emprunter, aliéner les immeubles, les hypothéquer, intenter une action immobilière, provoquer un partage et à plus forte raison disposer des meubles, acquiescer à un jugement de débouté (Cass., 3 Juin 1867 précité), transiger sur les droits tant mobiliers qu'immobiliers (Amiens, 1^{er} Mars 1883-D. 84. 2. 150. Cass., 29 Juillet 1903-D. 04. 1. 196.), aliéner les valeurs mobilières.

Trib. Seine, 27 Avril 1882-D. 83. 3. 111.

Amiens, 11 Juin 1890-D. 91. 2. 235.

Besançon, 11 Novembre 1898-S. 02. 2. 41.

D'ailleurs la loi du 27 février 1880 est formelle sur ce dernier point. En effet, un amendement tendant à appliquer la nouvelle loi au père administrateur légal dans certains cas a été repoussé pour cette raison que, les règles de la tutelle ne s'appliquant pas à l'administration légale, l'admission de cette proposition aurait pu présenter des dangers. Cette solution est d'ailleurs corroborée par deux circulaires, l'une du Garde des Sceaux, l'autre du Directeur de la Dette inscrite.

Circulaire du ministre de la Justice aux Procureurs Généraux (20 Mai 1880) : « Les dispositions de la Loi ne s'appliquent pas à l'administration légale du père de famille. Cette distinction importante entre le père administrateur légal et le tuteur résulte nettement des déclarations consignées dans les rapports et reproduites au cours de la discussion. Il a été formellement reconnu que la Loi était faite pour limiter les pouvoirs des tuteurs, en sorte qu'elle n'est applicable en principe que là où il y a tutelle. Le père administrateur légal pourra donc à l'avenir, et contrairement à la pratique suivie jusqu'ici par le Trésor en matière de rentes, aliéner ces valeurs appartenant à des enfants mineurs.

La loi du 24 Mars 1806 et le décret du 25 Septembre 1813, dont les dispositions parfois contestées d'ailleurs, lui étaient appliquées sont formellement abrogées par l'article 12 de la loi du 27 février, etc... »

Circulaire du Directeur de la Dette inscrite (Ministère des Finances, 10 Mars 1880) aux Trésoriers Payeurs Généraux, sur l'exécution de la loi du 27 février 1880, relativement aux rentes sur l'Etat :

«Jusqu'à ce jour le Trésor avait fait une assimilation complète entre la situation du tuteur et celle du père administrateur légal des biens de ses enfants mineurs; il se fondait sur ce principe de droit qu'un administrateur ne pouvait puiser dans sa seule qualité le pouvoir de consentir une aliénation. Le transfert d'une rente au-dessus de 50 francs, possédée par un mineur placé sous l'administration légale de son père, n'était donc admis par le Trésor que s'il était justifié d'une autorisation du Conseil de Famille, ou, à défaut de cette autorisation, d'un jugement de la Chambre du Conseil.

« Cette manière de procéder contre laquelle s'étaient élevés plusieurs jurisconsultes et qu'avait combattue un jugement du Tribunal de la Seine en date du 17 Décembre 1876 (affaire des mineurs Faure), doit être aujourd'hui définitivement abandonnée. La question est tranchée dans le sens de la négative, sinon par le texte même de la nouvelle loi, du moins par la discussion dont elle a été l'objet tant au Sénat qu'à la Chambre des députés. Il résulte d'ailleurs du rapport présenté au Sénat par M. Denormandie qu'en réalité cette loi est faite *contre les tuteurs, en sorte qu'elle n'est applicable en principe que là où il y a tutelle*. Peu importe du reste que cette tutelle soit légale ou dative. (Séances du Sénat des 3 et 26 Mai 1878.)

« *Le père administrateur* pourra donc désormais transférer les rentes appartenant à son fils mineur, sans aucune autorisation, quelle qu'en soit la quotité.

« La qualité d'administrateur sera suffisamment constatée soit par l'énonciation faite dans une procuration ou un certificat de propriété, soit même par l'indication portée sur le titre de rente, en cas de transfert simple, sans que le Trésor ait à rechercher si un changement est survenu entre la date des procurations, certificats de propriété ou inscriptions, et la date du **transfert**. »

Il ne faudrait pas déduire cependant des considérations qui précèdent que les pouvoirs du père soient absolument illimités. Il est certain qu'il ne peut ni compromettre ni faire donation des biens dont il a l'administration légale. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point.

De plus la Jurisprudence déclare le père formellement responsable lorsqu'il agit en fraude des droits du mineur.

Bordeaux, 24 Janvier 1901—D. 02. 2. 377.

Cass. 13 Juillet 1903—S. 04. 1. 21.

Que faut-il penser de la solution donnée à la question par la Jurisprudence ? Pour ne pas être très favorable aux intérêts du mineur, nous estimons cependant que la Jurisprudence est dans le vrai en laissant à l'administrateur légal toute liberté, dès l'instant que la loi n'a mis aucune limite à ses pouvoirs comme gérant.

Nous pouvons d'ailleurs justifier cette opinion en droit par deux considérations. Tout d'abord, il est rare que le mineur possède une fortune personnelle du vivant de ses père et mère, c'est ce qui fait comprendre la place restreinte que le législateur a assigné dans notre code à l'administration légale. De plus, la présence de la mère, sa sollicitude pour ses enfants, sont un sûr garant de la bonne gestion de leurs biens par le père administrateur légal. C'est en somme un *régime de confiance* qui a été institué par l'art. 389.

Quant à dire en fait que cette solution ne donne lieu à aucuns desiderata, nous sommes loin de l'affirmer et nous nous associons pleinement aux tendances actuelles de modification de l'article 389 en ce qu'elles cherchent à consacrer une garantie plus efficace pour la fortune du mineur.

Dès le vote de la loi du 27 Février 1880, deux projets empruntant à la loi nouvelle la plupart de ses dispositions, furent élaborés et présentés à la Chambre en 1881 sur l'initiative de M. Cazot, alors Garde des Sceaux. Ces deux projets ne furent jamais discutés.

Plus récemment enfin, M. Adigard a déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 4 Juillet 1907 un projet que la Chambre a adopté le 21 Décembre 1907, en lui faisant subir quelques modifications. Ce projet modifié, renvoyé au Sénat et mis en première délibération à la séance du 5 Février 1909, a

été adopté en deuxième délibération le 11 Février suivant (*J. Off.* du 12 Février 1909).

La loi nouvelle, en un texte d'une longueur inusitée dans notre Code, régit l'administration légale dans un article unique modifiant et complétant l'article 389 dans les termes suivants :

« Les deux premiers paragraphes de l'article 389 du Code Civil sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

« Le père est du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs non émancipés, à l'exception de ce qui leur aurait été donné ou légué sous la condition expresse d'être administré par un tiers.

« Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en son lieu et place, avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale.

« En cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné.

« S'il y a opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il est nommé à ce dernier un administrateur *ad hoc* par le Tribunal statuant sur requête en Chambre du Conseil, le ministère public entendu. Il est procédé de même si le père et la mère, tous deux vivants, sont déchus de l'administration légale, sauf application des dispositions de la loi du 24 Juillet 1889 au cas où les deux époux seraient déchus de la puissance paternelle.

« L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit commun.

« Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le Conseil de Famille, et avec l'autorisation du Tribunal, statuant comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation.

« Il est tenu toutefois de faire en bon administrateur emploi des capitaux appartenant à l'enfant lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1500 francs et de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières lui appartenant, à moins que par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient

pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion.

« Sont applicables à l'administration légale, avec les modalités résultant de ce qu'elle ne comporte ni Conseil de Famille, ni tutelle, ni subrogée tutelle, les articles 457, 458, 460, 461 *in fine*, 462, 466, 467, dernier alinéa, du Code Civil, 953 et suivants, livre II, titre VI du Code de Procédure Civile, 2, 3, 10 et 11 de la loi du 27 février 1880.

« L'administration légale cesse de droit d'appartenir au mari séparé de biens en vertu de l'article 1443 du Code Civil, ou à toute personne interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, en état d'absence ou déchu de la puissance paternelle; elle peut être retirée, pour cause grave, par le Tribunal statuant comme il est dit au paragraphe 1^{er}, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant ou du ministère public.

« L'administrateur est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

« Les articles 469, 471, 472, 473, 474, et 475 du Code Civil sont applicables au compte qu'il a à rendre. »

Tout en différenciant l'administration légale de la tutelle, cette loi aboutit cependant à une assimilation complète entre ces deux institutions au point de vue de la gestion des biens du mineur. Sur ce point, elle réalise de sérieux progrès en mettant fin aux longues incertitudes de la jurisprudence, et en garantissant d'une manière plus efficace les intérêts du mineur que plusieurs arrêts récents avaient gravement compromis.

§ 4. — *Propriété mobilière des mineurs émancipés.*

Les dispositions du Code Civil relatives à la propriété mobilière des mineurs émancipés sont encore plus laconiques que celles concernant les mineurs en tutelle. L'article 481, corroboré par l'article 484, dit bien que le mineur émancipé ne peut faire seul que les actes de « pure » administration, mais nulle part il n'est question de ses pouvoirs relativement aux meubles autres cependant que les capitaux, pour la réception desquels l'article

482 exige l'assistance du curateur qui doit en surveiller l'emploi.

A défaut de textes, la Jurisprudence appuyée par la majorité de la Doctrine, s'est arrêtée à une solution intermédiaire en ce qui concerne l'aliénation par le mineur émancipé de ses meubles corporels. Il a été décidé que, lorsque la vente de meubles corporels porte sur des valeurs peu importantes, cette vente peut être effectuée par le mineur émancipé sans aucun contrôle. Mais, s'il s'agit d'une universalité de meubles ou d'une quantité importante de mobilier, la Jurisprudence exige l'assistance du curateur.

Paris, 18 Décembre 1878—D. 80. 1. 61. (Il s'agissait de la vente d'un mobilier d'une valeur de 16.000 francs.)

Cette jurisprudence se justifie d'ailleurs par un argument d'analogie. Comment comprendre en effet que la Loi ait exigé dans l'art. 482 la présence du curateur pour toucher un capital même insignifiant, et ait entendu laisser au mineur émancipé la libre manutention de sommes peut-être très importantes à provenir de l'aliénation de ses meubles corporels ?

Ceci dit pour les meubles corporels, que faut-il décider relativement à l'aliénation des meubles incorporels ? Avant la loi de 1880 nous trouvons sur ce point les mêmes incertitudes que celles que nous avons rencontrées au sujet de l'aliénation des meubles corporels.

La Loi du 24 Mars 1806 à laquelle se référait le décret du 25 septembre 1813 donnait au mineur émancipé la faculté d'aliéner les rentes sur l'Etat inférieures à 50 francs et les portions d'actions de la Banque de France n'excédant pas une action avec la seule assistance du curateur. Pour l'aliénation des rentes supérieures à 50 francs ou de plusieurs actions de la Banque de France, l'autorisation du Conseil de Famille était nécessaire, mais on n'exigeait pas l'homologation du Tribunal.

Rouen, 29 Février 1868—D. 69. 2. 212.

Relativement aux autres valeurs mobilières, la généralité de la jurisprudence décidait que leur aliénation était valable avec la seule assistance du curateur.

Cass. 13 Janvier 1840—D. Rep. V^o Minorité n^o 817.

La Loi de 1880 est venue mettre fin aux incertitudes. Ses dispositions relatives à l'aliénation des valeurs mobilières ont été déclarées applicables au mineur émancipé, mais seulement

lorsque l'émancipation a été opérée pendant le cours de la tutelle (art. 4 de la loi du 27 Février 1880). Elles ne sauraient donc être étendues, en l'absence de textes, aux cas où le mineur a été émancipé pendant le mariage de ses père et mère, ou lorsque l'émancipation résulte du mariage par lui contracté. Par suite, en se basant sur les décisions judiciaires antérieures, on est conduit à décider que l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à ces deux catégories de mineurs, peut être effectuée avec la seule assistance du curateur, et cela alors même que le mineur émancipé par mariage serait devenu veuf, ou que le mineur émancipé du vivant de ses père et mère serait devenu orphelin. (Circ. Minist. du 20 Mai 1880.)

Cependant ces deux dernières catégories de mineurs émancipés ne sont plus tout à fait dans une situation identique à celle qu'elles avaient avant la loi de 1880. En effet, l'article 12 de cette Loi a définitivement abrogé la Loi du 24 Mars 1806 et le décret du 25 Septembre 1813; d'où il s'ensuit que ces deux classes de mineurs émancipés peuvent actuellement disposer de leurs rentes sur l'Etat et actions de la Banque de France, quel qu'en soit le chiffre, avec la seule assistance de leur curateur.

En ce sens : Cass. 13 Août 1883—D. 84. 1. 103.

Signalons enfin qu'aux termes de la circulaire précitée, l'assistance du curateur n'est pas nécessaire au mineur autorisé à faire le commerce, pour l'aliénation de ses valeurs mobilières.

En ce sens : Trib. Seine., 15 Avril 1908—J., la Loi du 30 Juin 1908.

On ne peut que regretter la distinction établie par la loi de 1880 entre les mineurs émancipés d'après l'époque de leur émancipation, et souhaiter de voir étendre ses dispositions au moins aux mineurs émancipés pendant le mariage de leurs père et mère.

Nous venons de voir que le mineur émancipé ne peut recevoir aucun capital sans l'assistance de son curateur, et que celui-ci est tenu d'en surveiller l'emploi. Cette règle cependant n'est pas applicable aux capitaux qui adviennent au mineur par succession, mais seulement à ceux provenant de paiements effectués par des tiers. Là n'est pas la seule lacune. Après avoir astreint en effet le curateur à surveiller le remploi des capitaux, la loi a oublié d'apporter une sanction à cette obliga-

tion. Il est certain en tous cas, que le tiers qui a payé ne saurait être légalement rendu responsable du défaut d'emploi.

Il convient en outre de signaler une grave omission de la loi de 1880. Ses dispositions relatives à l'obligation pour le tuteur de convertir en titres nominatifs les valeurs au porteur appartenant au mineur n'ont pas été étendues au cas d'émancipation. Il résulte de là que le mineur qui recueille des titres au porteur en conserve la pleine disposition et peut les transmettre de la main à la main sans le secours d'aucune assistance. Sans doute on pourra appliquer l'article 482 dans certains cas, ceux notamment où l'assistance du curateur sera nécessaire pour la délivrance des titres. Celui-ci alors pourra imposer toutes les mesures qu'il jugera utiles pour l'emploi des valeurs touchées. Mais la ressource de l'article 482 fera complètement défaut dans certains cas, notamment lorsque le mineur se trouvera de plein droit nanti des titres soit en qualité de seul héritier, soit en qualité de légataire universel ayant la saisine légale.

C'est là encore un vice à corriger.

Relativement à l'exercice des actions mobilières, de ce que l'article 482 n'exige formellement l'assistance du curateur que pour intenter une action immobilière, on en a conclu, par *a contrario*, que cette assistance n'était pas nécessaire au mineur émancipé pour agir mobilièrement.

Paris, 23 Décembre 1891—D. 92. 2. 435.

En s'en tenant aux principes généraux, il est nécessaire, croyons-nous, de distinguer le cas où l'action est relative aux revenus ou intentée au sujet de difficultés sur les actes d'administration, de celui où elle a pour objet un capital ou une quantité importante de meubles, et d'exiger l'assistance du curateur dans ces deux dernières hypothèses.

En ce sens : Poitiers, 27 Mai 1880—D. 81. 2. 18.

Disons enfin pour finir que la responsabilité du curateur doit être limitée aux cas où la loi lui impose l'obligation d'intervenir (art. 482). Dans les autres cas, le mineur ne pourrait agir, il nous semble, qu'en se basant sur l'article 1382.

En ce sens : AUBRY et RAU, I, § 131.

En tous cas, l'émancipé ne possède aucune garantie sur les biens de son curateur pour le recouvrement du montant des condamnations qui pourraient être prononcées contre ce dernier.

Il serait à désirer de voir remanier complètement toutes les règles du Code Civil relatives à la propriété mobilière des mineurs émancipés.

§ 5. — *Propriété mobilière des interdits.*

Les règles du Code relatives à la propriété mobilière des mineurs sont également applicables à la tutelle des interdits (art. 509), et les dispositions de la loi de 1880 sont communes à ces deux sortes de tutelle.

Il n'y a pas lieu de faire de distinction entre le cas d'interdiction légale et celui d'interdiction judiciaire. L'un et l'autre sont assujettis aux mêmes règles. Il a été jugé notamment qu'au cas d'interdiction légale, l'incapable possède sur les biens de son tuteur une hypothèque légale identique à celle de l'interdit judiciaire.

Pau, 19 Août 1850-D. 51. 2. 5.

Il faut cependant signaler dans le code lui-même une différence relativement à l'emploi des revenus. Alors que la loi exige que le tuteur réalise le plus d'économies possible pour augmenter le capital du mineur, l'article 510 impose au contraire au tuteur de l'interdit l'obligation d'employer les revenus des biens de ce dernier à adoucir son sort afin d'accélérer sa guérison. Certains auteurs décident même que le tuteur de l'interdit pourrait employer les capitaux dans ce but en cas d'insuffisance des revenus.

DEMOLOMBE, VIII, n° 581.

BAUDRY LACANTINERIE et BONNECARRIÈRE, V, n° 884.

§ 6. — *Propriété mobilière des aliénés internés non interdits*

L'examen des limites dans lesquelles on doit restreindre l'étendue de la capacité de cette classe d'aliénés n'avait fait l'objet d'aucune disposition de notre Code Civil. On s'aperçut bientôt de cette lacune à laquelle la loi du 30 Juin 1838 est venue remédier en partie.

Aux termes de l'article 32 de cette loi, il peut être nommé un administrateur provisoire des biens de l'aliéné interné sur

la demande soit de ses parents, soit de son conjoint, soit de la commission administrative de l'hospice où il est interné, soit enfin du ministère public. Les pouvoirs de cet administrateur se bornent uniquement aux purs actes d'administration. L'article 31 leur accorde cependant la faculté de faire procéder à la vente du mobilier, mais seulement avec l'autorisation spéciale du Président du Tribunal du domicile de l'aliéné et en employant certaines formalités; et encore, la Jurisprudence lui retire-t-elle complètement ce droit, lorsqu'il s'agit d'un office ministériel pour cette raison qu'en ce cas, il ne peut y avoir lieu à vente aux enchères.

Metz, 8 Décembre 1868-D. 69. 2. 40.

En ce qui touche les meubles incorporels, l'article 8 de la loi de 1880 s'applique aux biens de cette nature appartenant à des aliénés internés. Cependant la situation n'est plus absolument la même qu'au cas de tutelle. Dans l'administration provisoire en effet, il n'y a pas de subrogé tuteur chargé de surveiller le remploi du prix des valeurs aliénées, et l'on n'a pas songé à créer une protection analogue en faveur des aliénés.

Relativement à l'exercice des actions en justice, soit en demandant, soit en défendant, il y aura lieu de faire nommer pour chaque affaire compétant à l'aliéné un mandataire *ad litem* spécial (art. 33.)

Notons enfin que l'aliéné interné n'a pas d'hypothèque légale sur les biens de l'administrateur de sa fortune. C'est ce qu'avait déjà décidé un arrêt de Cassation du 27 Avril 1824, arrêt rapporté dans D. Rep. V^o Priv. et Hyp., n^o 1037, qui refusait au dément une hypothèque légale sur les biens de son administrateur provisoire. Cependant l'article 34 du projet de loi de 1836 avait proposé d'étendre la règle de l'hypothèque légale des interdits au cas d'internement. Cet article était ainsi conçu :

« Seront également applicables aux administrateurs désignés par le Tribunal les dispositions du Code Civil relatives à l'hypothèque légale des mineurs et interdits sur les biens de leurs tuteurs. »

La Chambre des Députés a repoussé cet article pour deux raisons : d'abord, parce que c'eût été apporter un obstacle aux transmissions de propriété immobilière par la création d'une nouvelle hypothèque légale, et en raison surtout de ce que la

création d'une hypothèque légale résultant d'une nomination réalisée sans publicité eût pu compromettre l'intérêt des tiers.

Cependant l'article 34 a réservé la possibilité de créer dans le jugement de nomination une hypothèque judiciaire sur les biens de l'administrateur jusqu'à concurrence d'une somme déterminée; mais cette hypothèque ne prend rang qu'à dater de l'inscription qui doit être requise dans la quinzaine par le Procureur de la République.

La loi de 1838 a fait l'objet de vives critiques. On a surtout reproché au législateur d'avoir organisé un système d'administration trop compliqué, et de n'avoir pas assez nettement défini les pouvoirs respectifs des différentes personnes chargées de gérer la fortune de l'interné. En 1882, le Gouvernement déposait au Sénat un projet de réforme qui est resté lettre morte.

Plus récemment, le 12 Juin 1902, M. Dubief a déposé un nouveau projet sur le bureau de la Chambre. Ce projet a été adopté par la Chambre le 22 Janvier 1907, et transmis au Sénat le 29 Janvier de la même année. La loi nouvelle donne à l'administrateur des biens de l'interné des pouvoirs identiques à ceux que possède le tuteur de l'interdit. La surveillance de la gestion de l'administrateur est exercée par le curateur à la personne qui joue à ce point de vue, un rôle à peu près semblable à celui du subrogé tuteur dans la tutelle.

Au cas où les différentes personnes chargées de faire nommer un administrateur à l'interné ne le feraient pas, cette loi, afin de remédier à la lacune de la loi de 1838 qui laissait dans l'abandon la fortune des aliénés internés dans les établissements privés auxquels on n'avait pas fait nommer d'administrateurs, propose de créer l'administrateur « légal », qui sera un membre de la commission départementale de surveillance des établissements d'aliénés, ou, à son défaut, une personne nommée par le Ministre de l'Intérieur sur une liste dressée par le Tribunal Civil du chef-lieu. Si l'interné est marié, son conjoint sera de plein droit administrateur provisoire légal.

Les pouvoirs de cet administrateur provisoire tels qu'ils sont réglementés par le projet de loi, sont intermédiaires entre ceux que possédait l'administrateur sous le régime de la loi de 1838, et ceux que la loi nouvelle propose d'accorder à l'administrateur judiciaire ou datif. Il pourra notamment aliéner les meubles

et en employer le prix en suivant certaines formalités que prévoit la loi nouvelle. De plus, il sera tenu de convertir en titres nominatifs les titres au porteur de l'aliéné.

Ce nouveau projet présente également d'autres avantages. L'article 49 décide que tout administrateur sera tenu de remettre au Procureur de la République, lors de son entrée en gestion et ensuite chaque année, un état de la situation financière de l'aliéné.

C'est là une heureuse innovation.

A l'exemple de la loi de 1838, le nouveau projet ne crée pas d'hypothèque légale sur les biens de l'administrateur, mais décide également qu'il peut être pris, lors de la nomination de l'administrateur judiciaire ou datif, une hypothèque sur ses biens.

On ne peut que louer le législateur de sa tentative de réforme. Le seul reproche qu'on serait fondé à lui adresser, c'est d'avoir négligé l'intérêt des tiers en omettant d'entourer l'internement d'une publicité suffisante.

§ 7. — *De la propriété mobilière des personnes pourvues d'un conseil judiciaire.*

Ici la lacune de la loi est encore plus accentuée que dans les divers cas que nous venons d'étudier. L'article 513 règle à lui seul le régime auquel est soumis l'individu pourvu d'un conseil judiciaire.

A défaut de textes, la jurisprudence, argumentant par analogie, a appliqué aux prodigues les règles auxquelles sont soumis les mineurs émancipés. Les deux situations ont en effet des points d'analogie. Au cas de prodigalité comme au cas d'émancipation, c'est l'incapable qui agit. Le rôle du conseil comme celui du curateur se borne à la simple assistance.

A cet effet, la jurisprudence fait une première distinction. Pour les procès, elle exige la mise en cause du conseil,

Cass. 1^{er} Février 1876-D. 76. 1. 80.

Cass. 8 Décembre 1841-S. 42. 1. 60.

Trib. Seine. 28 Octobre 1869-D. 69. 3. 90.

Nancy. 24 Février 1892-D. 92. 2. 293.

tandis que pour les actes extra-judiciaires, la simple autorisation, pourvu qu'elle soit spéciale, est jugée suffisante.

La nécessité de la spécialité de l'autorisation s'oppose à ce que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire puisse exercer une profession commerciale.

Angers, 10 Février 1865-D. 65. 2. 63.

Cass., 1^{er} Août 1860-D. 60. 1. 316.

Cass. Belgique, 17 Octobre 1889-D. 91. 2. 355.

Une des lacunes les plus regrettables du Code en cette matière consiste dans ce fait que le conseil n'a pas légalement pouvoir de s'opposer à la mainmise de l'incapable sur les valeurs qui lui adviennent par succession.

Rouen, 19 Avril 1847-D. 47. 2. 91.

Douai, 30 Juin 1855-D. 55. 2. 56.

Il a même été jugé qu'il ne saurait exiger que l'on procède à l'inventaire des biens du prodigue.

Arrêt de Douai précité.

Une réforme sur ce point s'impose impérieusement.

Aux termes de l'article 513, l'aliénation des meubles tant corporels qu'incorporels du prodigue est interdite sans l'assistance du conseil. Toutefois la Doctrine et la Jurisprudence admettent presque unanimement que le prodigue peut aliéner ses meubles lorsque cet acte ne dépasse pas les bornes d'une pure administration. C'est là une question de fait à apprécier par les tribunaux.

PLANIOL, I, n° 2127.

Trib. Seine, 15 Juillet 1882-Gaz. Pal. 82. 2. 305.

Signalons qu'à défaut de stipulations formelles, les dispositions de la loi du 27 Février 1880 ne sauraient être rendues applicables aux prodiges.

L'article 513 interdit en outre au prodigue de recevoir un capital sans l'assistance de son conseil, mais aucune règle légale n'oblige ce dernier à en surveiller l'emploi. Par analogie avec les règles de l'émancipation, la Doctrine et la Jurisprudence obligent cependant le conseil à surveiller l'emploi du capital reçu. On ne peut qu'approuver cette solution, qui, pour ne pas être absolument juridique, n'en est pas moins nécessaire.

DEMOLOMBE, VIII, n° 729.

PLANIOL, I, n° 2130.

Caen, 6 Mai 1850-D. 51. 2. 46.

Paris, 31 Janvier 1876-D. 77. 2. 48.

L'article 513 interdit en outre au prodigue de plaider sans l'assistance du conseil. On reconnaît unanimement que cette règle s'applique aussi bien aux actions mobilières qu'immobilières.

DEMOLOMBE, VIII, n° 723.

Cass., 6 Décembre 1867-D. 67. 1. 482.

Le conseil ne pouvant être assimilé au tuteur, ses biens sont exempts de toute hypothèque légale. Relativement à sa responsabilité, elle ne peut être mise en jeu, croyons-nous, qu'en cas de dol ou de faute lourde.

En ce sens : Paris, 31 Janvier 1876-D. 77. 2. 48.

Paris, 16 Janvier 1890-D. 92. 2. 209.

Nous venons de voir que l'article 513 impose aux prodigues certaines formalités pour toute une catégorie d'actes juridiques. La sanction des actes passés sans les formes voulues est la nullité de l'acte. C'est une nullité relative que seul l'incapable, d'après les principes généraux, serait en droit d'invoquer. Or, le prodigue qui a aliéné des biens pour se procurer des fonds ne songerait certainement pas à attaquer l'acquéreur. Pour remédier à cette lacune, la Jurisprudence a créé une heureuse innovation. Elle décide que le conseil judiciaire a qualité pour intenter lui-même l'action en nullité au nom du prodigue.

Cass., 29 Juin 1881-D. 82. 1. 33.

Paris, 5 Avril 1887-D. 88. 2. 220.

Cass., 24 Juin 1896-S. 97. 1. 113.

Nancy, 26 Juin 1897-D. 98. 2. 512.

Cette jurisprudence, pour être très hardie et quelque peu antijuridique, n'en pas est moins nécessaire, si l'on ne veut pas voir les rares dispositions du Code relatives au régime à appliquer aux prodigues rester lettre morte.

De même que nous l'avons dit en traitant de l'émancipation, un remaniement complet des dispositions du Code relatives aux conseils judiciaires nous paraît absolument nécessaire.

APPENDICE 1^{er}

Dans ce premier appendice, nous allons examiner le régime à appliquer aux biens mobiliers des absents, à ceux dépendant d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, à ceux

faisant partie d'une succession vacante et enfin à ceux qui sont grevés de substitution. Nous laisserons provisoirement de côté l'étude des règles applicables à la propriété mobilière des femmes mariées que nous envisagerons en détail lorsque nous parlerons du contrat de mariage.

§ 1. — *Propriété mobilière des absents.*

Il y a lieu de distinguer trois périodes dans l'étude de ce paragraphe,

A. *Période de présomption d'absence.*

Aux termes de l'article 112, le Tribunal n'aurait le droit, et seulement « en cas de nécessité », que de nommer un administrateur provisoire des biens du présumé absent, en ayant soin de déterminer ses pouvoirs qui ne sauraient dépasser les bornes de la pure administration.

La Doctrine, d'accord avec la Jurisprudence, estime cependant qu'il peut être nommé un curateur permanent aux biens du présumé absent dont les pouvoirs ne sauraient ici encore dépasser les bornes de la simple administration.

PLANIOL, t. 1^{er}, n^o 623.

DEMOLOMBE, II, n^o 36.

Cass., 27 Août 1828-S. 29. I. 26.

Cass., 18 Mars 1829-S. 29. I. 210.

Paris, 16 Décembre 1864-, sous Cass.-D. 66. I. 486.

Ce curateur aux biens est un mandataire judiciaire. Comme tel on reconnaît qu'il peut être salarié. En outre, un point certain, c'est que ses biens sont exempts de toute hypothèque légale.

Colmar, 24 Août 1841-S. 41. 2. 507.

Signalons enfin qu'aux termes de l'article 113, le Tribunal doit nommer un notaire comme administrateur pour représenter l'absent dans les inventaires, partages, comptes ou liquidations.

B. *Période d'envoi en possession provisoire des biens de l'absent.*

Une fois l'absence déclarée, ses successeurs peuvent se faire envoyer en possession provisoire de ses biens. Aux termes de l'article 125, cette possession provisoire ne sera qu'un dépôt qui rendra dès lors les envoyés comptables envers l'absent au cas

où il reviendrait. On doit donc décider par suite qu'ils seront responsables de leur faute même légère, dans l'administration des biens de l'absent.

Pour garantir l'absent des exactions que pourraient commettre les envoyés en possession, la loi les astreint à fournir caution (art. 120 et 123). La loi du 11 Brumaire an VII, (art. 21,) accordait aux absents sur les biens de leurs administrateurs une hypothèque, mais l'article 2121 n'a pas reproduit cette disposition.

Ils sont de plus tenus aux termes de l'article 126 § 1^{er} de faire inventaire. Au cas où ils ne se soumettraient pas à cette obligation, la majorité de la Doctrine décide que l'absent à son retour pourrait prouver la consistance de ses biens, même par commune renommée. Bien que la Jurisprudence n'ait jamais eu à se prononcer sur la question, on peut établir par induction que telle serait également la solution à laquelle elle donnerait la préférence.

V. Caen, 23 Juin 1841, sous Cass. 19 Décembre 1842—S. 43. 1. 165.

Cass., 24 Mars 1846—D. 46. 1. 331.

LAURENT, t. V, n° 11, n'admettrait cependant que la preuve par témoins ou par présomptions.

L'article 126 § 2 impose en outre aux envoyés en possession l'obligation de faire désigner par le Tribunal les meubles qu'il faut vendre. La doctrine complétant ce paragraphe décide par suite que c'est au Tribunal qu'il appartient de désigner les formes avec lesquelles la vente doit être opérée.

En prenant à la lettre les termes de cet article, certains auteurs ont déduit que les meubles non désignés ne sauraient être vendus librement par l'envoyé en possession.

MARCADÉ sur art. 126, n° 2.

La jurisprudence au contraire a décidé que l'envoyé en possession provisoire pouvait vendre au cours de son administration les meubles que le tribunal n'avait pas autorisé à vendre et a étendu cette solution même aux meubles incorporels

Paris, 27 Avril 1814—D. Rep. V° Absence n° 297.

Bordeaux, 20 Novembre 1845—D. 46. 4. 1.

Dans le même sens : DURANTON, T. I, n° 459.

On ne trouve qu'un arrêt en sens contraire.

Liège, 8 Janvier 1848—D. 48. 2. 99.

Aux termes de l'article 126 § 2 dernier alinéa, l'envoyé en possession doit faire emploi du prix de vente des meubles ainsi que du montant des fruits échus.

Faute par la loi d'avoir déterminé dans quel délai cet emploi devait être fait, la jurisprudence ne déclare l'envoyé en possession tenu des intérêts qu'au cas où il a fait emploi des fonds à son profit.

Nancy, 31 Janvier 1833—S. 34. 2. 603.

La Doctrine, argumentant par analogie, déclare au contraire applicables les règles posées par les articles 1065 et 1066 pour l'emploi des fonds par le grevé de substitution : soit six mois pour les sommes provenant du prix des meubles vendus lors de l'envoi en possession, et trois mois pour les sommes recouvrées durant l'administration.

Relativement à l'exercice des actions en justice, aux termes de l'article 817, les envoyés en possession peuvent intenter une action en partage. Que faut-il décider pour les autres ?

D'après LAURENT, II, n° 188, les envoyés en possession peuvent intenter les actions mobilières, mais l'autorisation de justice serait toujours nécessaire pour les actions immobilières.

La jurisprudence, appuyée par la majorité des auteurs, décide au contraire, qu'à défaut de textes, l'envoyé en possession peut intenter toutes les actions compétant à l'absent, même les actions immobilières.

Douai, 28 Novembre 1853—D. 56. 2. 192.

DEMOLOMBE, II, n° 114.

Quant à la transaction et au compromis sur les droits mobiliers, les auteurs qui laissent à l'envoyé la libre disposition des droits en justice de l'absent décident par voie de conséquence que ces deux actes peuvent être accomplis par lui sans autorisation.

AUBRY et RAU, I, § 153.

Certains auteurs cependant considèrent la transaction et le compromis comme deux actes particulièrement graves nécessitant dans tous les cas l'autorisation de justice.

Disons enfin qu'à dater des dernières nouvelles ou de la disparition de l'absent, l'envoyé en possession a la libre disposition des $\frac{4}{5}$ des revenus pendant 15 ans, des $\frac{9}{10}$ les quinze années suivantes, et de leur totalité au bout de 30 ans.

Il y aurait lieu de remédier aux vices du Code en ce qui concerne l'aliénation des meubles des absents, l'exercice des actions et surtout l'emploi des capitaux. Il est vrai qu'ici la lacune de la loi est moins importante que dans les cas précédemment étudiés par suite de la nécessité de la caution et de l'étendue assez grande de la responsabilité des envoyés. Cependant la prévoyance du législateur peut se trouver en défaut au cas d'insolvabilité à la fois de l'envoyé et de la caution.

C. Période de l'envoi en possession définitif.

Trente ans après l'envoi en possession provisoire, ou cent ans après la naissance de l'absent, ses ayants droit peuvent demander l'envoi en possession définitif. Les cautions sont alors déchargées (art. 130) et les envoyés en possession deviennent propriétaires des biens de l'absent qui ne peut les réclamer au cas où il reviendrait que dans l'état où ils se trouvent lors de sa réapparition (art. 132).

On ne peut qu'approuver cette dernière disposition basée sur la probabilité du décès de l'absent au bout de trente ans.

N. B. — Il se peut que l'absent soit marié. Dans ce cas, le Code offre à son conjoint l'option entre la dissolution de la communauté ou sa continuation provisoire, la dissolution devant en tous cas être reportée au jour de la disparition de l'absent ou de ses dernières nouvelles.

Si l'époux présent opte pour la dissolution immédiate, les règles que nous avons signalées pour l'envoi en possession provisoire lui seront applicables (art. 124 et 128 combinés).

S'il opte au contraire pour la continuation provisoire, on est d'accord d'après l'article 126 § 1^{er}, pour le déclarer tenu de faire inventaire, mais on ne l'oblige pas à fournir caution et c'est là une lacune. Il est vrai qu'il n'y a pas de jurisprudence sur la question, ce qui indique que les difficultés ne se présentent pas souvent pratiquement, parce que, sans doute, l'époux présent dans la majorité des cas, préfère opter pour la dissolution immédiate de la communauté.

§ 2. — Propriété mobilière dépendant d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire.

Aux termes de l'article 805, l'héritier bénéficiaire ne peut vendre les meubles corporels dépendant de la succession à lui

échue que par le ministère d'un officier public, et après les affiches et publications accoutumées. Au cas d'inobservation de ces formalités, l'héritier est déchu de son bénéfice (art. 989 du Code de Procédure Civile).

Cass., 19 Février 1821—D. Rep. V^o Successions n^o 832.

Cass., 15 Juin 1826—D. Rep. V^o Successions n^o 496.

Cass., 22 Juillet 1884—D. 85. I. 145.

L'article 989 du Code de Procédure Civile étend cette disposition de l'article 805 aux rentes, mais ce texte a toujours été interprété comme applicable uniquement aux rentes constituées sur particuliers.

Quant aux rentes sur l'Etat, l'héritier bénéficiaire peut les transférer sans autorisation au-dessous de 50 francs. Au-dessus de cette somme, l'autorisation est nécessaire.

Avis du Conseil d'Etat du 11 Juin 1808.

Cependant la jurisprudence n'a pas tardé à entrer dans une autre voie relativement à la liberté d'aliénation des meubles corporels par l'héritier bénéficiaire. Elle a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à déchéance du bénéfice au cas où la vente faite par l'héritier sans l'observation des formalités légales aurait été avantageuse pour la succession et rentrait dans les limites d'une bonne administration.

Cass., 1^{er} Avril 1809—D. Rep. V^o Successions n^o 450, 1^o.

Cass., 10 Mars 1813—D. Rep. V^o Successions n^o 835.

Cass., 27 Décembre 1820—D. Rep. V^o Successions n^o 835.

Rouen, 30 Août 1828—D. Rep. V^o Successions n^o 835.

Relativement aux meubles corporels autres que les rentes sur particuliers et les rentes sur l'Etat, on admet, faute de textes, que l'héritier bénéficiaire peut les aliéner librement.

Paris, 19 Mars 1852—D. 52. 2. 215.

La loi du 27 Février 1880 ayant abrogé celle du 24 Mars 1806 ainsi que le décret de 1813, l'aliénation des valeurs régies par ces deux lois eût dû retomber sous l'application du droit commun. On aurait dû par conséquent décider que ces valeurs pouvaient être vendues librement par l'héritier bénéficiaire.

En ce sens : BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, II, n^o 1375.

Tel n'a pas été cependant l'avis de la jurisprudence qui interprète cette disposition de la loi de 1880 comme n'ayant eu pour effet que d'abolir la distinction faite entre les rentes supérieures

ou inférieures à 50 francs, sans pour cela supprimer l'autorisation de justice, et il a été décidé que la seule conséquence de la loi de 1880 sur ce point, avait été de rendre cette autorisation nécessaire pour ces sortes de valeur quel qu'en soit le chiffre, fût-il même inférieur à 50 francs.

Cass., 4 Avril 1881-D. 81. 1. 241.

Cette solution, outre qu'elle ne nous paraît pas conforme à la lettre de la loi, est très regrettable en ce qu'elle nécessite des frais onéreux pour l'aliénation de valeurs dont l'importance peut être très minime.

Il y aurait certainement lieu de combler cette lacune du Code au sujet de l'aliénation des valeurs mobilières.

En sa qualité d'héritier et par suite de propriétaire de la succession, l'héritier bénéficiaire, en l'absence de textes, ne saurait être tenu de faire emploi des fonds de la succession non plus que de ceux provenant des diverses aliénations qu'il a pu faire, et le défaut d'emploi ne pourrait pas le rendre comptable des intérêts des sommes non employées.

Paris, 9 Novembre 1843-D. 45. 4. 489.

Pour garantir enfin les créanciers de la succession contre les malversations de l'héritier, l'article 807 les autorise à exiger de lui une caution bonne et solvable.

La caution ainsi fournie n'est responsable que de la valeur du mobilier compris dans l'inventaire et de la portion du prix des immeubles non déléguée (même article).

L'ancien droit protégeait mieux les intérêts des créanciers en leur accordant une hypothèque légale sur les biens de l'héritier, mais cette disposition n'a pas été reproduite dans nos codes.

A défaut par l'héritier de fournir la caution réclamée, le numéraire doit être versé à la Caisse des Dépôts et Consignations (même article). C'est là une mesure qu'on ne peut qu'approuver.

Dans son administration, l'héritier n'est tenu que de sa faute grave (art. 804); mais, en aucun cas, les condamnations prononcées contre lui ne pourraient être exécutées contre la caution dont la loi a limitativement déterminé la responsabilité.

Cass. 29 Novembre 1887-D. 88.1. 437.

Cass. 26 Novembre 1890 D. 91. 1. 345.

Cass. 27 Décembre 1820-D. Rep. Vo Successions N° 835.

Cass. 19 Mars 1867-S. 67. 1. 220.

Angers 16 Novembre 1892-sous Cass. 17 Décembre 1894-D. 94. 2. 374.

Il nous faut signaler enfin une nouvelle hardiesse de la jurisprudence qui, à défaut de textes forçant l'héritier à liquider la succession, lui substitue un administrateur au cas où il ne le fait pas.

Douai 13 Août 1855-D. 56. 2. 92.

Paris 9 Février 1892-D. 92. 2. 229.

En fait, on ne peut qu'approuver cette jurisprudence qui offre de grands avantages pratiques, mais en droit, il est complètement impossible de la justifier.

§ 3. — *Propriété mobilière dépendant d'une succession vacante.*

Lorsque les délais pour faire inventaire et délibérer sont expirés et qu'aucun héritier n'a réclamé une succession ouverte, celle-ci est déclarée vacante. Il est alors nommé un curateur pour la représenter et la liquider. L'article 814, corroboré par l'article 1002 du Code de Procédure Civile, applique ici les mêmes règles qu'au cas de bénéfice d'inventaire.

Il y a lieu cependant de signaler quelques différences :

1^o — Le curateur à succession vacante n'a pas le droit de conserver les fonds. Aux termes de l'article 813, il est tenu de les verser à la Caisse des Dépôts et Consignations. En fait, il les verse au Receveur de l'Enregistrement, qui les reverse à la Caisse des Dépôts et Consignations en prélevant les frais de régie.

V. cependant sur ce point Cass. 4 Mai 1892-D. 94. 1. 84.

2^o — Étant un mandataire salarié, le curateur est responsable de toute faute, même légère, (art. 1992) alors que l'héritier bénéficiaire n'est tenu que de sa faute lourde. (art. 804).

3^o — Le curateur est dispensé de fournir caution.

Nancy 29 Avril 1843-S. 43. 2. 492.

A part ces quelques différences, les règles que nous avons expliquées relativement aux biens mobiliers dépendant d'une succession bénéficiaire sont également applicables aux biens mobiliers dépendant d'une succession vacante.

§ 4. — *Propriété mobilière dépendant d'une succession grevée de substitution.*

Le grevé de substitution est tenu, aux termes de l'article 1074, de faire nommer dans le délai d'un mois un tuteur chargé de veiller sous sa propre responsabilité, à ce que les règles légales soient observées. Faute de ce faire, le grevé peut être déclaré déchu de son bénéfice. (art. 1057)

De plus, il est tenu de faire inventaire en présence du tuteur (art. 1058 et 1059) et de procéder à la vente des meubles. (art. 1062)

On est d'accord pour considérer ce dernier article comme applicable seulement aux meubles corporels qui seuls sont sujets à déperissement. Quant aux meubles incorporels, le grevé peut les conserver.

Le grevé est enfin tenu de faire emploi des capitaux dans les délais déterminés par les articles 1065 à 1067. Ce dernier article exige que le placement soit fait en immeubles ou en privilèges sur les immeubles. En pratique, on admet comme suffisant un placement sur première hypothèque (Dijon 16 Août 1861-D. 61. 2. 239.) ou un emploi en obligations du Crédit Foncier (même arrêt). On pourrait également faire emploi en actions immobilisées de la Banque de France (Rouen 21 Juin 1856-S. 57. 2. 171.) ou en rentes sur l'Etat (Loi du 16 Septembre 1871 art. 29).

A défaut de textes, le grevé de substitution ne saurait être tenu de fournir caution. On doit décider pour la même raison que ses biens ne sont grevés d'aucune hypothèque légale.

A part la lacune du code relative à la possibilité pour le grevé de conserver les meubles incorporels, les mesures ordonnées garantissent assez bien les droits des appelés.

Il y a lieu de s'étonner de toutes les précautions qu'a prises ici le législateur pour un cas qui se présente peu souvent en pratique, alors qu'il laisse sans garantie la propriété mobilière des incapables dont il est inutile de signaler l'importance.

APPENDICE 2°

De la conversion des titres nominatifs en titres au porteur par les différents administrateurs des biens d'autrui.

La conversion des titres nominatifs en titres au porteur a été autorisée pour les rentes sur l'État par l'article 1^{er} de l'ordonnance du 29 Avril 1831 et par l'article 180 de l'ordonnance du 31 Mai 1838, et pour les actions et obligations dans les sociétés par l'article 8 de la loi du 23 Juin 1857.

La question que nous avons à étudier se résume uniquement dans le point de savoir si la conversion constitue un acte de disposition ou un simple acte d'administration.

Suivant une première théorie, la conversion de titres nominatifs en titres au porteur modifiant dans son essence le droit du titulaire, et constituant une véritable transmission de propriété, équivaut à un acte d'aliénation, interdit par suite à tout administrateur.

JOZON Revue du Notariat et de l'Enregistrement-1872 XIII p. 321.

Lyon Caen, note sous Paris 12 Juillet 1869-S. 69. 2. 321.

PLANIOL I N° 1917.

La majorité de la jurisprudence a cependant adopté le plus souvent la solution contraire, en considérant la conversion comme un acte de pure administration. C'est également la solution adoptée par une partie de la doctrine.

BUCHÈRE N° 438.

DANIEL DE FOLLEVILLE N° 279.

Nous allons envisager les solutions données dans les différents cas.

Tuteur. Avant la loi de 1880, la jurisprudence accordant au tuteur la libre disposition des biens du mineur et de l'interdit, l'autorise *a fortiori* à convertir.

Cass., 4 Août 1873-D. 75. 5. 468

Paris, 11 Décembre 1871-D. 72. 2. 75.

DEMOLOMBE, VII, n° 587.

Nous ne trouvons qu'un arrêt en sens contraire,
Cass., 12 Décembre 1855-D. 56. 1. 18.

La loi de 1880(art. 10) a tranché définitivement la question, en assimilant la conversion à l'aliénation des valeurs, et en exigeant les mêmes formalités pour l'un et l'autre acte.

Il convient également de signaler, en ce qui concerne les rentes sur l'Etat, que l'article 9 de l'ordonnance du 29 Avril 1831 prohibait leur conversion en titres au porteur lorsque ces titres provenaient de ventes de biens à charge de emploi, de constitutions dotales, ou lorsqu'ils appartenaient à des mineurs ou absents. Le Code assimilant l'interdit au mineur, cette loi était également applicable à cette catégorie d'incapables. Ce texte subsiste encore, la loi de 1880 ne l'a pas abrogé; il n'a eu pour effet, à la suite de la loi de 1880, que de rendre cette loi inapplicable aux interdits et aux mineurs qu'elle régissait auparavant.

Administrateur légal des biens d'un mineur. La jurisprudence accordant au père administrateur légal des pouvoirs à peu près illimités, l'autorise implicitement à convertir.

Trib. Seine 27 Avril 1882-S. 82. 2. 207.

Amiens, 11 Juin 1890-S. 92. 2. 15.

Besançon, 11 Novembre 1898-S. 02. 2. 41.

Douai, 25 Février 1901-S. 03. 2. 1.

Cass., 29 Juillet 1903-S. 03. 1. 520.

Contra Trib. Seine 8 Novembre 1898-S. 99. 2. 316.

Mais ici il s'agit d'une décision d'espèce, le père ayant voulu convertir les valeurs du mineur avec l'intention de ne pas en faire emploi.

Il convient enfin de signaler un jugement du Tribunal de Château-Thierry du 31 Décembre 1890-P. 91. 2. 194 qui déclare la loi de 1880 applicable au père par *a fortiori*. Cette solution est certainement inexacte, car il ressort de la discussion de la loi de 1880 que ses auteurs ont entendu ne pas la rendre applicable au père administrateur.

Circ. Minist. du 20 Mai 1880.

Mineur émancipé. — La loi de 1880 (art. 4) l'assimilant au mineur en tutelle pour l'aliénation de ses valeurs mobilières, il y a lieu d'en déduire la nécessité de l'accomplissement des mêmes formalités que pour le mineur en tutelle. PLANIOL, t. 1^{er}, n° 2024.

Relativement aux deux catégories de mineurs émancipés non réglés par cette loi (mineurs émancipés par mariage ou durant le mariage de leur père et mère), la règle posée par l'article 9 de l'ordonnance de 1831 leur est applicable en ce qui concerne leurs rentes sur l'État. On doit admettre à défaut de textes pour les autres valeurs, que la simple assistance du curateur est suffisante pour convertir.

Administrateur des biens d'un aliéné non interdit.

L'administrateur des biens d'un aliéné non interdit étant simplement gérant de la fortune de l'incapable, la Doctrine déduit de cette situation qu'il ne peut convertir sans autorisation.

DEMOLOMBE, VIII, n° 828.

Individu pourvu d'un conseil judiciaire.

L'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne pouvant aliéner sans l'assistance de son conseil (art. 613), cette assistance lui est également nécessaire pour convertir.

DEMOLOMBE, VIII, n° 729.

Administrateur ou envoyé en possession des biens d'un absent.

L'administrateur qui peut être nommé pendant la période de présomption d'absence a ses pouvoirs limitativement fixés par le tribunal. Dans le doute, on doit décider qu'il ne peut convertir.

DEMOLOMBE, VIII, n° 828.

Diverses solutions ont été proposées relativement à l'envoyé en possession provisoire.

Les uns (DURANTON, VII, n° 485), en lui refusant la libre disposition des meubles incorporels, lui refusent également la faculté de convertir; d'autres au contraire (AUBRY et RAU, I, p. 606), lui accordent pleins pouvoirs; d'autres enfin exigent l'autorisation du tribunal (DEMOLOMBE, II, n° 113).

Bien qu'elle ne se fonde sur aucun texte de loi, cette dernière solution est celle qui paraît devoir le mieux sauvegarder les intérêts de l'absent. Il n'y a pas de jurisprudence sur la question.

Quant à l'envoyé en possession définitive, la loi lui accordant la faculté d'aliéner, lui octroie par là même le pouvoir de convertir.

Héritier bénéficiaire.

Si l'on admet avec MM. BAUDRY LACANTINERIE et WAHL (V. *supra* p. 45) que la loi de 1880 a eu pour effet de rendre à l'héritier la pleine capacité d'aliéner les meubles incorporels de la succession bénéficiaire, on doit, à plus forte raison, lui donner tous pouvoirs pour convertir. Telle ne paraît pas être cependant la tendance de la jurisprudence.

Curateur à succession vacante.

Le curateur à succession vacante est un simple administrateur, à qui l'autorisation de justice est nécessaire pour les actes dépassant la pure administration. On doit décider par suite qu'il ne pourra convertir qu'en se munissant de cette autorisation.

DEMOLOMBE, XV, n° 442.

Grevé de substitution et usufruitier.

Étant tenus de conserver la substance de la chose, la doctrine et la jurisprudence refusent au grevé de substitution et à l'usufruitier le droit de convertir.

DEMOLOMBE, XXII, nos 496 et 526.

AUBRY et RAU, VI, p. 51.

Trib. Seine 11 Janvier 1868.) rapportés par JOZON. Revue du
Paris 19 Août 1870.) Not. et del'Enreg. t. XIII. p. 321.

Bordeaux, 19 Avril 1847-S. 48. 2. 183.

Lyon, 20 Janvier 1882-S. 84. 2. 205.

Il a même été jugé que l'usufruitier ne saurait, lorsque les coupons d'un titre au porteur sont épuisés, se faire délivrer un nouveau titre portant un numéro différent, sans l'assentiment du nu-propriétaire.

Saint-Omer, 15 Avril 1892-D. 93. 2. 433.

Pour ne plus avoir à revenir sur cette question de la conversion des valeurs nominatives en titres au porteur, nous allons enfin examiner le cas où ces titres appartiennent à une femme mariée.

Femme mariée.

a. *Régime de communauté.* Le mari comme chef de la communauté ayant la libre disposition des biens qui la composent, peut certainement convertir.

b. *Communauté réduite aux acquêts.* Dans ce régime, certains auteurs refusent au mari le pouvoir de convertir.

PLANIOI, III, n° 1061 *bis*.

La doctrine et la jurisprudence paraissent être cependant fixées en sens contraire.

AUBRY et RAU, t. 4, p. 384.

Trib. Seine 17 Novembre 1893-J. La loi du 3 Janvier 1894.

Ce jugement déclare que peu importe que la mise au porteur prépare et facilite une aliénation que le mari n'a pas le droit de faire, du moment que la conversion ne consomme pas la dite aliénation et peut avoir, en dehors d'elle, son utilité et sa raison d'être *comme acte d'administration*.

c. *Régime dotal*.

Le mari ayant la libre disposition de la fortune mobilière de la femme dotale peut par conséquent convertir.

d. *Femme séparée de biens*. C'est principalement au sujet de la femme séparée de biens que la question de la conversion des titres nominatifs en titres au porteur a donné lieu aux plus graves difficultés. Monsieur Lyon-Caen (note sous Paris 12 Juillet 1869 précité) considérant les dangers de la conversion et la facilité qu'elle offre aux titulaires des titres de les aliéner au mépris de la loi qui leur interdit les actes d'aliénation, refuse à la femme séparée de biens la capacité de convertir. « La femme séparée de biens, dit-il, ne peut pas, sans l'autorisation de son mari ou de justice, opérer la conversion des titres, car, suivant la doctrine générale, la femme n'a la capacité d'aliéner seule ses meubles que pour les besoins de son administration. En faisant convertir ses titres, elle arriverait à dissiper son patrimoine mobilier et échapperait ainsi à l'obligation de subvenir sur ses revenus aux besoins du ménage. »

Cependant la jurisprudence et la majorité des auteurs tout en reconnaissant le péril évident de la conversion qui « ne sera le plus souvent que le prélude d'une aliénation défendue » ne l'ont pas interdite à la femme. La loi, disent-ils, n'interdit que l'aliénation et non la conversion qui la précède. Et d'ailleurs, à côté de ses dangers, la conversion présente de sérieux avantages « soit au point de vue de la facilité de transmission, soit au point de vue de la perception de l'impôt ».

Cass., 8 Février 1870-D. 70. 1. 336.

Cass., 13 Juin 1876-D. 78. 1. 181.

Paris, 12 Juillet 1869 précité.

Paris, 4 Mars 1875-D. 76. 2. 158.

Trib. Seine, 19 Janvier 1900-J. Le Droit 29 Mai 1900.

PLANIOL, t. 3, n° 1447.

BAUDRY LACANTINERIE et LECOURTOIS et SURVILLE, t. 3, n° 1504.

e. *Femme séparée de corps*. La loi du 6 Février 1893 lui ayant rendu sa pleine capacité civile, elle peut certainement convertir sans aucune autorisation.

Il serait à désirer de voir remanier à fond cette partie de notre droit. En fait, malgré les dangers qu'elle présente, c'est avec raison certainement que la jurisprudence décide qu'on ne peut assimiler la conversion à un acte de disposition. Seule une décision légale pourrait arriver à ce résultat. Aussi dans l'état actuel des textes, sommes-nous forcés de reconnaître que la jurisprudence est dans le vrai, malgré le peu de protection qu'elle accorde à la propriété mobilière des incapables.

CHAPITRE II

De l'usufruit sur les meubles.

Aux termes de l'article 581, l'usufruit peut être établi sur toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

Le codificateur a réglementé minutieusement l'usufruit portant sur des immeubles. Son œuvre est incomplète en ce qui concerne l'usufruit des meubles corporels. Nous ne trouvons enfin aucune disposition relative à l'usufruit des meubles incorporels.

En ce qui concerne tout d'abord l'usufruit portant sur des meubles corporels, il convient de signaler les lacunes du Code dans les règles relatives à la vente et à la cession d'un usufruit portant sur ces biens qui ne sauraient être soumises aux règles de l'article 589, cet article n'ayant certainement traité qu'aux usufruits immobiliers.

A défaut de textes réglant le mode de cession de ces sortes d'usufruit, la jurisprudence tend généralement à les considérer comme incessibles, notamment lorsque l'usufruit porte sur des meubles susceptibles de dé périr promptement par l'usage.

Rennes, 31 Mai 1835-S. 36. 2. 157.

Paris, 3 Août 1857-D. 57. 2. 171.

Les auteurs distinguent également et n'accordent en général le droit de céder les meubles compris dans un usufruit que lorsque telle est leur destination.

AUBRY et RAU, II, § 230.

LAURENT, VI, n° 470.

On admet cependant que si les meubles compris dans un usufruit ne peuvent pas faire généralement l'objet d'une cession volontaire, le droit sur lequel ils portent peut cependant faire l'objet d'une saisie de la part des créanciers de l'usufruitier.

LAURENT, VI, n° 475.

BAUDRY LACANTINERIE et CHAUVEAU, n° 544.

Contra Rennes, 21 Mai 1835-S. 36. 2. 157.

Cette diversité de solutions réclame impérieusement l'intervention du législateur pour mettre fin aux incertitudes.

Quant à l'usufruit portant sur des meubles incorporels, ainsi que nous l'avons dit, aucune disposition du Code ne leur est relative. Leur appliquera-t-on les articles 602 et 603 qui astreignent l'héritier qui ne peut fournir caution à vendre les meubles susceptibles de dépérir par l'usage ? Cela est peu probable, car les meubles incorporels ne sont pas soumis aux risques de dépérissement qui frappent les meubles corporels. Quelles règles appliquer alors ? Que décider lorsqu'une créance soumise à usufruit viendra à échéance ? L'usufruitier pourra-t-il la toucher seul ? Ou bien l'assistance du nu-propiétaire sera-t-elle-nécessaire ? L'usufruitier devra-t-il effectuer le remploi des capitaux touchés ? Quelles règles enfin devra-t-on appliquer à l'usufruit portant sur un fonds de commerce ou sur une propriété industrielle ou littéraire ?

Ce sont là autant de points que le législateur a complètement omis d'élucider.

A défaut de textes, la doctrine et la jurisprudence ont solutionné ces différentes questions en divers sens, et la prompte intervention du législateur en cette matière nous paraît absolument indispensable.

Usufruit portant sur des créances ou valeurs mobilières.

L'usufruitier a droit à la remise des titres constatant la créance grevée d'usufruit. Il peut toucher à leur échéance et sans aucune autorisation les capitaux dûs par les tiers.

Cependant la jurisprudence, d'accord avec la majorité des auteurs, argumentant des termes de l'article 601, autorise le nu-propiétaire à exiger une caution pour garantir le remboursement du capital à la fin de l'usufruit.

Cass., 17 Février 1844-S. 44. 2. 162.

Cass., 21 Juin 1845-D. 45. 1. 104.

Cass., 7 Novembre 1881-D. 83. 1. 174.

Besançon, 8 Février 1875-S. 77. 2. 36.

Aix, 12 Juin 1879-S. 80. 2. 77.

BAUDRY LACANTINERIE et CHAUVEAU, n° 585.

PLANIOL, 1, n° 1654.

Contra LABBÉ note sous Grenoble 17 Juillet 1868-S. 69. 2. 9.

Il convient également de signaler un arrêt de Turin du 16 Février 1811 qui décide que le débiteur d'une créance n'est valablement libéré vis-à-vis du nu-propiétaire que s'il a exigé l'emploi des fonds au profit de ce dernier.

Il faut cependant remarquer que si le titre constitutif de l'usufruit dispense l'usufruitier de caution et d'emploi, le nu-propiétaire ne saurait en exiger une pour garantir le remboursement des capitaux.

Cass., 11 Juillet 1888-D. 89. 1. 463.

Cass., 7 Décembre 1891-D. 92. 1. 68.

Grenoble, 26 Janvier 1900-S. 02. 2. 269.

Orléans, 3 Juillet 1901-S. 02. 2. 48.

Chalon-sur-Saône, 4 Mars 1908-J. La Loi du 13 Mai 1908.

L'usufruitier peut également poursuivre le remboursement des créances échues.

Grenoble, 17 Juillet 1868-D. 69. 2. 101.

Il ne peut cependant aliéner les créances sur lesquelles porte son usufruit, ni en faire remise. Il est enfin responsable de la perte des titres. (BAUDRY LACANTINERIE et CHAUVEAU, n° 587.)

Si l'usufruit comprend des titres au porteur, l'usufruitier en devient propriétaire, ces effets constituant une véritable monnaie fongible du moment qu'ils sont échus et le nu-propiétaire ne saurait l'obliger à convertir les titres au porteur en titres nominatifs.

Cependant l'usufruitier ne pourrait aliéner ces titres ni les engager sans le consentement du nu-propiétaire.

La somme à restituer à la fin de l'usufruit est celle touchée par l'usufruitier lors du remboursement du capital.

Si le titre est remboursable avec prime ou lot, l'usufruitier a droit à la jouissance de la somme remboursée, augmentée de la prime qui forme un surcroît de capital.

Cass., 14 Mars 1877-D. 77. 1. 153.

Paris, 13 Avril 1878-S. 78. 2. 134.

Certains arrêts cependant refusent à l'usufruitier tout droit sur la prime,

Lyon, 29 Mai 1884-S. 85. 2. 79.

Château-Thierry, 20 Décembre 1882-S. 84. 2. 103.

Villefranche-sur-Saône, 8 Décembre 1882-S. 83. 2. 163.

Une partie de la Doctrine enfin considérant la prime comme une retenue d'intérêts, en attribue la pleine propriété à l'usufruitier.

On admet généralement cependant que si le titre avait été acquis en remploi par l'usufruitier, le capital du lot lui appartiendrait.

Signalons enfin que la jurisprudence décide unanimement que les prélèvements opérés par les sociétés pour la constitution de fonds de réserves forment une partie du capital dont l'usufruitier n'a droit qu'aux intérêts à dater de la dissolution de la Société.

Cass., 5 Février 1890-D. 90. 1. 300.

Bordeaux, 5 Juillet 1870-D. 71. 2. 174.

Paris, 1^{er} Juillet 1887-D. 88. 2. 243.

Usufruit portant sur une rente viagère.

Les arrérages d'une rente viagère appartiennent en toute propriété à l'usufruitier (art. 588). C'est là une disposition exceptionnelle qui ne saurait être étendue.

BAUDRY LACANTINERIE et CHAUVEAU, n° 597.

Usufruit portant sur un bail à ferme.

L'usufruitier d'un bail a droit à tous les avantages du bail. Il ne restitue à la fin de l'usufruit que le bail lui-même, et non la valeur des fermages perçus.

Montpellier, 13 Mars 1856-D. 57. 2. 160.

Cass., 19 Janvier 1857-D. 59. 1. 279.

Cass., 15 Novembre 1898-D. 04. 1. 465.

Il a cependant été décidé que l'usufruitier d'un bail n'a droit qu'aux intérêts des sommes représentant les bénéfices nets de l'exploitation du bail pendant la durée de l'usufruit, et non à ces bénéfices eux-mêmes, « lesquels constituent la substance de la chose qui doit être restituée au nu-propriétaire ».

Caen, 23 Mai 1868-S. 69. 2. 18.

DEMOLOMBE, X, n° 330.

Usufruit d'un fonds de commerce.

Certains auteurs et quelques arrêts considérant les fonds de commerce comme un ensemble de marchandises destinées à être vendues et par suite fongibles, ont décidé qu'un fonds de commerce n'était pas susceptible d'usufruit véritable, mais seule-

ment d'un quasi-usufruit, et devait être régi par suite par l'article 587 avec, comme conséquence, la possibilité de la vente du fonds par l'usufruitier et la restitution à la fin de l'usufruit de la valeur estimative du fonds.

Cass. 9 Messidor an XI-Toulouse 18 Décembre 1832-D. Rep. Vo Usufruit N° 206.

Cass. 30 Novembre 1829-D. Rep. Vo Usufruit N° 734.

Rouen 5 Juillet 1824-D. Rep. Vo Usufruit N° 206.

ZACHARIÆ § 225 texte et note 2.

Cependant la majorité des auteurs d'accord avec la plupart des décisions de jurisprudence décident qu'un fonds de commerce doit être considéré, non comme une chose fongible, mais comme une universalité de droits composée d'éléments corporels (marchandises) et d'éléments incorporels (clientèle-achalandage) susceptible par suite d'usufruit obligeant l'usufruitier à user du fonds suivant sa destination et à restituer à la fin de l'usufruit les marchandises qui le composent d'après l'état dressé lors de l'entrée en jouissance.

Paris 27 Mars 1841-S. 41. 2. 529.

Aix 12 Mars 1878-S. 78. 2. 265.

S^t Etienne 8 Mars 1892-sous Cass. 26 Février 1894-S. 95.1.102

BAUDRY LACANTINERIE ET CHAUVEAU N° 583.

Certains arrêts cependant n'obligent l'usufruitier à restituer à la fin de l'usufruit que le fonds et les marchandises dans l'état où ils se trouvent.

Cass. 14 Décembre 1842-D. Rep. Vo Usufruit N° 208.

Ainsi que l'on a pu s'en rendre compte d'après les divers cas que nous venons d'énumérer, la doctrine et la jurisprudence sont assez hésitantes et souvent contradictoires sur les règles applicables à l'usufruit portant sur des meubles incorporels. A défaut de textes, on a dû le plus souvent raisonner par analogie. Or ce système de raisonnement permet la plupart du temps d'aboutir pour une même question à des résultats diamétralement opposés. Ici encore nous ne pouvons que regretter la lacune de notre code qui nécessiterait une réglementation complète de l'usufruit portant sur les meubles incorporels, notamment en ce qui concerne l'usufruit portant sur les fonds de commerce.

Quant au pouvoir donné à l'usufruitier de toucher le capital

des créances, qui en sont l'objet, il serait à désirer de voir remettre en vigueur la pratique de l'ancien droit qui autorisait le débiteur à ne se libérer qu'en présence du nu-propriétaire et à charge de remploi.

CHAPITRE III

Critique de quelques principes du titre des successions relatives aux meubles.

Le code civil dans les règles de la dévolution des biens par succession a répudié résolument tout souvenir du régime féodal. L'article 732 n'est que la reproduction de l'article 62 de la loi du 17 Nivose an II. Il décide que la loi ne considère « ni la nature ni l'origine des biens pour en régler la succession ».

Après avoir posé le principe, le législateur paraît l'avoir à peu près oublié dans certaines dispositions, et comme toujours, il a réservé sa sollicitude pour les immeubles au détriment des meubles et principalement des meubles incorporels dont il ne s'occupe qu'incidemment; et comme d'une chose à peu près négligeable. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les dispositions du code relatives au rapport, à la séparation des patrimoines, à l'effet déclaratif du partage et à la garantie offerte par l'article 886.

1^o — *Rapport* (1).— On peut définir le rapport, l'acte par lequel tout héritier ab intestat qui a reçu du défunt une libéralité soumise au rapport et qui accepte une succession la joint à la masse à partager en cas de pluralité d'héritiers.

D'une manière générale, le rapport des immeubles se fait en nature ; celui des meubles, en moins prenant. (art. 858. 859. 868.) Il résulte de cette règle que les immeubles restent aux risques de la succession, tandis que les meubles sont aux ris-

(1) Il convient de signaler une heureuse innovation de la loi du 24 Mars 1898 qui, à l'inverse de l'ancien article 843, dispense du rapport, sauf stipulation contraire, les legs faits à l'héritier.

ques du donataire. Outre qu'elle n'est pas très équitable, cette première conséquence, dans son application, a donné lieu à de nombreuses difficultés pratiques. Si les meubles viennent à faillir entre les mains de l'héritier, la somme à rapporter est fixée d'après les règles de l'article 868.

Ainsi que nous l'avons dit, le rapport des meubles se fait en général en moins prenant (art. 868). Cette règle qui se justifie facilement pour le rapport des meubles corporels, présente quelques difficultés lorsqu'il s'agit de meubles incorporels.

L'article 868 en ne parlant que du rapport du « mobilier » semble ne pas s'occuper des meubles incorporels. Cependant, à défaut d'autres textes, on a admis que l'article 868 comprenait les meubles en général, en suivant ce raisonnement que les articles 859 à 867 s'occupant du rapport des immeubles, les articles 868 et 869, qui les suivent, doivent comprendre tout ce qui n'est pas immeuble. Cette solution, bien que très spécieuse, ne nous semble pas d'accord avec les raisons qui ont fait justifier le rapport des meubles en moins prenant.

Le rapport des meubles s'effectue de cette façon, dit-on, parce qu'à la différence des immeubles, ils perdent presque toujours de leur valeur par l'usage ou par le seul effet du temps. Que cette raison justifie le rapport en moins prenant des meubles corporels, cela ne fait pas de difficulté ; mais quant aux meubles incorporels, qui ne sont pas soumis aux mêmes dépréciations, la règle de l'article 868 leur paraît difficilement applicable.

C'est cependant la solution admise par la plupart des auteurs ainsi que par la jurisprudence.

DEMOLOMBE, XVI, n^{os} 548 à 553.

BAUDRY LACANTIERIE et WAHL, n^o 2893.

LAURENT, XI, n^o 8.

Cass., 5 Juillet 1814-D. Rep. V^o Successions n^o 1311.

Cass., 21 Novembre 1815-D. Rep. V^o Successions n^o 1311.

Nîmes, 24 Janvier 1828-D. Rep. V^o Successions n^o 1303.

Bordeaux, 6 Janvier 1834-D. Rep. V^o Successions n^o 1311.

Grenoble, 4 Février 1837-S. 38. 2. 15.

Cass., 25 Juin 1851-D. 51. 1. 161.

Caen, 22 Mars 1851-D. 52. 2. 86.

Agen, 3 Mai 1872-D. 72. 2. 144.

Paris, 8 Janvier 1878-D. 79. 2. 44.

Par suite, les auteurs et la jurisprudence laissent les meubles incorporels au risque du donataire.

Cass., 14 Décembre 1830-S. 31. 1. 107.

Aix, 30 Avril 1833-S. 33. 2. 542.

Cass., 23 Juin 1851-D. 51. 1. 161.

Bordeaux, 8 Décembre 1869, sous Cass. 20 Juillet 1870-S. 71. 1. 21.

Cass., 9 Février 1880-D. 80. 1. 313.

Mais alors que décider si les titres donnés sont des valeurs à lots ? En cas de remboursement avec prime, le donataire devra-t-il rapporter le lot ? Si l'on décide avec la jurisprudence que le rapport se fait en moins prenant, on doit nécessairement ne l'obliger à rapporter que la valeur de ce qu'il a reçu, non compris le lot.

Et encore, au cas de perte et de vol, comment déterminer la valeur du meuble incorporel donné, lorsqu'il n'y a pas eu d'estimation ? Sans doute, cela ne fait pas de difficulté pour les titres admis à la cote officielle, mais que décider pour les créances sur particuliers, pour les offices et pour les titres non cotés ? Devra-t-on s'en référer à l'article 868 al. 2 ? Cela paraît bien peu rationnel et sera souvent impossible en fait.

C'est cependant la solution à laquelle s'est ralliée la majorité de la jurisprudence.

Cass., 23 Juin 1851-D. 51. 1. 161.

Agen, 3 Mai 1872-D. 72. 2. 144 et arrêts précités.

V. cependant en sens contraire Caen, 22 Mars 1851-D. 52. 2. 86. qui décide que le prix de cession d'un office fixé par le gouvernement est seul sujet à rapport sans qu'il y ait lieu à expertise. L'origine de toutes ces difficultés tiendrait plutôt, croyons-nous, à un nouvel oubli par le législateur d'avoir réglementé le rapport des meubles incorporels.

Le rapport, avons-nous dit, porte sur tout ce qui a été donné à l'héritier sans en être expressément dispensé. L'article 852 énumère différentes choses que la loi dispense du rapport. A côté des cas énumérés, nous trouvons deux sortes de libéralités qui ont donné lieu à de nombreuses controverses. Nous voulons parler des libéralités indirectes et des dons manuels.

Les libéralités indirectes sont soumises au rapport en vertu

de l'article 843. L'article 853 confirme cette solution en décidant cependant que les profits que le donataire a pu retirer d'un avantage indirect accessoire à un acte à titre onéreux, ne sont pas rapportables.

Que décider pour les donations déguisées ?

Certains auteurs appliquent l'article 843 à la lettre, et déclarent rapportables ces sortes de donations.

BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, III, n° 2778.

DEMOLOMBE, XVI, n° 253.

LAURENT, X, n° 611.

D'autres au contraire les dispensent du rapport sauf stipulation contraire du donateur.

MARCADÉ, sur art. 851, n° 3.

AUBRY et RAU, VI, § 632.

PLANIOL, III, n° 2230.

La plus grande partie de la jurisprudence s'en tient à un moyen terme, et admet « que les juges du fond ont un pouvoir discrétionnaire pour décider d'après les faits de la cause et l'intention du donateur si une libéralité déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux a été dispensée du rapport. »

Cass., 3 Août 1841-S. 41. I. 621.

Cass., 20 Décembre 1843-D. Rep. V° Successions n° 1122.

Cass., 10 Novembre 1852-D. 52. I. 307.

Cass., 16 Juillet 1855-D. 55. I. 419.

Cass., 18 Août 1862-D. 63. I. 144.

Cass., 4 Novembre 1885-S. 88. I. 455.

Cass., 11 Janvier 1897-S. 01. I. 444.

Quant aux dons manuels, à défaut de textes, on les considère généralement comme rapportables, sauf cependant ceux pour lesquels il existe une dispense formelle de la part du donateur.

Cass., 12 Août 1844-S. 45. I. 42.

Cass., 30 Novembre 1846-D. 47. 4. 409.

Cass., 19 Novembre 1861-D. 62. I. 140.

Cass., 3 Mai 1864-D. 64. I. 173.

Cass., 12 Mars 1873-D. 73. I. 194.

Cass., 14 Novembre 1899-S. 00. I. 455.

Cass., 19 Octobre 1903-D. 03. I. 600.

Rouen, 12 Mars 1845-D. 45. 2. 159.

Rouen, 24 Juillet 1845-D. 46. 2. 87.

Toulouse, 13 Mai 1846-S. 48. 2. 114.

Montpellier, 11 Juin 1846-S. 48. 2. 114.

Bastia, 26 Décembre 1855-D. 56. 2. 149.

Paris, 19 Août 1859-S. 60. 2. 55.

Caen, 28 Novembre 1861-D. 62. 2. 104.

Aix, 21 Janvier 1880-D. 80. 2. 253.

Bordeaux, 20 Décembre 1893, sous Cass. 8 Février 1898-D.

98. 1. 153.

PLANIOL, III, n° 2251.

BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, n° 2753.

Certains arrêts cependant d'accord avec une partie de la doctrine, décident que la dispense de rapport peut ne pas être expresse et s'induire de l'intention du donateur.

PLANIOL, précité.

Rouen, 24 Juillet 1845.

Cass., 19 Novembre 1861.

Cass., 3 Mai 1864.

Cass., 12 Mars 1873.

Cass., 19 Octobre 1903-D, 03. 1. 600.

} Précités.

Ici encore la nécessité d'une réforme complète s'impose.

2° Séparation des patrimoines.

Dans l'ancien droit, la faculté de demander la séparation des patrimoines était imprescriptible, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles. Au regard des immeubles, la règle a été conservée.

Art. 880, al. 2.

PLANIOL, III, n° 2000.

V. cependant BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, III, n° 3178, qui appliquent la prescription trentenaire.

Pour les meubles, cette faculté est réduite à 3 ans (art. 880, § 1^{er}). La raison en est qu'au bout de trois ans, il y aurait difficulté à distinguer les meubles de la succession de ceux de l'héritier.

Que cette règle soit applicable aux meubles corporels, cela ne fait pas de difficultés; mais qu'elle le soit également aux meubles incorporels, cela paraît inadmissible. La raison invoquée n'a plus la même portée, car ces meubles ont, eux aussi, une sorte d'individualité propre. Cependant la doctrine et la jurisprudence appliquent l'article 880 également aux meubles incorporels.

DEMOLOMBE, XVII, n° 172.

LAURENT, X, n° 25.

BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, III, n° 3177.

PLANIOI, III, n° 2200.

Cass., 6 Décembre 1823—D. Rep. V^o Successions n° 1497.

Il est admis enfin unanimement que la confusion du mobilier, même avant l'expiration du délai de 3 ans, est un obstacle de fait à la demande en séparation des patrimoines.

PLANIOI, III, n° 2202.

Cass., 8 Novembre 1815—D. Rep. V^o Successions n° 1449.

Il en serait de même de l'aliénation des meubles lorsque le prix en a été payé.

PLANIOI, III, n° 2197.

DEMOLOMBE, XVII, n° 176.

BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, III, n° 3165.

Une distinction ici encore serait nécessaire relativement à la prescription de l'action en séparation des patrimoines suivant qu'elle s'applique aux meubles corporels ou aux meubles incorporels.

3^o *Effet déclaratif du partage*. Sans nous arrêter aux difficultés d'interprétation que soulèvent les conditions d'application de l'article 843, il nous faut constater l'antagonisme qui existe entre les termes de cet article et ceux de l'article 1220. Il est certain que les créances doivent être partagées entre les héritiers (art. 832). Or, l'article 1220 établit la division de plein droit des créances actives de la succession. Si donc on s'en tient à ce dernier article, on doit conclure à l'impossibilité de l'indivision pour les créances, et, par suite, à la non applicabilité de l'art. 843 pour ces sortes de biens. Cet antagonisme entre les textes qui provient sans doute ici encore d'un nouvel oubli du législateur de différencier les créances des autres meubles, a donné lieu à une quantité de solutions le plus souvent contradictoires.

Un premier système appliquant à la lettre l'art. 843 appliquait aux créances l'effet déclaratif avec effet rétroactif. Ce système est aujourd'hui complètement abandonné.

Cass., 24 Janvier 1837—S. 37. I. 106.

Cass., 20 Décembre 1848—S. 49. I. 179.

Certains auteurs s'en tenant uniquement à l'art. 1220 déci-

daient au contraire que le partage des créances reste sans effet vis-à-vis des débiteurs, mais autorisaient les co-héritiers à y procéder pour la commodité de la liquidation à condition cependant d'employer les formes prescrites par l'article 1690 pour la cession des créances.

HUC., v, n° 450.

La majorité de la Doctrine a adopté un système intermédiaire. Suivant cette dernière opinion, l'art. 1220 régit la période comprise entre le décès et le partage, et l'article 883 s'applique *sans effet rétroactif* à dater du partage effectué.

PLANIOL, t. III, n° 2400.

BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, t. III, n° 3279.

DEMOLOMBE, XVII, n° 290-294.

AUBRY et RAU, VI, § 635.

La jurisprudence est incertaine. Cependant la plupart des arrêts se rallient à cette dernière opinion, et rejettent par suite l'applicabilité de l'article 1690 tout en maintenant les actes accomplis par un des cohéritiers avant le partage.

Toulouse, 30 Juillet 1888-D. 89. 2. 25.

Limoges, 19 Juin 1863-S. 63. 2. 193.

Cass., 23 Février 1864.-S. 64. 1. 398.

Cass., 4 Décembre 1866-D. 66. 1. 470.

Cass., 30 Mai 1877-D. 78. 1. 109.

La solution généralement admise présente sans doute de nombreux avantages pratiques; mais, en fait, il y a tout lieu de croire que le législateur a complètement oublié les créances en écrivant l'article 883, et jusqu'à ce que ce texte ait été remanié, on ne voit guère la possibilité de pouvoir l'appliquer à ces sortes de biens.

D'ailleurs, pour rendre cette disposition équitablement applicable au cas qui nous occupe, la jurisprudence n'est-elle pas obligée d'enlever à l'effet déclaratif un de ses principaux attributs, la rétroactivité ?

4° *Prescription de l'action en garantie en matière de partage.*

Les cohéritiers, après le partage, sont respectivement garants les uns envers les autres des troubles et évictions que chacun d'eux peut subir. Le recours dure 30 ans (art. 2262), et la prescription court du jour du trouble ou de l'éviction (art. 2257).

L'article 886 apporte trois dérogations à cette règle en ce qui concerne les rentes perpétuelles.

Tout d'abord la garantie n'est pas due pour la solvabilité future du débirentier; quant à sa solvabilité actuelle, les copartageants n'en répondent que pendant cinq ans. Enfin la prescription court du jour du partage.

Si les deux premières déductions trouvent leur justification dans la tradition historique et la nécessité de limiter la durée du recours en cette matière, la dernière nous paraît exorbitante et peu protectrice des intérêts du crédirentier. Il est vrai que cet article, constituant une dérogation au droit commun, ne saurait être étendu aux créances, et que, de plus, les rentes perpétuelles étant de nos jours extrêmement rares, son application se trouve assez restreinte.

CHAPITRE IV

Principes du titre des donations et testaments relatifs aux meubles

Dans les règles concernant les donations et testaments, nous retrouvons encore la sollicitude marquée du législateur pour les immeubles. A peine, par endroits, trouve-t-on quelques dispositions relatives aux meubles et encore ces dispositions n'ont-elles le plus souvent trait qu'aux meubles corporels. Il est facile de s'en convaincre en parcourant les règles relatives aux formes des donations, à l'état estimatif des meubles. Aucune réglementation n'est fixée pour les dons manuels. Les effets du retour conventionnel et de la révocation des donations, lorsqu'il s'agit de meubles, sont complètement laissés à l'arbitraire des Juges. Le mode et les formes de la réduction des libéralités mobilières sont totalement oubliés.

Un aperçu sur ces différents points justifiera, croyons-nous, la nécessité qu'il y a de les réglementer pour mettre fin aux nombreuses incertitudes qu'ont fait naître soit le manque de textes, soit leur réglementation incomplète.

1^o *Formes des donations.* La donation entre vifs est un contrat solennel nécessitant la confection d'un acte notarié, l'acceptation expresse du donataire, et la rédaction d'un état estimatif pour les donations mobilières (art. 931, 932, 948).

a) *Rédaction d'un acte notarié.* « Tous actes portant donation entre vifs seront passés devant notaire » (art. 931). La sanction est la nullité radicale de l'acte.

Certaines donations cependant, ne nécessitant pas nécessairement un acte spécial les constatant, échappent à cette règle. Aussi justifie-t-on aisément la validité des donations indirectes

(Arg. art. 780, 1099, 1121, 1595) et de celles contenues dans un contrat à titre onéreux (Arg. art. 1973). Il y a bien eu quelques doutes pour les donations déguisées, mais aujourd'hui, la question est tranchée généralement en faveur de leur validité tant en jurisprudence qu'en doctrine (Arg. art. 911).

Cass., 22 Vendémiaire an X (12 Octobre 1801) en note sous Cass. 31 Mai 1813-S. 13. 1. 330.

Cass., 6 Décembre 1854-D. 54. 1. 411.

Cass., 29 Mai 1889-D. 89. 1. 369.

PLANIOI. t. III, n° 2554.

Contra BAUDRY LACANTINERIE et COLIN, t. 1^{er}, 1239 et suiv.

La question de la validité des dons manuels a soulevé plus de difficultés.

Le don manuel est « la donation d'un meuble corporel réalisée par simple tradition » (PLANIOI, t. III, 2535).

La tradition réelle est donc avec le concours de volonté des parties la seule forme nécessaire pour la validité du don manuel.

Cass., 12 Décembre 1815-D. Rép. V^o Disp. entre vifs, n° 1631.

Rouen, 24 Juillet 1845-D. 46. 2. 86.

Paris, 31 Août 1842, sous Cass. 6 Février 1844-D. Rep. V^o Disp. entre vifs, n° 1636.

La tradition pourrait être effectuée par l'intermédiaire d'un tiers. Si ce tiers est un mandataire du donataire, la donation est parfaite dès que la chose lui a été remise.

Caen, 12 Janvier 1822-P. Chr.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1162.

Si au contraire le tiers est mandataire du donateur, le don manuel n'est valable qu'à la condition que la chose ait été remise au donataire avant le décès du mandant, car il ne pourrait y avoir concours de volonté entre eux.

Cass., 22 Mai 1867-D. 67. 1. 401.

Cass., 11 Janvier 1882-D. 82. 1. 303.

Quelques arrêts cependant ont validé des dons manuels faits par l'intermédiaire d'un tiers après la mort du donateur, en considérant le tiers comme gérant d'affaires du donataire.

Lyon, 23 Février 1835-D. Rep. V^o Disp. entre vifs, n° 1648.

Amiens, 16 Novembre 1852-D. 54. 2. 255.

Cette manière de voir ne nous paraît pas exacte, et a d'ailleurs été critiquée par tous les auteurs.

Signalons enfin que les dons manuels sont cependant soumis à toutes les règles de fond relatives aux donations (irrévocabilité-rapport-réduction).

Bien que le Code n'en ait pas fait mention, on est d'accord aujourd'hui pour considérer comme valables ces sortes de donations.

La principale raison qu'on en donne est tirée de la tradition historique qui a toujours admis leur validité. Nous en trouvons d'ailleurs la justification dans la discussion même du Code. Dans son rapport au Tribunal sur l'article 931, le tribun Jaubert dit : « Nous devons remarquer que le projet se sert des termes « tous actes portant donation ». Tout acte..... Le projet ne parle pas des dons manuels, et ce n'est pas sans motifs. Les dons manuels ne sont susceptibles d'aucune forme. Il n'y a là d'autre règle que la tradition, sauf la réduction et le rapport dans les cas de droit. » (LOCRÉ, XI, p. 459).

On tire en outre argument de ce fait que le don manuel peut s'effectuer "sans acte."

Le principe étant admis, il nous reste à envisager la question de savoir quelles choses seront susceptibles de don manuel.

Relativement aux meubles corporels, la question ne présente pas de difficultés. Leur tradition confère au détenteur un titre absolu, non susceptible d'être combattu par la preuve contraire; par suite, ils peuvent faire l'objet de dons manuels.

Nancy, 29 Avril 1893-D. 94. 2. 335.

La solution est la même pour les titres au porteur, la propriété de ces sortes de valeurs se transmettant par la simple tradition.

Cass., 1^{er} Février 1842-S. 42. I. 203.

Cass., 16 Août 1881-D. 82. I. 477.

Nancy, 20 Décembre 1873-D. 75. 2. 6.

Que décider relativement à un usufruit ou à une nue-propiété portant sur ces sortes de meubles ?

Après les avoir longtemps déclarés non susceptibles de don manuel, la jurisprudence ne tarda pas à admettre la possibilité du don manuel d'un usufruit ou d'une nue-propiété portant sur des meubles corporels ou des titres au porteur.

Cass., 11 Août 1880-D. 81. I. 461.

Cass., 15 Novembre 1881-D. 82. I. 67.

Paris, 10 Décembre 1890, sous Cass. 22 Décembre 1891-D. 92. I. 510.

Paris, 17 Avril 1894-D. 95. 2. 278.

Dans le même sens : BAUDRY LACANTINERIE et COLIN, I, n° 1177 et suiv.

Cependant avant 1880, certains arrêts ne reconnaissaient pas la validité de dons manuels portant sur un usufruit ou une nue-propriété.

Toulouse, 11 Juin 1852-D. 52. 2. 225.

Cass., 9 Mars 1878-D. 79. I. 253.

Par une suite logique des solutions précédentes, la jurisprudence admet les dons manuels avec charges d'effets mobiliers ou de titres au porteur, à condition bien entendu comme d'ailleurs pour le cas de don d'usufruit ou de nue-propriété qu'il y ait eu tradition réelle de l'objet du don entre les mains du donataire.

Cass., 11 Août 1880 précité.

Paris, 30 Décembre 1881-S. 82. 2. 36.

Paris, 12 Juillet 1889 et sur pourvoi Cass. 2 Mars 1891-S. 93. I. 457.

A l'inverse des titres au porteur, la propriété des titres nominatifs ne pouvant se transmettre par simple tradition de la main à la main, ces valeurs ne peuvent faire l'objet d'un don manuel. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes sur ce point.

Metz, 14 Juillet 1818-D. Rep. V° Dispositions entre vifs, n° 1617.

Villefranche, 8 Juin 1820 et sur pourvoi Cass. 24 Juillet 1822-D. Rep. V° Disp. entre vifs, n° 1617.

Cass., 1^{er} Février 1842-D. Rep. V° Disp. entre vifs, n° 1619.

Grenoble, 17 Juillet 1868-D. 69. 2. 101.

Douai 3 Janvier 1873-sous Cass. 17 Décembre 1873-S. 74. I. 409.

Contra Trêves 16 Décembre 1807-D. Rep. Vo Disp. entre vifs N° 1618.

Liège 8 Mars 1829-D. Rep. Vo Disp. entre vifs N° 1623.

Les propriétés littéraire et artistique peuvent-elles faire l'objet d'un manuel ?

Un premier point hors de doute, au moins en doctrine, c'est

que le manuscrit d'une œuvre littéraire ou un objet d'art, étant des meubles corporels, sont susceptibles de dons manuels.

Bordeaux 4 Mai 1843-D. Rep. Vo Disp. entre vifs N° 1615.

Paris 18 Août 1851-D. 52. 2. 96.

Contra Paris 10 Mai 1858-D. 58. 2. 217.

Paris 4 Juillet 1890-S. 94. 2. 17.

Mais où les opinions se divisent, tant en doctrine qu'en jurisprudence, c'est sur la question de savoir si le don manuel d'un manuscrit ou d'une œuvre d'art emporte avec lui la faculté de l'exploiter.

Suivant les uns, la propriété littéraire et artistique avec le droit d'exploitation se transmet par don manuel en même temps que le manuscrit ou l'œuvre d'art.

DEMOLOMBE XX N° 72.

Cass. 27 Mai 1842-S. 42. 1. 385.

D'autres, et c'est la majorité, adoptent la solution opposée.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN I N° 1182.

L'AURENT XII N° 283.

Trib. Seine 23 Août 1883-Gaz. des Trib. 24 Août 1883.

Paris 4 Juillet 1890 précité.

Un dernier système enfin laisse au juge le soin d'apprécier à cet égard la volonté du donateur suivant les circonstances.

DEMOLOMBE précité.

La question se pose sous la même forme en ce qui concerne les brevets d'invention et les solutions sont identiques au point de vue doctrinal. Nous ne trouvons qu'un jugement sur la question qui déclare un brevet d'invention non susceptible de don manuel.

Trib. Saint Quentin 29 Août 1838-D. Rep. Vo Disp. entre vifs N° 1021.

La même difficulté se présente en ce qui concerne les *effets négociables par endossement*. L'endossement étant nécessaire pour leur circulation, il est certain que la tradition ne peut en opérer la transmission.

Pau 10 Mars 1840-S. 42. 2. 82.

Paris 25 Novembre 1886-D. 87. 2. 110.

Pau 19 Mars 1888-D. 88. 2. 288.

Quid de l'endossement sans désignation du bénéficiaire ?

La jurisprudence admettant la validité de ces effets (Cass.

4 Juin 1878-D. 79. 1. 136.) on doit admettre qu'ils peuvent être l'objet d'un don manuel.

Cass. 16 Août 1881-D. 82. 1. 477.

La même solution est admise par quelques auteurs et une partie de la jurisprudence en cas d'endossement en blanc.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN I N° 1189.

Bordeaux 7 Avril 1851-D. 52. 2. 125.

Contra Bordeaux 2 Mai 1831-S. 31. 2. 324.

Douai 3 Décembre 1845-D. 47. 2. 182.

DEMOLOMBE XX N° 109.

La jurisprudence a également des tendances à reconnaître comme valables les endossements causés « pour don ».

Cass. 25 Janvier 1832-S. 32. 1. 189.

Paris 18 Mai 1867-Gaz. des Trib. 10 Juillet 1867.

Signalons enfin les difficultés pratiques que présente la preuve des dons manuels tant par le donataire que contre lui. Ainsi que nous l'avons dit, le don manuel ne déroge au droit commun qu'au point de vue de la forme : il y reste au contraire soumis pour toutes les règles de fond. Par suite, relativement à la preuve, on appliquera en général les règles des contrats, et celles des donations en particulier.

Dijon 14 Juillet 1879-D. 80. 2. 124.

Il convient cependant de noter quelques points particuliers relativement au mode de preuve.

Le donataire revendique-t-il contre un tiers détenteur ou contre le donateur, il doit alors se conformer au droit commun et fournir une preuve écrite au dessus de 150 francs ? A défaut de preuve écrite il n'aura que la ressource de l'interrogatoire sur faits et articles.

Une fois en possession des meubles, le donataire peut se prévaloir de l'article 2279 pour échapper à la revendication formée contre lui. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes sur ce point.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN, I. N° 1193.

DEMOLOMBE XX N° 79.

Cass. 15 Novembre 1881-D. 82. 1. 67.

Cass. 12 Août 1891-D. 92. 1. 623.

Cass., 22 Décembre 1891-D. 92. 1. 509.

Cass. 5 Décembre 1893-D. 94. 1. 48.

Nancy 8 Juillet 1893-D. 94. 2. 13, sur pourvoi Cass. 18 Décembre 1894-D. 95. 1. 364.

A l'encontre du possesseur, celui qui revendique peut prétendre que la possession du donataire est précaire, équivoque ou délictueuse.

La preuve de la précarité est assujettie aux règles de droit commun.

Dijon 14 Juillet 1879. Précité.

Si le demandeur argue d'une possession délictueuse, tous les modes de preuve sont admis par suite du principe que la fraude fait exception à toutes les règles.

Cass. 27 Mars 1889-D. 89. 1. 414.

Paris 25 Mars 1876-D. 77. 2. 9.

Le cas d'équivoque est le plus fréquent en pratique, on l'invoquera soit de la communauté d'habitation entre le donateur et le détenteur des valeurs litigieuses, soit de l'encaissement des coupons des titres soi-disant donnés.

La question est ici une question de fait, dont les Juges seront appréciateurs souverains, c'est ce qui explique les solutions en apparence contradictoires de la jurisprudence, mais qui, en fait, sont spéciales à chaque cas.

Si le demandeur en restitution établit le caractère précaire, équivoque ou délictueux de la possession du détenteur, celui-ci étant privé du bénéfice de l'article 2279, doit alors, d'après la solution généralement admise, prouver l'existence du don manuel conformément au droit commun, c'est à dire par écrit au dessus de 150 francs.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN, I. n° 1203.

Cass., 9 Mars 1837-S. 37. 1. 714.

Cass., 27 Avril 1874-D. 74. 1. 318.

Cass., 13 Novembre 1877-D. 78. 1. 451.

MM. AUBRY et RAU (VIII, p. 309) ,appliquant ici l'article 1348, admettent la preuve par témoins quel que soit le montant du don.

Les règles ci-dessus supposent que l'on connaît le détenteur des titres. Il se peut cependant que celui-ci ne soit pas connu. Les revendiquants n'ont alors que la ressource de l'interrogatoire sur faits et articles vis-à-vis de ceux qu'ils soupçonnent être en possession. Le défendeur interrogé peut alors reconnaître

la possession des objets réclamés, mais en soutenant qu'il les détient à titre de don manuel. Quelle sera dès lors la force de son aveu comme moyen de preuve ? Devra-t-on appliquer à la lettre l'article 1356 et déclarer cet aveu indivisible ? La jurisprudence et la doctrine sont aujourd'hui unanimes pour décider que le seul effet de l'article 1356 en l'espèce, est de dispenser le possesseur de faire la preuve du don manuel qu'il allègue. C'est dès lors au demandeur qu'incombe la preuve de l'inexistence de la donation, et cette preuve doit être administrée suivant les formes que nous avons décrites précédemment.

Il faut signaler cependant une règle particulière de la jurisprudence qui autorise le demandeur au cas où l'aveu de son adversaire est frauduleux, invraisemblable ou mensonger, à puiser dans cet aveu même un commencement de preuve par écrit de nature à lui permettre de prouver par témoins et par présomptions l'obligation pour le défendeur de restituer.

Pau, 12 Janvier 1874 D. 75. 2. 113.

Dijon, 12 Mai 1876—D. 77. 2. 129.

b) *Acceptation expresse du donataire.* L'acceptation du donataire doit être expresse et faite par acte authentique (art. 931 et 932). Bien que l'article 932 paraisse général, on doit conclure cependant par analogie que les différentes formes de donations qui s'effectuent sans acte notarié sont également exemptes de cet acte pour leur acceptation.

c) *Etat estimatif des meubles.* Cet état estimatif est prescrit afin de mieux assurer l'irrévocabilité des donations mobilières, et aussi pour en fixer le quantum. Aux termes de l'article 948, il doit être annexé à la minute de la donation, ce qui ne le rend nécessaire qu'aux donations faites « par acte ».

Les dons manuels en sont par suite exempts.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN, I, n° 1265.

L'article 13 de l'ordonnance de 1731 en dispensait de même toute donation de mobilier accompagnée de tradition réelle.

Pour le même motif, l'état estimatif est également inutile pour les donations déguisées.

Limoges, 11 Février 1856, sous Cass. 30 Juin 1857—D. 57. 1. 308.

Mais dans les donations faites par acte, l'état estimatif est requis, qu'il s'agisse d'une universalité de meubles, d'une quote part ou même de meubles isolés.

Pau, 13 Mai 1890-D. 90. 2. 345, et la note de M. Planiol.

Les donations de meubles incorporels sont également assujetties à cette formalité.

Bordeaux, 6 Août 1834-D. Rep. V^o Biens n^o 236.

Bordeaux, 19 Juillet 1853-D. 54. 2. 61.

Cass. 11 Avril 1854-D. 54. 1. 246.

L'article 15 de l'ordonnance de 1731 n'exigeait qu'un état énumératif; l'article 948 du Code Civil exige que l'état soit estimatif, et la jurisprudence ne reconnaît comme valables que les états contenant une estimation détaillée. La sanction est la nullité de la donation.

Cass., 17 Mai 1848-D. 48. 1. 105.

Bordeaux, 3 Juin 1840-S. 40. 2. 540.

Si l'état ne contient que l'estimation de certains meubles, on décide que la donation est nulle pour le surplus. Le défaut d'état même accompagné de tradition réelle, rend également la donation nulle. Peut-être cependant y aurait-il lieu de réserver le cas où la donation porte sur des meubles corporels, et décider qu'elle vaudra alors comme don manuel.

Ces quelques considérations sur les formes des donations nous découvrent une nouvelle lacune du Code relativement aux dons manuels. Si la maxime « *res mobilis, res vilis* » a pu les faire admettre sans aucune réglementation dans l'ancien droit, sans doute aurait-il été bon d'au moins les signaler dans le Code Civil. A l'heure actuelle où le rôle des valeurs mobilières et notamment du titre au porteur tient une place prépondérante dans la société moderne, le nombre et l'importance des dons manuels a grandi d'autant. La doctrine et la jurisprudence, à chaque espèce nouvelle, ont dû établir une réglementation minutieuse. Les principes qui découlent de ces règles forment aujourd'hui un corps de doctrine qu'il serait bon de voir sanctionner par le législateur.

Quelques législations étrangères sont déjà entrées dans la voie des réformes en fixant une limite à la valeur des dons manuels (canton de Vaud, 500 francs; Tessin, 600 francs; Portugal, 36.000 reis; Espagne, 500 maravédís). Les tribunaux italiens se sont faits juges de la question et limitent les dons manuels, eu égard à la fortune du donateur et à la situation du donataire. Peut-être serait-il bon d'adopter cette dernière solution. Il est

vrai que les inconvénients de la preuve en cette matière rendront souvent toute réglementation illusoire; aussi quelques auteurs se résignent-ils à admettre le don manuel quel qu'en soit la valeur. (PLANIOL, III, 2538.)

La seule solution qui serait peut-être possible serait de déclarer nul tout don manuel excédant un certain chiffre, en autorisant ceux qui se prétendraient lésés à prouver le don majoré par tous les moyens possibles. La crainte de voir annuler le don dans la suite sera le plus sûr garant de sa restriction dans de justes limites.

2° *Effets du Retour conventionnel et de la Révocation des Donations.*

L'art. 894 a consacré la règle « donner et retenir ne vaut » en frappant de nullité toute donation qui ne serait pas irrévocable. Le code ensuite a établi certains cas légaux de révocation dans les art. 953 à 967 et a de plus autorisé le donateur à se réserver l'usufruit des biens donnés (art. 949) ou à stipuler conventionnellement le droit de retour à son profit exclusif (art. 951). Le cas de réserve d'usufruit ne présente pas de difficultés mais le législateur a négligé de réglementer les effets du retour conventionnel et de la révocation des donations, du moins lorsqu'elles portent sur des meubles.

Le retour conventionnel, la révocation pour inexécution des conditions ou pour survenance d'enfants ont un effet rétroactif (art. 952, 954, 963), tandis que la révocation pour cause d'ingratitude n'a d'effet qu'à dater du jour de la demande (art. 958).

Nous étudierons donc simultanément les effets de la révocation dans les trois premiers cas, ces effets étant identiques, et consacrerons un paragraphe spécial pour le dernier.

Tout d'abord, lorsque la révocation agit avec effet rétroactif, si les meubles donnés existent encore entre les mains du donataire, le donateur peut les revendiquer et exiger la restitution en nature. Tout le monde est d'accord sur ce point. On admet aussi unanimement qu'au cas où les meubles donnés consistent en argent ou en *choses fongibles*, le droit du donateur s'analyse en un droit de créance contre le donataire.

Quelle sera la solution au cas où les meubles donnés sont des *choses non fongibles* ? Si le donataire les a aliénés, le tiers acquéreur de bonne foi est couvert par la règle de l'art. 2279, et, ici

encore, le donateur ne peut faire valoir qu'un droit de créance à l'encontre du donataire.

Si enfin la donation consistait en *créances nominatives*, comme on est d'accord pour décider que l'art. 2279 ne s'applique pas à ces sortes de meubles, on doit en déduire que le donateur aura le droit de les revendiquer même à l'égard du cessionnaire, alors même que celui-ci aurait observé les prescriptions de l'art. 1696 en signifiant son titre au débiteur cédé. En ce cas, le cessionnaire en sera réduit à son recours personnel contre le donataire évincé.

La solution est plus délicate au cas où la créance, objet de la donation, serait devenue exigible avant le prédécès du donataire ou la révocation de la donation et aurait été soldée par le débiteur entre les mains du donataire. Autorisera-t-on le donateur à poursuivre à nouveau le débiteur ? Celui-ci pourra-t-il se prévaloir de ce qu'il a payé entre les mains d'une personne capable de recevoir ? Autant de questions que le Code n'a pas résolues. Et de même au cas où la créance aurait été cédée par le donataire, le donateur pourra-t-il poursuivre à son gré soit le débiteur, soit le cessionnaire, soit le donataire ? A s'en tenir au principe de l'effet rétroactif de la révocation, on devra, quelque invraisemblable que cela puisse paraître, permettre au donateur de recourir contre toutes les parties. La loi eût été plus rationnelle en autorisant le débiteur à exiger un emploi sûr des capitaux de la part de celui à qui il paie, ou à l'astreindre à fournir caution. Il est vrai qu'en pratique le débiteur n'a qu'à exiger le concours du donateur au remboursement lors de sa libération ; mais si ce dernier s'y refuse, on ne voit guère quels moyens aurait le débiteur pour l'y contraindre.

La révocation de la donation pour cause de survenance d'enfants s'opérant de *plein droit* (art. 960), le donateur pourra donc réclamer les biens donnés ou leur valeur en cas d'aliénation, lors de la notification de la naissance prescrite par l'art. 962 (arg. art. 962, dernier alinéa). Il en serait de même en cas de retour conventionnel, en admettant avec la doctrine que le retour s'opère « *ipso jure* ». Au contraire, en cas de révocation pour cause d'inexécution des charges, le donateur devra attendre la solution de l'instance sur l'action en résolution et ne pourra agir qu'en vertu du jugement la prononçant.

La révocation pour cause d'ingratitude s'opère, ainsi que nous l'avons dit précédemment, sans effet rétroactif. Cette solution est très compréhensible par ce fait qu'il serait souverainement injuste de punir les tiers par suite de la faute du donataire. D'ailleurs, entre les parties, l'effet de la révocation n'est pas aussi restreint, et la loi elle-même oblige le donataire à restituer, outre les objets existants, la valeur, au temps de la demande, des objets aliénés.

Vis-à-vis des tiers, la révocation n'a d'effet qu'à dater du jour de la demande (art. 958). Ils ne pourront donc pas être recherchés pour les aliénations qui leur auraient été consenties par le donataire antérieurement à la demande du donateur.

Que décider au cas où le donataire aurait aliéné les meubles, objets de la donation, avant l'introduction de l'instance par le donateur, sans cependant en avoir fait livraison ?

Il est certain qu'en ce cas, le donateur ne pourra exiger la remise en nature, l'aliénation ayant été antérieure à la demande par lui formée, à condition cependant que cette aliénation ait date certaine.

Pour le même motif, le donateur ne pourrait revendiquer une créance cédée, alors même que les formalités de l'article 1696 seraient postérieures à l'instance en révocation.

Mais il peut se présenter que l'aliénation ait été faite postérieurement à la demande en révocation, qui a pu être d'ailleurs complètement ignorée de l'acquéreur. Dans ce cas, ce dernier pourra-t-il se prévaloir de l'article 2279, ou devra-t-on le soumettre aux prescriptions rigoureuses de l'article 958 ?

La question présente quelques difficultés.

Le législateur marquant ici encore sa sollicitude pour la propriété immobilière, a tranché la question en ce qui concerne les immeubles, en validant les aliénations transcrites par les tiers acquéreurs avant la mention de la demande en révocation qui doit être faite à la diligence du donateur en marge de la transcription de la donation portant sur des immeubles.

On a déduit par *a contrario* de cette formalité imposée par l'article 958, que les aliénations, en cas de donations mobilières, ne sauraient jamais être opposables au donateur lorsqu'elles interviendraient après la demande en révocation, la loi n'assujettissant cette demande à la publicité que dans le cas précité.

On doit admettre cependant qu'au cas où la donation portait sur des meubles corporels, le tiers acquéreur pourrait invoquer l'article 2279. Mais, si elle avait pour objet des meubles incorporels, la rigueur des principes emporte inévitablement la nécessité de sacrifier le cessionnaire, fût-il même de bonne foi.

Toutes ces lacunes démontrent suffisamment la nécessité de l'intervention législative.

3^o *Réduction*. Lorsque les libéralités faites par une personne décédée dépassent la quotité disponible, la loi autorise les réservataires à agir en réduction (art. 920 et 921). Pour les legs, pas de difficultés; la réduction s'opère au marc le franc, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant la nature de l'objet légué ou l'étendue du legs (art. 926). Lorsque les dispositions testamentaires ont été anéanties, et que cependant la réserve est entamée, les réservataires ont alors le droit de faire réduire les donations entre vifs, et la réduction s'opère en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite en remontant des dernières donations aux plus anciennes (art. 923).

Après avoir minutieusement réglémenté les formes et les effets de la réduction des donations immobilières, le Code a complètement laissé de côté le cas de libéralités portant sur des meubles. Faut-il en déduire que cet oubli soit voulu, et que la loi ait entendu affranchir de la réduction les donations mobilières ? Cela est peu probable. Et d'ailleurs, à défaut d'une doctrine et d'une jurisprudence constantes, ce qui n'est pas ici le cas, la discussion du Code Civil nous en fournit la preuve. (V. *supra* Discours du tribun Jaubert, p. 71.) On doit donc déduire de ces considérations que toutes les libéralités, sous quelque forme qu'elles se présentent, sont sujettes à réduction.

Mais alors, la réduction s'opérant avec effet rétroactif (art. 929), quelles règles devra-t-on appliquer au cas où les meubles donnés auraient été aliénés par le donataire ? Par raison de similitude, on appliquera dans cette hypothèse les principes que nous avons exposés en traitant du retour conventionnel.

Pratiquement la question se présentera rarement dans les rapports du réservataire et du donataire. Ainsi que nous le verrons dans la suite, la jurisprudence faisant retomber l'insolvabilité des donataires sur les donataires antérieurs, le réservataire agira de préférence contre les donataires nantis en vertu d'un

acte notarié, et le litige se circonscrira entre les différents donataires qui n'auront qu'à prouver la priorité de leurs droits vis-à-vis de leurs co-donataires. En fait, du moins au cas de don manuel, la réduction s'opérera souvent au marc le franc, faute par les donataires de pouvoir prouver la date de la libéralité.

Notons cependant que la jurisprudence, par dérogation à l'article 1328, tend à autoriser la preuve de la date des dons manuels à l'aide des papiers domestiques du défunt.

Caen, 25 Mai 1875-D. 80. 2. 49.

Caen, 28 Mai 1879-D. 80. 2. 49.

Cass., 11 Janvier 1882-D. 82. 1. 313.

Que la loi en outre ne se soit pas occupée du point de savoir par qui doit être supporté le déficit en cas d'insolvabilité d'un donataire soumis à réduction, cela se comprend assez, dès l'instant que le Code assigne un effet rétroactif à la réduction et permet au réservataire de poursuivre les sous-acquéreurs. Comment admettre que des propriétés aussi stables que les immeubles ne puissent être retrouvées par le réservataire entre les mains du donataire ou d'un sous-acquéreur ?

Cependant, si la difficulté n'a pas l'occasion de se présenter souvent en cas de donation immobilière (1), son application est au contraire très fréquente en matière mobilière, et la lacune du Code sur ce point a donné naissance à bien des difficultés.

Un point hors de doute, c'est que si l'insolvabilité est postérieure à l'ouverture de la succession, la perte est pour le réservataire. Mais que décider si l'insolvabilité est antérieure ?

Suivant une première théorie, il y aurait lieu de répartir la perte proportionnellement entre le réservataire et les donataires antérieurs. C'est du moins la solution qui paraîtrait la plus équitable.

DEMOLOMBE XIX N° 606.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN I N° 1007.

Grenoble 5 Janvier 1871-D. 71. 2. 209.

D'autres au contraire mettraient le déficit au compte du réservataire seul.

(1) Nous ne voyons guère que le cas d'incendie ou d'expropriation forcée.

LAURENT XII N^o 191.

Amiens 7 Décembre 1852-D. 53. 2. 127.

Amiens 10 Novembre 1853-D. 55. 2. 108.

La jurisprudence et une partie de la doctrine ont pris le contrepied de cette dernière solution, et répartissent la perte entre les donataires antérieurs.

Cass. 11 Janvier 1882-D. 82. 1. 313.

Lyon 5 Janvier 1855-S. 56. 2. 209.

Lyon 11 Août 1855-S. 56. 2. 209.

AUBRY et RAU VII § 685 ter.

Ces divergences d'opinions et les inconvénients pratiques qui en sont la conséquence, font clairement ressortir la nécessité d'une réglementation minutieuse sur ce point.

L'effet rétroactif de l'action en réduction autorise le réservataire à demander au donataire les biens en nature s'ils existent encore entre ses mains, sinon leur valeur au temps du décès du donateur d'après leur état à l'époque de la donation. (art. 922)(1).

Bien que posée en termes absolus, cette dernière règle souffre exception au cas où la donation consiste en choses consommables ou destinées à être vendues. L'estimation doit alors être faite suivant la valeur qu'avaient ces biens à l'époque de la donation. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point.

Signalons en outre la règle de l'article 930 qui n'autorise l'action en réduction contre les tiers détenteurs d'immeubles qu'après discussion préalable des biens du donataire. Cet article ne parlant que des aliénations immobilières, doit-on suivre la même règle par analogie au cas où l'aliénation faite par le donataire porte sur des meubles ?

Lorsque l'aliénation consistait en meubles corporels ou en titres au porteur, il est certain que le tiers acquéreur pourrait invoquer l'article 2279. Mais que décider au cas où il s'agirait de créances nominatives ?

L'article 2279 n'est pas applicable à ces sortes de valeur ; dès lors, la rigueur des principes conduit inévitablement à

(1) Au cas de rapport au contraire, l'estimation des meubles se fait sur le pied de leur valeur à l'époque de la donation (art. 868).

admettre la possibilité de la revendication contre les tiers avant toute discussion préalable des biens du donataire.

Quelque choquante que puisse paraître cette solution, nous croyons qu'aucune autre ne pourrait se soutenir juridiquement en l'absence de textes.

C'est sans doute encore à cette préoccupation constante du législateur à ne s'occuper que du régime de la propriété immobilière qu'on doit attribuer l'oubli d'avoir signalé les intérêts à côté des fruits dans la rédaction de l'article 928. L'article 856 relatif au rapport porte au contraire « fruits et intérêts. » En commentant l'article 928 dans toute sa rigidité, on devrait donc conclure que le réservataire n'a pas droit aux intérêts, lors même que son action serait intentée dans l'année de l'ouverture de la succession.

En ce sens DEMANTE IV No 66 bis.

Il est cependant plus rationnel de croire ici encore à une omission du législateur. C'est d'ailleurs en ce sens que la question a été résolue par la majorité de la doctrine.

LAURENT XII No 310.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN I No 1042.

4^o — *Exécuteur testamentaire*. Nous retrouvons également dans cette matière la trace des préoccupations du législateur de protéger à tout prix les biens immobiliers. Tandis que le testateur peut donner à l'exécuteur testamentaire la saisine de tout ou partie de ses meubles, jamais celui-ci ne pourra avoir la saisine des immeubles.

Lyon 26 Août 1864-S. 65. 2. 254.

Cass. 20 Mai 1867-D. 67. 1. 200.

Lyon 20 Mai 1896-D. 96. 2. 273.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN II No 2620.

Cependant il peut arriver pratiquement que la valeur de ceux-ci soit de beaucoup inférieure à celle des meubles.

L'effet de la saisine conférée par le testateur est de permettre à l'exécuteur testamentaire de se mettre en possession matérielle des meubles héréditaires. On reconnaît cependant que la saisine ne met pas l'exécuteur en possession des meubles au sens juridique du mot. En effet, l'exécuteur testamentaire n'est qu'un détenteur précaire qui possède au nom de l'héritier ou du légataire universel, et, par suite, il doit compte des capitaux ou revenus qu'il a pu percevoir.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN II No 2624.

La majorité de la doctrine et la jurisprudence décident que la saisine peut être conférée à l'exécuteur testamentaire alors même qu'il y a des réservataires.

DEMOLOMBE XXII No 51.

BAUDRY LACANTINERIE et COLIN II No 2616.

Paris 18 Décembre 1871-D. 73. 2. 15.

Lyon 20 Mai 1896-D. 96. 2. 273.

Contra AUBRY et RAU VII § 711.

Tout le monde est d'accord pour décider que l'expression « mobilier » employée dans l'article 1026, englobe tous les meubles tant corporels qu'incorporels.

DEMOLOMBE XXII No 52.

Il a été jugé cependant que, bien que la saisine s'applique aux titres nominatifs, le transfert de ces valeurs doit être fait au nom de l'héritier, et non pas au nom de l'exécuteur testamentaire.

Orléans 5 Février 1870-D. 70. 2. 49.

Signalons enfin qu'aux termes de l'article 1031, l'exécuteur testamentaire a pouvoir de vendre le mobilier de la succession et de toucher les capitaux provenant de la vente, du moins quand il a la saisine. Peut-être serait-il bon de lui imposer l'emploi des capitaux, dès l'instant que le code n'établit aucune garantie contre les malversations possibles de l'exécuteur testamentaire pour le recouvrement des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui à raison de ses fautes.

CHAPITRE V

Principes du code relatifs à la propriété mobilière des femmes mariées

Par le seul fait du mariage, la femme se voit frappée par la loi d'une sorte d'incapacité (art. 215. 226. 776. 905. 934. 1124 1990.) Quant aux facultés que le code n'enlève pas de plein droit à la femme mariée, elles peuvent être plus ou moins restreintes suivant le régime adopté par les époux avant leur mariage. Ce régime, librement choisi par les futurs conjoints, n'est d'ailleurs susceptible d'aucune modification contractuelle une fois le mariage conclu. (art. 1387. 1395.)

Nous allons, relativement au régime de la propriété mobilière, examiner les effets de l'adoption par les époux des divers régimes établis par la loi, nous réservant de traiter après cette étude l'importante question de savoir quel est le régime le mieux approprié à la nature du mariage coordonnée avec la vie sociale actuelle, régime auquel on devra se référer à défaut de conventions matrimoniales spéciales.

1^o — *Communauté légale.* Tous les biens des époux mariés sous ce régime sont communs, sauf ceux que la loi déclare devoir leur rester propres. (arg. art. 1402) En règle générale, tout le mobilier des conjoints tombe en communauté, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les meubles corporels ou incorporels. (art. 1401. 1^o) Au contraire, les immeubles qui adviennent aux époux leur restent propres. (art. 1402) Si l'entrée en communauté se comprend pour les meubles corporels, il n'en est pas de même pour les meubles incorporels qui ne répondent plus bien souvent à la maxime « res mobilis, res vilis »; de plus, il ne faut pas oublier également que le code a considérablement

augmenté le champ de la propriété mobilière en y faisant rentrer les rentes et les offices. Tout le monde est d'accord cependant pour donner une portée générale à l'expression « mobilier » adoptée par le code.

Les rentes tombent donc en communauté.

Paris 13 Janvier 1854-D. 54. 2. 93.

Cass., 30 Avril 1862-D. 62. 1. 523.

Il en est de même des fonds de commerce,

Metz, 3 Juin 1841, sous Cass. 29 Novembre 1842-S. 42. 1. 899.

Cass., 24 Mars 1903-S. 04. 1. 137.

ainsi que des offices ministériels.

Cass., 4 Janvier 1853-D. 53. 1. 73.

Douai, 20 Décembre 1862-S. 64. 2. 109.

Cass., 6 Janvier 1880-D. 80. 1. 361.

Les droits résultant de la propriété littéraire, artistique ou industrielle tombent également en communauté (1).

Cass., 16 Août 1880-D. 81. 1. 25.

Cass., 25 Juin 1902-D. 03. 1. 5.

Il en est de même des fruits des biens des époux (art. 1401, 2°).

Le Code enfin fait tomber en communauté les acquêts immobiliers en présument qu'ils ont dû être acquis des deniers communs (art. 1401, 3°).

De ce qui précède, il résulte que le mobilier propre de chaque époux se trouve être fort restreint. Il se composera soit des meubles propres à raison de leur nature ou de l'usage auquel ils sont destinés, (portraits de famille, linges et hardes personnels, dons honorifiques)

Bastia, 26 Février 1840-S. 40. 2. 121.

soit des droits incessibles et insaisissables (pensions de retraite)

Alger, 11 Mars 1885-D. 86. 2. 222.

Cass., 25 Juin 1888-D. 89. 1. 209.

soit des objets mobiliers donnés ou légués en propre,

(1) Signalons sur ce point que la Société d'Etudes Législatives, à la session mensuelle de Mars 1908, a discuté un projet relatif aux réformes à apporter à la législation de la propriété littéraire. Un des principaux chefs de la discussion avait trait à l'exclusion des droits d'auteur de la communauté conjugale (J. la Loi 1^{er} Mars 1908).

Cass., 10 Novembre 1879-D. 80. 1. 175 et la note de M. L'ABBÉ.

soit des objets mobiliers substitués à un propre,

Bordeaux, 19 Mars 1857-D. 58. 2. 61.

soit enfin des objets mobiliers provenant des propres sans en être des fruits.

L'actif propre mobilier se réduit donc à très peu de chose, et d'ailleurs, même pour ces objets réservés comme propres, s'ils constituent des propres imparfaits, ils deviennent la propriété de la communauté, et l'époux à qui ils appartiennent n'a qu'une action en reprise de leur valeur.

Passivement, il y a lieu de distinguer entre le droit de poursuite par le créancier et la contribution aux dettes entre époux. Souvent, la communauté pourra être poursuivie pour une dette personnelle à l'un des époux ; mais alors, elle aura droit à récompense lors de sa dissolution.

Tout d'abord les dettes communes sont acquittées par la communauté sans récompense. Quant aux dettes personnelles, celles de la femme qui ne tombent pas en communauté, ne peuvent être poursuivies que sur la nue-propriété de ses propres. Celles du mari, à raison de ses pouvoirs étendus sur la communauté, ont pour gage ses biens propres et la communauté. Enfin, si la dette de la femme tombe en communauté, le créancier peut saisir, outre les biens personnels de la femme, ceux de la communauté et même ceux du mari (art. 1419).

Sous le régime légal, le passif de la communauté comprend :

1^o Toutes les dettes mobilières des époux antérieures au mariage. Cependant, pour celles de la femme, il est nécessaire qu'elles aient acquis date certaine avant le mariage (art. 1410).

2^o Toutes les obligations contractées par le mari pendant le mariage (art. 1409, 2^o).

3^o Les dettes contractées par la femme pendant le mariage soit avec autorisation du mari, soit comme mandataire présumée de celui-ci pour les fournitures nécessaires au ménage et les dépenses courantes.

Cass., 11 Février 1826-S. 26. 1. 332.

Cass., 13 Février 1844-S. 44. 1. 662.

La jurisprudence décide que cette présomption ne pourrait être écartée que par des notifications directes et individuelles du mari aux fournisseurs.

Cass., 16 Juillet 1889-D. 91. 1. 158.

Poitiers, 23 Décembre 1889-D. 90. 2. 359.

Cependant les juges se réservent un pouvoir assez large d'appréciation et rejettent l'action des créanciers notamment au cas où la séparation des époux est notoire.

Paris, 25 Mai 1898-D. 99. 2. 309.

4^o Les dettes des successions mobilières échues aux époux.

5^o Le service des intérêts ou arrérages des dettes personnelles des époux.

En résumé, les dettes personnelles du mari se réduisent à très peu de chose. Elles ne comprennent que les dettes immobilières.

Quant à la femme, lui restent personnelles :

1^o Les dettes antérieures au mariage qui n'ont pas date certaine et que le mari refuse de reconnaître;

2^o Les dettes postérieures contractées sans autorisation;

3^o Les dettes postérieures contractées avec autorisation de justice, en dehors des deux cas exceptionnels de l'article 1427;

4^o Les dettes des successions ou donations immobilières acceptées même avec l'autorisation du mari.

Bien entendu, lorsque la communauté sera dissoute, il y aura lieu d'examiner si chaque dette a été acquittée par celui des trois patrimoines qui en était tenu, et d'opérer récompense au profit de celui qui aura avancé les fonds.

Nous venons de voir la composition tant active que passive de la communauté, et de constater qu'elle renferme activement le mobilier, et qu'elle est tenue passivement des dettes mobilières. De la masse des biens communs, le mari est « seigneur et maître ». Les deux premiers projets de Cambacérès donnaient un droit égal aux époux pour l'administration des biens communs. Dans son troisième projet, Cambacérès abandonna ce système « parce que, disait-il, cette administration commune détruirait par ses débats le charme de la vie domestique ». Le Code Civil n'a fait que reproduire l'ancienne règle coutumière et s'en est tenu à ce dernier système. Cependant, il a apporté quelques restrictions au pouvoir absolu du mari. Sauf au cas d'établissement d'enfants communs, les donations immobilières lui sont totalement interdites (art. 1422).

La jurisprudence cependant, appuyée par une partie de la

doctrine, autorise les donations immobilières de biens communs faites avec le concours de la femme.

Cass. 5 Février 1850-D. 50. 1. 97.

Cass. 31 Juillet 1867-D. 68. 1. 209.

Riom, 5 Janvier 1844-S. 44. 2. 385.

Amiens, 15 Février 1849-D. 49. 2. 133.

Toulouse, 24 Mars 1866-D. 66. 2. 73.

Caen, 26 Janvier 1888-D. 88. 2. 299.

Contra Caen, 3 Mars 1843-S. 44. 2. 386.

Bourges, 10 Août 1840-S. 41. 2. 357.

Douai, 29 Août 1855-D. 56. 2. 39.

Les donations mobilières, au contraire, sont permises au mari au moins lorsqu'elles ont lieu à titre particulier et en pleine propriété (même art.). C'est là une règle très regrettable qui ouvre la porte à bien des fraudes. Tandis que le mari ne pourra disposer à titre gratuit d'un arpent de terre ou de vigne, il lui sera permis de donner des valeurs mobilières pour une valeur de 100.000 francs et même plus, pourvu qu'il s'en dessaisisse irrévocablement. Cela paraît souverainement injuste. Il eût été plus rationnel de n'autoriser que les dons modiques.

En fait, la jurisprudence est arrivée à cette solution en considérant comme frauduleuses les donations mobilières excessives.

Rouen, 25 Janvier 1860-D. 61. 5. 86.

Toulouse, 22 Juillet 1865-D. 65. 2. 162.

Bordeaux, 16 Janvier 1878-D. 79. 2. 182.

V. cependant Langres 19 Décembre 1878, sous Dijon 14 Juillet 1879-D. 80. 2. 124. qui décide que le mari peut disposer à titre gratuit et particulier des valeurs mobilières de la communauté, *lors même que cette disposition est excessive, pourvu qu'elle ne soit pas faite en fraude des droits de la femme.*

Quant aux dispositions testamentaires, le mari ne dispose que de la moitié des biens communs (art. 1423). Cette solution est traditionnelle.

Tous autres actes relativement aux biens communs n'étant pas interdits au mari, lui sont donc permis, sauf à la femme à exciper de la fraude lors de la dissolution de la communauté.

Bordeaux, 7 Février 1878-D. 79. 2. 124.

Cass., 11 Novembre 1895-D. 96. 1. 44. et le rapport de M. le Conseiller DURAND.

La communauté étant représentée par le mari, c'est lui seul qui a qualité pour intenter ou répondre à une action en justice relative à la communauté.

Gand, 23 Mars 1895-D. 96. 2. 294.

Pour contrebalancer ces pouvoirs presque absolus du mari, la loi a accordé à la femme certaines garanties :

1^o Ses prélèvements s'exercent avant ceux du mari.

Cependant, sur ce point encore, nous retrouvons la trace des préoccupations du législateur de sauvegarder à tout prix la propriété immobilière. Aux termes de l'article 1471, les prélèvements pour les biens qui n'existent plus en nature, s'exercent d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et *subsidièrement* sur les immeubles de la communauté.

2^o Elle a le droit de renoncer à la communauté lors de sa dissolution (art. 1453).

3^o Elle jouit du bénéfice d'émolument en cas d'acceptation, lorsqu'elle a eu soin de faire inventaire (art. 1483).

4^o Elle a le droit de demander la séparation de biens quand le mari met sa fortune en péril (art. 1443).

5^o La femme qui s'oblige solidairement avec le mari pour les affaires de la communauté ou du mari n'est tenue que comme caution à son égard (art. 1431); en cas d'obligation conjointe, elle n'est jamais tenue que pour moitié (art. 1487).

6^o La loi enfin accorde à la femme une hypothèque légale sur les immeubles de son mari (art. 2121). Cette dernière disposition est commune à tous les régimes.

Passons aux règles de l'administration des biens personnels des époux. Pour ceux du mari, pas de difficultés. Il en reste propriétaire, et peut en disposer à son gré, sauf l'effet de l'hypothèque légale sur ses immeubles.

Quels principes ont été établis relativement à ceux de la femme ? La jouissance comme pour ceux du mari tombe en communauté. Quant à leur administration, elle appartient au mari (art. 1428).

Quelles sont les règles de cette administration ?

Comme tout administrateur, le mari peut et doit faire tous les actes conservatoires. Il doit donner les immeubles à bail, sans que ces baux puissent dépasser 9 ans (art. 1429 et 1430). Il peut recevoir les capitaux échus. C'est là un acte grave pour lequel

on désirerait voir offrir quelques garanties supplémentaires. Les aliénations immobilières sont interdites au mari sans le concours de sa femme (art. 1428, 3^o), Que décider pour les ventes mobilières ? En argumentant par *a contrario*, on a conclu que le mari a la libre disposition des meubles de sa femme.

AUBRY et RAU, V, § 522.

Cass., 30 Avril 1890-D. 91. I. 367.

Cette opinion cependant est généralement rejetée.

BAUDRY LACANTINERIE et LE COURTOIS et SURVILLE, I, n^o 759.

Cass., 2 Juillet 1840-S. 40. I. 887.

Cass., 5 Novembre 1860-D. 61. I. 81.

Cass., 4 Août 1862-D. 62. I. 480.

Cass., 17 Décembre 1872-D. 73. I. 154.

On ne peut qu'approuver cette jurisprudence en ce qu'elle protège les intérêts de la femme; malheureusement son effet est assez limité par suite de la faculté reconnue au mari par les tribunaux de convertir les titres nominatifs de la femme en titres au porteur sans le concours de celle-ci.

Trib. Seine 23 Mars 1882, Rep. du Not. 1883, art. 953.

Trib. Seine 17 Novembre 1893-J. La Loi 3 Janvier 1894.

En tous cas, il a été décidé que le concours de la femme suffit pour l'aliénation de ses propres mobiliers.

Cass., 17 Décembre 1872-D. 73. I. 154.

De plus, on est d'accord pour consentir au mari le droit d'aliéner seul les choses fongibles (art. 587), celles destinées à être vendues (arg. art. 1851) et celles livrées sur estimation, quand l'estimation vaut vente (art. 1532).

Pour ce qui concerne l'exercice des actions en justice, le mari peut intenter seul les actions mobilières et possessoires appartenant à la femme (art. 1428, 2^o). Mais on lui refuse généralement l'exercice des actions immobilières par le fait que la loi ne lui donne pas le pouvoir de les intenter.

Cass., 24 Mars 1841-S. 41. I. 511.

Cass., 22 Avril 1873-D. 73. I. 428.

Signalons enfin que comme tout administrateur, le mari est tenu des fautes par lui commises dans la gestion des biens de la femme (art. 1428, § 4).

Il résulte des constatations précédentes que la femme com-

mune est sous la dépendance complète du mari, et qu'elle ne possède aucun pouvoir propre. Tel est bien le système du Code. Des lois récentes ont cependant cherché à diminuer son incapacité.

La loi du 9 Avril 1881 art. 6 lui permet de verser et de retirer des fonds à la Caisse d'Epargne sans autorisation du mari, sauf opposition de celui-ci. La loi du 20 Juillet 1895 art. 16 a réglementé ce droit d'opposition.

La loi du 20 Juillet 1886 art. 13 permet à la femme mariée de verser librement des fonds à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse.

La loi du 1^{er} Avril 1898 l'autorise à faire partie des Sociétés de Secours Mutuels.

Enfin une loi du 17 Juillet 1907 assure à la femme un droit personnel sur le produit de son travail (1). Cette loi comprend trois objets :

1^o Elle réserve à la femme ses gains et salaires et lui en laisse la libre disposition, sauf recours du mari pour abus ;

2^o Elle autorise la femme à ester en justice *sans aucune* autorisation pour les contestations relatives aux gains et salaires ;

3^o Elle permet saisie-arrêt par l'un des époux sur les salaires de l'autre, quand il refuse de rendre ce qu'il doit à la communauté.

Cette dernière loi crée un véritable droit propre pour la femme. On peut cependant lui trouver deux défauts. Elle ne donne aucun criterium pour distinguer les produits du travail des gains et salaires ; de plus, ses effets sont limités aux femmes qui exercent personnellement une profession distincte de celle du mari.

Notons enfin qu'au cas de dissolution de la communauté par suite de la mort d'un des époux, le survivant est tenu de faire inventaire (art. 1442). A défaut d'inventaire, les intéressés peuvent prouver la consistance des biens communs par tous moyens, même par commune renommée ; et, s'il y a des enfants mineurs, l'époux survivant perd de plein droit la jouissance légale. Enfin

(1) V. sur les desiderata antérieurs à la loi de 1907 (M. Sorel-Livre du centenaire du C. Civ. Introd. p. 43).

le subrogé tuteur des mineurs est tenu solidairement avec le survivant des condamnations qui pourraient être prononcées au profit des mineurs (même art.).

Pratiquement, la jurisprudence déclare ces règles inapplicables lorsqu'il était avéré que les enfants n'avaient rien à toucher de la communauté.

Paris, 21 Février 1893-D. 93. 2. 465.

Caen, 14 Novembre 1894-S. 95. 2. 230.

2^o *Communauté conventionnelle.*

Les époux dont la situation pécuniaire ne saurait s'accommoder de la communauté légale, ont toute latitude pour modifier le régime de droit commun, à condition cependant de ne pas transgresser les principes d'ordre public posés en cette matière.

Du principe même de la liberté des conventions matrimoniales découle cette conséquence que les futurs époux peuvent, dans la limite où cela est possible, combiner entre eux les différents régimes réglés par le Code (1) et stipuler notamment l'inaliénabilité des propres de la femme.

Cass., 7 Février 1855-D. 55. 1. 114.

Cass., 24 Août 1836-S. 36. 1. 913.

Cass., 3 Février 1879-D. 79. 1. 246.

Cass., 13 Novembre 1895-D. 96. 1. 14.

Nous ne saurions cependant approuver, par le fait qu'elles portent atteinte aux droits du mari comme chef de la communauté, les clauses d'inaliénabilité relatives à la portion de biens appartenant à la femme dans la communauté. La Cour de Cassation s'est d'ailleurs prononcée en ce sens.

Cass., 29 Juin 1847-D. 47. 1. 295.

La Cour de Cassation a cependant validé la clause d'un contrat de mariage qui frappait d'inaliénabilité, non seulement la part de la femme dans un immeuble commun, mais même la part du mari !

Paris, 6 Juin 1885, confirmé par Cass. 30 Novembre 1886-D. 87. 1. 49. et la note de M. PONCET.

(1) Le Code lui-même nous en fournit un exemple en autorisant l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal (art. 1581).

Examinons rapidement les effets des diverses clauses susceptibles d'être le plus souvent insérées dans les contrats adoptant la communauté.

a. *Clause d'emploi.* Le Code dans les articles 1434 et 1435 a autorisé, sous le régime légal, le mari ou la femme à effectuer le emploi des propres par eux aliénés, en observant toutefois certaines formalités. Bien que ces articles ne parlent que des immeubles, on considère généralement la possibilité du emploi pour toutes les valeurs propres même mobilières (arg. art. 1595).

Cass., 26 Mai 1835—S. 35. 1. 833.

Bourges, 27 Août 1853—D. 55. 2. 319.

Cass., 16 Novembre 1859—D. 59. 1. 490.

Douai, 15 Juin 1861—D. 62. 2. 160.

Le emploi se fait généralement en immeubles; il peut être également effectué en valeurs mobilières, notamment en rentes sur l'Etat (Loi du 2 Juillet 1862, art. 46), et même en meubles meublants.

Cass., 1^{er} Août 1900—D. 01. 1. 145.

Au lieu de ce emploi légal ou facultatif, les futurs époux peuvent stipuler conventionnellement que l'aliénation de leurs biens propres n'aura lieu qu'à charge de emploi. La nécessité imposée à la femme d'accepter le emploi effectué, qui donne lieu en pratique à de nombreuses difficultés, peut être écartée par une clause du contrat de mariage portant acceptation anticipée par la femme des emplois futurs. Cette clause est reconnue valable.

Agen, 20 Juillet 1858—D. 59. 1. 275.

La clause d'emploi est très utile, si on se rappelle que le mari a la libre manutention des capitaux propres de la femme, et qu'il peut par suite les dissiper. Et d'ailleurs, pour plus de garantie, les parties peuvent stipuler que le emploi sera obligatoire même pour les tiers, qui se trouvent par là obligés à le surveiller. On reconnaît la validité de cette clause, même dans le régime de communauté.

Cass., 19 Juillet 1865—D. 65. 1. 431.

Les parties en stipulant le emploi obligatoire, peuvent désigner en quels biens il devra être effectué; ils ont notamment la faculté, mais seulement par une clause formelle, d'exclure le emploi en rentes sur l'Etat (Loi du 2 Juillet 1862 précitée).

b. *Clause d'ameublement.*

L'ameublement est une clause qui a pour effet de faire entrer en communauté un ou plusieurs immeubles qui devaient rester propres aux époux. L'ameublement peut se faire soit en propriété, soit en valeur (art. 1506). Le cas d'ameublement en propriété ne présente pas de difficultés, l'immeuble ameubli tombe en communauté, et le mari acquiert sur lui les mêmes droits que sur les meubles. Cependant l'immeuble ameubli, même en propriété, garde son caractère immobilier, et ne pourrait être donné par le mari (art. 1422).

En cas d'ameublement en valeur au contraire, le droit de la communauté se résoud en un droit de créance sur les immeubles de l'époux qui a consenti l'ameublement. Par suite, et aux termes de l'article 1507 § 3, le mari ne pourra disposer des immeubles ameublis en valeur qu'avec le consentement de sa femme. Cependant la loi lui reconnaît le pouvoir de les hypothéquer sans aucun consentement jusqu'à concurrence de la valeur ameublie.

Pratiquement, les ameublements sont très rares, aussi n'insisterons-nous pas sur ce point.

c. *Clause de réalisation ou stipulation de propres.*

La réalisation est une clause qui a pour effet d'exclure de la communauté tout ou partie des meubles qui légalement devaient y entrer. La clause peut porter indistinctement sur le mobilier présent ou futur (art. 1500).

La réalisation peut être expresse ou tacite ;

Expresse, elle est l'objet d'une clause particulière du contrat de mariage stipulant que tout le mobilier présent ou à venir, ou une quote-part seulement sont exclus de la communauté. D'ailleurs la clause pourrait n'être insérée que relativement aux meubles d'un seul époux.

Tacite, elle résulte soit de la clause d'emploi qui réalise les sommes frappées de remploi,

Nîmes, 19 Décembre 1830—S. 31. 2. 196.
soit de la clause d'apport (art. 1511).

L'effet de toute clause emportant réalisation, consiste à permettre à l'époux au profit de qui la clause a été insérée, de prélever les meubles réalisés comme propres, ou d'exiger récompense de la communauté, au cas où ces meubles auraient été

aliénés. En outre, les biens réalisés au profit de la femme ne peuvent être saisis par les créanciers du mari par ce fait qu'ils ne tombent pas en communauté.

On est cependant d'accord pour admettre que certains meubles, même réalisés, tombent en communauté. Ce sont les meubles consommables, ceux destinés à être vendus, et enfin ceux estimés, mais seulement au cas où l'estimation vaut vente.

Paris, 11 Mai 1837—S. 37. 2. 306.

Paris, 15 Février 1839—S. 40. 2. 212.

Cass., 2 Juillet 1840—S. 40. 1. 887.

Cass., 14 Novembre 1855—D. 55. 1. 461.

Le droit de l'époux se réduit alors dans ces divers cas à un droit de créance contre la communauté.

d. *Clause de séparation de dettes.*

Pour échapper aux fâcheuses conséquences des règles légales qui font supporter à la communauté une partie importante des dettes des époux, ceux-ci peuvent stipuler la séparation de leurs dettes (art. 1510).

Cette clause, outre qu'elle est le corollaire nécessaire des clauses de réalisation et d'apport que nous venons d'examiner, peut également résulter soit d'une stipulation expresse de séparation des dettes, soit de la clause de franc et quitte.

La déclaration de franc et quitte est une clause par laquelle l'époux déclare son apport libre de toutes dettes antérieures au mariage.

Cette dernière clause n'est pas opposable aux créanciers (art. 1513). Entre époux, elle ouvre le droit à récompense pour la communauté qui aurait été obligée de payer une dette antérieure au mariage.

Cass., 29 Mai 1888—D. 89. 1. 349.

Les effets de la stipulation formelle de la stipulation de dettes sont quelque peu différents. Entre époux, elle ouvre également le droit à récompense (art. 1510, 1^o).

Cass. 16 Avril 1833—S. 33. 1. 371.

Mais à l'égard des créanciers, il faut distinguer suivant qu'il y a eu ou non inventaire. La clause ne leur est pas opposable quand il n'y a pas eu d'inventaire. (même art.)

Cass. 23 Avril 1888—D. 89. 1. 233.

Mais s'il y a eu inventaire, une nouvelle distinction s'impose.

La clause pourra être opposée aux créanciers de la femme (même article), mais la doctrine refuse de la rendre opposable aux créanciers du mari à cause de la cohésion que le régime de communauté établit entre les biens du mari et les biens communs. Ce dernier point est cependant controversé.

e. *Communauté réduite aux acquêts.*

C'est le régime conventionnel le plus fréquemment adopté. Sa forme la plus habituelle consiste en une réalisation générale accompagnée d'une séparation de dettes. Son effet est donc de modifier la communauté légale tant activement que passivement. Son actif se trouve être réduit aux revenus des époux, soit revenus des propres, soit produits du travail des conjoints. Passivement, elle n'est tenue en définitive que des intérêts et arrérages des dettes personnelles des époux et des dettes découlant des charges du mariage.

Nous ne reviendrons pas sur le droit de poursuite des créanciers, les règles à appliquer ici étant identiques à celles que nous avons exposées à propos de la séparation de dettes.

Les règles de l'administration des biens communs et des biens propres des époux sont également les mêmes que celles que nous avons examinées en traitant de la communauté légale.

Il convient cependant de signaler quelques règles particulières à ce régime.

Dans quelles formes d'abord, les époux feront-ils la preuve de la consistance de leur mobilier propre ?

La loi répute acquêt le mobilier des époux (art. 1499). A l'égard des tiers, on exige en se basant sur cet article un état en bonne forme. Cet état est nécessaire, alors même que dans son contrat, la femme se serait réservé de prouver son apport tant par titres que par témoins ; cette clause, obligatoire entre les parties, reste sans effet à l'égard des tiers.

Poitiers 6 Mai 1836-D. Rep. Vo Contrat de mariage N° 2615.

V. cept. Paris 23 Février 1835-D. Rep. Vo Contrat de mariage N° 2616. qui autorise la femme à faire la preuve de la consistance d'un fonds de commerce qui n'a été que désigné dans le contrat de mariage. V. égalt. dans le même sens, Rouen 25 Mai 1826-D. Rep. Vo Contrat de mariage N° 2617.

A l'égard des époux, on distingue entre le mobilier apporté en mariage, et celui échu depuis.

Pour le mobilier apporté en mariage, les uns exigent un inventaire, en se fondant sur l'article 1499 ; d'autres, tirant argument de l'article 1504 ,permettent à la femme de faire la preuve de son apport, même par commune renommée.

Pour le mobilier échu depuis, on applique l'article 1504.

La jurisprudence appuyée par la majorité de la doctrine, a tranché la question en déclarant l'article 1499 uniquement applicable en cas de conflit entre les époux et les tiers, et en faisant intervenir l'article 1504 pour régler les rapports des époux entre eux.

Cass. 17 Août 1825-D. Rep. Vo Contrat de mariage N° 2619.

Cass. 3 Août 1831-D. Rep. Vo Contrat de mariage N° 2620.

Cass. 24 Août 1849-D. Rep. Vo Contrat de mariage N° 2622.

Cass. 19 Mars 1855-D. 55. 1. 305.

Cass. 14 Mars 1877-D. 77. 1. 353.

Cass. 14 Mai 1879-D. 79. 1. 420.

Cass. 20 Août 1884-D. 85. 1. 312.

Rouen 9 Mars 1898-D. 99. 2. 13.

Notons enfin que la communauté peut être réduite soit aux acquêts mobiliers, soit aux acquêts immobiliers.

Cass. 3 Août 1852-D. 52. 1. 257.

Caen 12 Novembre 1853-D. 55. 2. 106.

f. *Communauté universelle*. Elle est permise par l'article 1526. Elle a pour effet de rendre commun sans restriction l'actif et le passif des époux. Les seuls biens qui ne tombent pas en communauté seraient peut-être les droits incessibles des époux et les biens donnés ou légués avec exclusion de communauté. Ce régime est adopté très rarement en pratique.

3° Régime sans communauté.

Non seulement les époux en se mariant peuvent restreindre la communauté légale, ils ont même la faculté de l'exclure complètement. (art. 1529-1530) Ce régime est le contre-pied de la communauté universelle. Ses effets sont très simples. Tous les biens des époux leur restent propres, et il n'y a pas de masse commune. Les bénéfices, s'il y en a, appartiennent au mari. Celui-ci a en outre l'administration et la jouissance des biens de sa femme, et cette administration est régie par les mêmes règles que celles de l'administration des propres sous le régime légal. Notons enfin que l'article

1534 réserve à la femme la faculté de convenir qu'elle touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus pour ses besoins personnels. Sur les revenus ainsi réservés, on reconnaît que le mari n'a aucun droit, même au cas où la femme ne les utiliserait pas.

Cass. 18 Mai 1897-D. 97. 1. 407.

4° *Séparation de biens*. La séparation de biens est conventionnelle ou judiciaire. Ses effets sont les mêmes dans l'un et l'autre cas, (1) aussi les étudierons-nous de front, en réservant cependant certains effets de la séparation de biens propres au régime dotal, que nous étudierons en traitant de ce régime. De plus, sous ce dernier régime, les biens paraphernaux de la femme sont régis par les principes de la séparation de biens. Les règles qui vont suivre s'appliqueront donc à la femme séparée contractuellement ou judiciairement, ainsi qu'à la femme paraphernale, sauf la réserve que nous avons insérée relativement aux effets de la séparation de biens sous le régime dotal.

Ainsi que l'indique son nom, la séparation de biens a pour effet de laisser propres à chaque époux les biens qu'il apporte en mariage ou qu'il recueille dans la suite. Mais le trait caractéristique de ce régime consiste à laisser à chaque époux l'administration et la jouissance de ses biens (art. 1536). Le mari, dès lors, sauf stipulation contraire du contrat de mariage ou mandat à lui donné par sa femme, ne possède aucun droit sur les biens de cette dernière.

Quels seront alors les pouvoirs de la femme sur ses biens ?

L'article 1536 les définit suffisamment en décidant que la femme conserve l'administration de ses biens, et c'est de ce principe que la doctrine et la jurisprudence ont déduit la conséquence que l'autorisation maritale est nécessaire pour tout acte dépassant l'administration.

Pour les actes d'administration (baux-actes conservatoires,

(1) Les seules différences entre la séparation contractuelle et judiciaire se réduisent à ceci :

1° La séparation de biens contractuelle est un régime immuable, tandis que la séparation judiciaire ne l'est pas ;

2° La part contributive de la femme aux charges du ménage n'est pas la même dans l'un et l'autre régime.

réception et placement des capitaux), il n'y a pas de difficultés, une jurisprudence constante en laisse le libre exercice à la femme.

La conversion de titres nominatifs en titres au porteur constitue-t-elle un acte d'administration ? Nous ne reviendrons pas sur cette difficulté que nous avons étudiée *supra*, page 53.

Pas de discussion non plus pour les actes de disposition à titre gratuit ni pour l'exercice des actions en justice. La femme séparée de biens, comme toute femme mariée, a besoin dans ces deux cas de l'autorisation maritale (art. 215, 217, 905).

Pour l'aliénation des immeubles de la femme séparée, l'autorisation spéciale du mari lui est toujours nécessaire (art. 1538); d'ailleurs, le législateur ne l'eût-il pas dit, que cette conséquence s'imposait, car l'aliénation d'un immeuble a toujours été considérée comme dépassant les bornes de la simple administration.

Mais que décider pour l'aliénation des meubles ? L'article 1449 relatif à la séparation de biens judiciaire, décide que la femme a le pouvoir d'aliéner son mobilier. Doit-on par suite lui accorder un droit absolu pour le faire ?

Depuis la rédaction du Code civil, la jurisprudence a parcouru trois étapes sur ce point.

Il a d'abord été décidé que la femme séparée de biens était libre d'aliéner son mobilier, soit directement, soit indirectement au moyen d'achats ou d'emprunts, alors même que ses actes dépasseraient les limites de l'administration.

Riom, 10 Août 1812, sur pourvoi

Cass., 16 Mars 1813—D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 1970.

Cass., 18 Mai 1819—D. » » »

Besançon, 31 Janvier 1827—D. » » »

Paris, 3 Mars 1832—D. » » »

On a fait ensuite une distinction entre les aliénations directes et les aliénations indirectes, et il a été décidé que la femme pouvait aliéner directement son mobilier, tandis que les aliénations indirectes dépassant les bornes de l'administration lui étaient totalement interdites sans autorisation.

Paris, 7 Août 1820—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 1971.

Nîmes, 4 Juillet 1823—D. » » »

Paris, 1^{er} Juin 1824—D. » » »

Aix, 25 Juin 1824—D. » » »

Montpellier, 10 Juin 1830-D.	»	»
Rouen, 18 Novebm. 1825, sur pourvoi »		»
Cass., 12 Février 1828-D.	»	»
Cass., 18 Mars 1829-D.	»	»
Cass., 7 Décembre 1829-D.	»	»
Cass., 7 Décembre 1830-D.	»	»
Cass., 3 Janvier 1831-D.	»	»

Il a été enfin jugé que la femme séparée ne pouvait aliéner son mobilier soit directement soit indirectement que dans les limites de l'administration.

Nancy, 24 Juin 1854-D. 55. 5. 407.

Paris, 27 Novembre 1857-D. 57. 2. 209.

Poitiers, 3 Février 1858-D. 59. 2. 72.

Paris, 6 Novembre 1866-D. 66. 5. 35.

Cass., 25 Avril 1882-D. 82. 1. 248.

Cass., 2 Décembre 1885-D. 86. 1. 294.

Toulouse, 6 Juin 1883-D. 85. 2. 75.

Alger, 6 Juillet 1892-D. 93. 2. 366.

La jurisprudence, sauf un jugement dissident du tribunal de la Seine du 9 Juillet 1872-D. 72. 3. 96. est définitivement fixée en ce dernier sens, et elle a pour elle l'appui de la majorité des auteurs.

BAUDRY LACANTINERIE et LE COURTOIS et SURVILLE, III, n° 1498.

DEMOLOMBE, IV, n° 163.

Cette solution, pour ménager les intérêts de la femme, n'en est pas moins en opposition avec l'idée du législateur. Dans son rapport au Tribunal le 9 Février 1804, M. Duveyrier affirmait formellement la capacité pour la femme séparée de disposer de son mobilier. (FENET, XIII, p. 732.)

La question ne présente pas de grand intérêt en pratique par suite de la latitude accordée par la jurisprudence à la femme séparée de convertir sans autorisation en titres au porteur les titres nominatifs qu'elle possède.

Relativement aux obligations contractées par la femme séparée, la solution est la même que pour la vente des meubles, et la jurisprudence moderne se réserve le droit de les réduire, ou même de les annuler, au cas où, faites sans autorisation, elles dépassent les bornes de la simple administration.

5^o Régime dotal (1).

Le régime dotal qui ne faisait l'objet que de quelques articles dans le projet du Code Civil, comprend la matière de tout un chapitre de ce Code. Le législateur en effet, voyait ce régime avec défaveur à cause des inconvénients qu'il entraîne, et il a fallu la persistance de Portalis pour qu'il prenne une place marquée dans la loi.

Nous ne nous occuperons pas des règles qui président à l'adoption par la femme de ce régime, règles qui n'ont aucun rapport avec notre sujet. Qu'il nous suffise de signaler que ne sont dotaux que les biens formellement soumis à ce régime. Tous les autres sont paraphernaux.

Les biens dotaux sont administrés par le mari dans les limites imposées par le régime lui-même.

Si la dot est immobilière, la question est très simple. Les biens constitués en dot sont inaliénables, insaisissables et imprescriptibles, sauf les exceptions prévues par la loi ou celles insérées au contrat de mariage.

Quelle est la situation de la dot mobilière ? Pour les meubles consommables ou ceux livrés sur estimation au cas où l'estimation vaut vente, il n'y a pas de difficultés. Le mari en devient propriétaire et le droit de la femme se résout en une créance contre lui. Mais relativement aux autres meubles, la question est plus délicate. La jurisprudence s'en tenant aux traditions qui font du mari le « *dominus dotis* » lui laisse la libre disposition de la dot mobilière de la femme.

Cass., 2 Janvier 1837—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3559.

Cass., 12 Août 1846—D. 46. I. 296.

Cass., 29 Août 1848—D. 48. I. 214.

Cass., 18 Février 1851—D. 51. I. 81.

Cass., 26 Août 1851—D. 51. I. 283.

Cass., 1^{er} Décembre 1851—D. 51. I. 309.

Cass., 4 Août 1856—D. 56. I. 335.

Cass., 6 Décembre 1859—D. 59. I. 501.

(1) Nous ne nous occuperons dans l'étude de ce régime que des biens dotaux, les biens paraphernaux suivant les règles de la séparation de biens que nous avons étudiées dans le § précédent.

Cass., 1^{er} Août 1866—D. 66. 1. 446.

Cass., 13 Janvier 1874—D. 74. 1. 154.

Paris, 28 Mars 1829—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3427.

Agen, 30 Novembre 1843—S. 44. 2. 458.

Lyon, 2 Août 1845—D. 46. 2. 149.

Grenoble, 13 Juillet 1848—D. 49. 2. 52.

Caen, 13 Juillet 1848—D. 50. 2. 199.

Bordeaux, 26 Mai 1849—D. 52. 2. 57. et la note de M. BELLOT

DES MINÈRES.

Paris, 18 Décembre 1849—D. 52. 2. 60.

Bordeaux, 18 Février 1850—D. 50. 2. 141.

Paris, 14 Janvier 1854—D. 55. 2. 212.

Caen, 26 Mars 1862—S. 63. 2. 62.

Rouen, 4 Juillet 1874—D. 75. 2. 189.

Nîmes, 11 Janvier 1882—D. 82. 2. 60.

Montpellier, 29 Novembre 1897, sous Cass. D. 99. 1. 353.

sauf fraude de celui-ci.

Cass., 26 Mars 1855—D. 55. 1. 326.

De plus, certains arrêts isolés, il est vrai, lui ont refusé ce droit de disposition dans une certaine mesure.

Paris, 13 Février 1845—D. 45. 2. 158.

Poitiers, 17 Juillet 1860—D. 63. 2. 28.

Cependant cette même jurisprudence apporte une certaine restriction à cette aliénabilité en décidant que les meubles dotaux ne sauraient être saisis, ni même leurs revenus. Les créanciers du mari ne peuvent saisir que le surplus des revenus nécessaires à l'entretien du ménage.

Aix, 17 Mars 1857—D. 58. 2. 15.

Caen, 17 Mai 1854—D. 55. 5. 160.

Cass., 17 Mars 1856—D. 56. 1. 130.

Cass., 14 Août 1883—D. 84. 1. 334.

V. cept. Cass., 9 Avril 1823—S. 23. 1. 331. et Bordeaux, 6 Juillet 1841—D. 41. 2. 230. qui autorisent la saisie des revenus entiers.

De la part de la femme, la dot mobilière est durant le mariage complètement inaliénable.

Cass., 28 Juin 1810—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3457.

Cass., 16 Décembre 1846—D. 47. 1. 17.

Agen, 31 Janvier 1824—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3457

Orléans, 16 Mars 1850-D. 50. 2. 76.

Agen, 18 Mai 1858-S. 58. 2. 373.

Par suite, la femme ne peut céder ses reprises dotales.

Cass., 26 Mai 1836-D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3455.

Cass., 12 Août 1846-D. 46. 1. 296.

Cass., 18 Février 1851-D. 51. 1. 81.

Cass., 26 Août 1851-D. 51. 1. 283.

Cass., 1^{er} Décembre 1851-D. 51. 1. 309.

Cass., 4 Août 1856-D. 56. 1. 335.

Cass., 6 Décembre 1859-D. 59. 1. 501.

Cass., 13 Janvier 1874-D. 74. 1. 154.

et nombreux arrêts de Cours d'appel.

Elle ne peut également ni céder, ni renoncer, ni subroger dans
le bénéfice de son hypothèque légale.

Cass., 26 Mai 1836 précité.

Cass., 23 Août 1854-D. 54. 1. 285.

Cass., 12 Janvier 1857-D. 57. 1. 278.

Cass., 11 Mai 1859-D. 59. 1. 226.

Cass., 6 Décembre 1859 précité.

Cass., 29 Juillet 1862-D. 63. 1. 366.

Cass., 13 Février 1866-D. 66. 1. 85.

Cass., 12 Mars 1866-D. 66. 1. 178.

Cass., 14 Novembre 1866-D. 67. 1. 58.

Cass., 3 Février 1879-D. 79. 1. 246.

Cass., 27 Avril 1880-D. 80. 1. 431.

Cass. 6 Décembre 1882-D. 83. 1. 119.

Cass., 3 Décembre 1883-D. 84. 1. 334.

et nombreux arrêts de Cours d'appel.

La femme dotale ne peut non plus donner mainlevée de son
inscription d'hypothèque légale.

Grenoble, 8 Mars 1834-D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3457

Cass., 9 Juin 1841-S. 41. 1. 468.

Rouen, 8 Février 1842-S. 42. 2. 271.

Pendant le mariage, elle ne peut aliéner sa dot même indi-
rectement.

Rennes, 4 Mars 1880-D. 81. 2. 210.

Cass., 13 Février 1884-D. 84. 1. 325.

Par suite, la dot mobilière de la femme dotale est insaisissable
par les créanciers de celle-ci pendant le mariage.

Cass., 1^{er} Février 1819—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3503.

Paris, 26 Août 1820—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3455.

Lyon, 19 Mai 1886—S. 88. 2. 134.

Besançon, 30 Juin 1891—D. 92. 2. 342.

Même autorisée de son mari, la femme ne pourrait aliéner sa dot mobilière.

Cass., 1^{er} Février 1819—D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 3427.

Cass., 26 Mai 1836—D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 3455.

Cass., 2 Janvier 1837—D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 3559.

Rennes, 4 Mars 1880—D. 81. 2. 210.

Cass., 13 Février 1884—D. 84. 1. 325.

Besançon, 30 Juin 1891—D. 92. 2. 342.

Mais il ne faut pas se méprendre sur le sens de cette inaliénabilité de la part de la femme dotale; ce que la loi prohibe, c'est moins l'aliénation des meubles dotaux que la cession des garanties de la femme à l'encontre de son mari.

Aussi la jurisprudence peut-elle se résumer en cette idée que sous le régime dotal comme sous tout autre régime, les obligations contractées par la femme dûment autorisée sont valables avec cette seule restriction qu'elles ne peuvent être exécutées sur les biens dotaux.

Cass., 12 Novembre 1879—D. 80. 1. 49.

Cass., 7 Février 1881—D. 81. 1. 309.

Cass., 24 Mars 1885—D. 85. 1. 254.

Par suite, si la femme se porte garante formellement d'une aliénation consentie avec le concours de son mari, elle reste tenue sur ses paraphernaux.

Cass., 7 Juin 1836—D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 3446.

Lyon, 3 Janvier 1838—D. Rep. V^o Contrat de mariage n^o 3446.

Cass., 23 Juin 1846—D. 46. 1. 332.

Cass., 4 Juin 1851—D. 51. 1. 193.

Effets de la séparation de biens sous le régime dotal.

Comme sous les autres régimes, la séparation de biens a pour effet de rendre à la femme l'administration et la jouissance de ses biens dotaux, mais le trait particulier au régime dotal consiste en ce fait qu'après la séparation, les biens dotaux sont frappés d'inaliénabilité absolue, sauf bien entendu les exceptions dérivant de la loi.

Par suite, la dot mobilière devient absolument inaliénable.

Grenoble, 11 Juillet 1816-D. Rep. V ^o Contr. de Mar. n ^o 3500		
Cass., 1 ^{er} Février 1819-D.	»	3503
Grenoble, 24 Mars 1821-D.	»	3968
Nîmes, 21 Juin 1821-D.	»	3505
Cass., 31 Juillet 1822-D.	»	3507
Cass., 28 Août 1822-D.	»	3502
Cass., 9 Avril 1823-D.	»	3523
Toulouse, 7 Mai 1824-D.	»	3503
Cass., 25 Janvier 1826-D.	»	3519 3.
Riom, 26 Avril 1827-D.	»	2001
Cass., 9 Janvier 1828-D.	»	3502
Montpellier, 17 Février 1830-D.	»	3961 2.
Cass., 26 Mai 1830-D.	»	3514
Grenoble, 1 ^{er} Juillet 1830-D.	»	3505
Cass., 19 Novembre 1833-D.	»	3507
Poitiers, 15 Décembre 1836-D.	»	3509
Cass., 23 Décembre 1839-D.	»	3971 2.
Cass., 7 Février 1843-D.	»	201
Cass., 14 Novembre 1846-D. 47. I. 27.		
Cass., 13 Décembre 1865-D. 66. I. 19.		
Cass., 12 Mars 1866-D. 66. I. 178.		
Cass., 3 Février 1879-D. 79. I. 246.		
Cass., 27 Avril 1880-D. 80. I. 431.		
Cass., 4 Juillet 1881-D. 82. I. 194.		

Mais quels sont alors les droits des créanciers de la femme ? La jurisprudence tout d'abord décida que l'insaisissabilité ne s'appliquait qu'aux capitaux et non aux revenus. Elle déclara donc ces derniers saisissables en totalité.

Cass., 9 Avril 1823-S. 23. I. 331.

Cass., 28. Mars 1827-D 27. I. 299;

Rouen, 14 Mai 1828-D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 3528.

Cass., 3 Juin 1839-D. » » » 3529.

Puis la jurisprudence fit une distinction suivant que les créanciers étaient antérieurs ou postérieurs à la séparation.

Vis-à-vis des créanciers antérieurs, elle décida que les revenus de la dot étaient complètement insaisissables.

Rouen, 13 Février 1821-D. Rep. V^o Contr. de Mariage n^o 3530.

Agen, 15 Janvier 1824-D. » » »

Pau, 12 Août 1824-D, » » 3524.

Montpellier, 11 Juillet 1826-D.	»	1174.
Cass., 11 Janvier 1831-D.	»	3530.
Pau, 24 Mai 1833-D.	»	3530.
Paris, 30 Juin 1834-D.	»	»
Cass., 11 Février 1846-D. 46. 1. 78.		
Cass., 4 Novembre 1846-D. 47. 4. 174.		
Cass., 12 Août 1847-D. 47. 1. 322.		
Caen, 19 Novembre 1847-D. 49. 2. 84.		
Caen, 11 Février 1850-D. 52. 2. 109.		

Quant aux créanciers postérieurs, on ne les autorisa à saisir que le surplus des revenus et la jurisprudence est restée définitivement fixée en ce sens à l'égard de ces créanciers.

Cass., 10 Janvier 1820-D. Rep. V ^o Contr. de Mariage n ^o 3520.		
Grenoble, 14 Juin 1825-D.	»	3523.
Cass., 26 Février 1834-D.	»	3520.
Cass., 6 Février 1840-D.	»	»
Bordeaux, 21 Août 1835-D.	»	»
Lyon, 4 Juin 1841-D.	»	»
Cass., 4 Novembre 1846-D. 47. 4. 174.		
Cass., 27 Juillet 1875-D. 75. 1. 401.		
Orléans, 2 Mars 1878-D. 78. 2. 143.		
Cass., 24 Mars 1885-D. 85. 1. 254.		

Vis-à-vis des créanciers antérieurs, certaines cours d'appel revinrent sur la décision prise, et permirent à ces créanciers de saisir l'excédent des revenus.

Bordeaux, 12 Avril 1836-D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 3531.

Lyon, 17 Février 1846-D. 47. 2. 184.
Paris, 7 Mars 1851-D. 51. 2. 195.
Paris, 15 Juillet 1856-D. 57. 2. 121.
Aix, 20 Juillet 1857-D. 58. 2. 1.
Montpellier, 10 Juillet 1860-D. 61. 5. 167.

Mais cette solution ne triompha pas, et la jurisprudence s'est définitivement fixée dans le sens de l'insaisissabilité absolue par les créanciers antérieurs.

Caen, 26 Mars 1845-D. 47. 2. 183.
Caen, 22 Décembre 1845-D. 47. 2. 184.
Cass., 11 Février 1846-D. 46. 1. 78.
Paris, 28 Août 1846-D. 47. 2. 184.

Cass., 4 Novembre 1846—D. 47. 4. 174.

Cass., 12 Août 1847—D. 47. 1. 322.

Caen, 19 Novembre 1847—D. 49. 2. 84.

Paris, 3 Mars 1849—D. 49. 2. 196.

Caen, 11 Février 1850—D. 52. 2. 109.

Cass., 13 Janvier 1851—D. 51. 1. 83.

Cass., 28 Juin 1859—D. 59. 1. 257.

Cass., 7 Juin 1864—D. 64. 1. 201.

Pau, 25 Novembre 1879—D. 81. 2. 212.

Cass., 14 Août 1883—D. 84. 1. 334.

Paris, 11 Juin 1896—D. 97. 2. 14.

Après la dissolution du mariage, les biens dotaux redeviennent libres entre les mains de la femme ou de ses héritiers qui peuvent les aliéner et les engager. Cependant même alors, la jurisprudence déclare ces biens insaisissables de la part des créanciers qui ont contracté avec la femme durant le mariage.

Il a été jugé notamment que la dot mobilière ne pourrait pas être saisie entre les mains de l'héritier alors même qu'il aurait fait addition pure et simple de l'hérédité.

Cass., 16 Décembre 1846—D. 47. 1. 17.

Cass., 30 Août 1847—D. 47. 1. 293.

De même les revenus quoiqu'excédant les besoins de la veuve sont également insaisissables.

Agen, 31 Décembre 1834—D. Rep. V^o Contrat de Mariage n^o 3543.

Notons en passant une heureuse disposition du Code relativement aux délais de restitution de la dot. A l'inverse de l'ancien droit et du droit romain, qui assignaient des délais différents, suivant que la dot était mobilière ou immobilière, le droit moderne a abandonné toute distinction relative à la nature des biens pour la restitution de la dot. Aux termes des articles 1564 et 1565, à la dissolution de la vie commune, le mari doit restituer immédiatement les biens dont il n'est pas devenu propriétaire; pour les autres, il a un délai d'un an.

Signalons pour finir l'étude du régime dotal la théorie jurisprudentielle de la représentation de la dot par les paraphernaux, qui a pris naissance vers 1840. Les juges ont créé une catégorie intermédiaire de biens entre les paraphernaux purs et les biens dotaux. Ce sont des paraphernaux, mais qui contiennent

en eux la valeur d'une dot mobilière. On doit la création de cette théorie relativement récente à cette préoccupation continuelle du juge de sauvegarder à tout prix les biens dotaux. Son champ d'application est assez vaste. Elle s'applique notamment au cas de biens livrés par le mari en restitution de la dot, à celui de biens recueillis par la femme dans la succession du constituant ou livrés par celui-ci en paiement d'une dot mobilière, enfin au cas d'acquisitions faites au nom de la femme par le mari ou par celle-ci après sa séparation de biens. De cette représentation de la dot par les paraphernaux découle cette conséquence que les revenus du bien paraphernal doivent être versés au mari jusqu'à concurrence de la valeur dotale qu'il renferme. De même le bien paraphernal ne saurait être vendu ni saisi que sous réserve de la valeur dotale qui y est incluse.

Cette théorie très originale a fait de rapides progrès et est définitivement admise par tous les tribunaux. Les avantages pratiques qui en découlent sont le plus sûr garant de son maintien.

D'ailleurs, les règles sur l'inaliénabilité de la dot mobilière et sur l'insaisissabilité des revenus dotaux sont l'œuvre complète de la jurisprudence, qui a créé, par une suite ininterrompue d'arrêts, une sorte de loi à côté de la loi. Sans doute, ce n'est pas là son office, et cette manière de faire a soulevé de nombreuses critiques; cependant, s'il n'appartient pas en fait aux juges de légiférer, du moins doit-on les approuver dans une certaine mesure, lorsque leurs décisions n'ont d'autre but que d'interpréter les textes suivant l'esprit des codificateurs, ou même seulement de les empêcher d'aboutir à des solutions contradictoires avec l'ensemble de nos lois.

6^o *Critique des différents régimes matrimoniaux et choix d'un régime légal.*

Nous venons de voir les traits caractéristiques des différents régimes matrimoniaux généralement usités en France. Nous avons vu également que les époux ont le choix entre ces différents régimes et que d'ailleurs, ils peuvent les combiner entre eux à leur guise, à condition cependant de ne pas porter atteinte à certains droits réservés par les textes. Mais au cas où les époux n'auraient point fait de conventions matrimoniales, quel sera le régime qui leur sera légalement applicable ?

Cette question a donné lieu à de mémorables discussions lors de la confection du Code. MALLEVILLE se fit le champion de la communauté réduite aux acquêts, PORTALIS prôna les avantages de la séparation de biens, BÉRENGER proposa la communauté universelle, BERLIER enfin se déclara partisan du régime de communauté.

On repoussa tout d'abord l'adoption du régime dotal comme régime légal. Si ce régime, a-t-on dit, protège efficacement la femme contre les dangers venant de l'insolvabilité ou de la mauvaise administration du mari, il offre la matière à de nombreuses fraudes vis-à-vis des tiers et suscite de multiples entraves pour les époux. De plus, il entraîne l'absence de communauté d'intérêts entre eux, aussi a-t-on immédiatement repoussé l'idée de prendre ce régime comme régime légal.

La communauté universelle fut également abandonnée à la suite des observations de TRONCHET sur le risque de voir diminuer le nombre des mariages « en faisant entrer de plein droit en communauté des propriétés aussi précieuses que les immeubles ». (FENET, XIII, p. 550.)

La proposition de PORTALIS en faveur de la séparation de biens ne reçut pas meilleur accueil. Le débat se trouvait donc circonscrit entre la communauté réduite aux acquêts et la communauté telle qu'elle est réglée par le Code. Ce fut cette dernière qui fut définitivement adoptée à la suite des observations de BERLIER. « Réduire la communauté aux acquêts, dit-il, c'est déroger aux habitudes les plus générales du pays coutumier qui confond le mobilier respectif des époux dans la communauté. C'est déjà une considération de quelque poids.

Mais il y a de fortes raisons, ajoute-t-il, pour maintenir la règle... en effet pour qui cette règle existera-t-elle ? Pour les parties qui ne feront point de stipulations contraires ; et quels sont ces individus ? Ceux surtout qui ont le moins de fortune ; et l'on conçoit que l'on ne fait grief ni à l'un ni à l'autre des époux en mettant son mince mobilier en communauté.

Et il ajoutait « Le législateur a voulu éviter des embarras. Faire des distinctions, c'était forcer les parties à faire des inventaires ; il aurait été difficile après un long usage de reconnaître les meubles qui auraient appartenu au mari ou à la femme ; le bonheur, le repos des familles serait compromis. » (FENET, XIII, p. 549.)

Que ces principes aient pu avoir quelque poids à une époque où la propriété mobilière était à l'état embryonnaire, cela est possible ; mais lorsque cette propriété eût pris très rapidement une extension de plus en plus grande, ces règles cessèrent d'être justes et firent l'objet de nombreux desiderata.

N'est-il pas en effet souverainement injuste de voir l'un des époux profiter de la moitié de la fortune mobilière de son conjoint au cas où lui-même ne possède rien ou uniquement des immeubles ? N'est-il pas inique de condamner chaque époux à supporter sans compensation les dettes mobilières de son conjoint ? Comment comprendre en outre ces mêmes règles pour les meubles qui adviennent dans la suite aux époux ?

Et à supposer même que les époux aient connu et accepté ces solutions, ce qui arrivera le plus souvent lorsque l'un et l'autre ne possédera rien en se mariant, comment admettre comme juste la règle qui fait tomber en communauté les biens mobiliers que l'un d'eux recueillera au cours du mariage soit par donation, soit par succession d'un parent dont il ne croyait pas devenir héritier dans la suite ?

N'est-il pas de plus souverainement injuste d'accorder au mari des pouvoirs quasi-indéfinis non seulement sur les biens communs, mais même sur les biens personnels de la femme ?

Ces considérations acquièrent tout les jours une importance nouvelle, eu égard à l'extension toujours croissante de la richesse mobilière, et, depuis la rédaction de nos codes, de nombreuses réformes ont été proposées sur ce point.

M. DE FOLLEVILLE (*Traité du Contrat pécuniaire du Mariage*, 1, n° 31) est partisan de la séparation de biens comme régime légal.

M. LAURENT, dans son avant-projet de Code Civil, crée un régime mixte. Aux termes de l'article 1452 de cet avant-projet, il décide « que la communauté est administrée par les deux époux conjointement ». L'article 1453 donne à la femme le pouvoir de faire les actes d'administration journalière ; et l'article 1454 exige le consentement des deux époux pour les actes de disposition. En cas de conflit, le litige sera porté en conciliation devant le juge de paix, et ensuite devant le tribunal civil qui aura la faculté de déchoir la femme de son pouvoir d'administration en cas d'abus. Pour justifier son système, M. LAURENT

excipe que « maintenir l'inégalité dans la société conjugale, ce serait régir la société des époux qui se marient au ^{xx}^e siècle par une loi qui est l'expression de l'état social du Moyen-Age ».

Outre qu'il rompt avec toutes les traditions, on peut reprocher au système de M. LAURENT de nécessiter l'intervention d'un tiers dans les conflits entre époux.

Plus récemment, M. BEAUQUIER a déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 7 Avril 1908, une proposition de loi tendant à substituer à la communauté légale le régime de séparation de biens avec communauté de certains acquêts.

Cette proposition est ainsi conçue :

Article premier. — Le principe qui domine les conventions matrimoniales commé toutes les autres, est celui de la liberté des contractants.

Lorsque les époux n'auront pas fait de contrat, leurs biens meubles et immeubles resteront propres à chacun pendant toute la durée du mariage, comme s'ils n'étaient pas mariés.

Article deuxième. — Chaque époux conservera l'administration, la jouissance et la disposition de sa fortune personnelle.

Article troisième. — A la dissolution du mariage, soit par la mort, soit par le divorce, il sera formé une masse composée de toutes les économies réalisées par l'un ou par l'autre des époux depuis le jour du mariage. On en déduira les dettes contractées pour les besoins du ménage, et le reste formera deux parts, attribuables à chaque époux ou à ses héritiers ou représentants. Les biens meubles ou immeubles, les objets mobiliers dont il sera impossible d'établir la provenance entreront dans cette masse. La preuve de la provenance pourra être faite de toutes façons, par écrits, par témoins ou même par la commune renommée.

Chaque époux aura la faculté de renoncer à cette sorte de communauté qui ne s'ouvrira qu'à la dissolution du mariage.

Article quatrième. — Les dettes contractées personnellement par les époux grèveront les propres de chacun d'eux.

Article cinquième. — L'hypothèque de la femme mariée sans contrat est supprimée.

Article sixième. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

A cette proposition, nous opposerons les observations de

M. GUILLOUARD sur les inconvénients de la séparation de biens comme régime légal. « Le régime de séparation de biens, dit-il, n'est pas naturel dans le mariage. Il est contradictoire que deux personnes partageant le même foyer domestique aient pour leurs biens des intérêts distincts et séparés. Le régime de séparation de biens peut être utile sans doute dans certaines circonstances exceptionnelles, eu égard à la nature ou à l'importance du patrimoine de la femme et à ses capacités spéciales d'administration, mais, conclut M. GUILLOUARD, les rédacteurs du Code ont agi sagement, en établissant dans le silence des époux, la communauté comme régime de droit commun. » (I, n^o 73.)

Nous ne sommes cependant pas de cet avis sur ce dernier point.

Nous ne parlerons pas du régime dotal comme régime légal. Les reproches qu'on a formulés contre lui lors de la rédaction du Code sont également vrais de nos jours.

Nous ne saurions non plus admettre le régime sans communauté tel qu'il existe, comme régime de droit commun, pour cette raison qu'il crée l'absence de communauté d'intérêts en attribuant au mari tous les bénéfices réalisés par les époux durant le mariage.

Nos préférences, et c'est d'ailleurs en ce sens que se manifeste en France la tendance actuelle, se porteraient sur la communauté réduite aux acquêts. Pour ne pas reprendre les arguments invoqués par MALLEVILLE en sa faveur, constatons seulement que, outre qu'il protège suffisamment les intérêts de la femme, ce régime est le plus en harmonie avec l'état créé par le mariage. Sans doute, quelques modifications de détail seraient nécessaires. Il y aurait lieu de restreindre les pouvoirs d'aliénation du mari relativement aux meubles de la femme dans des limites bien définies. Il serait bon également d'exiger de sa part le remploi obligatoire des capitaux de la femme qui viennent à échéance, et d'exiger l'emploi au-dessus d'un certain chiffre de ceux qu'elle apporte en se mariant ou qu'elle recueille dans la suite. Il serait surtout nécessaire d'assimiler d'une façon générale aux actes de disposition les conversions de titres nominatifs en titres au porteur, afin d'empêcher le mari de gaspiller les biens de sa femme sous une forme détour-

née. Bien entendu, ces quelques modifications n'empêcheraient pas la femme de jouir des sûretés que la loi lui accorde, et qui conserveraient leur raison d'être pour la garantir des fautes que le mari pourrait commettre dans l'administration de ses biens,

Mais alors on se heurte à la difficulté de la question de preuve des apports des époux tant l'un à l'égard de l'autre que vis-à-vis des tiers. Comment se fera cette preuve ? C'est ici la pierre d'achoppement de tous les régimes autres que la communauté, et c'est sans doute une des principales raisons qui ont déterminé en 1804 l'adoption de ce dernier régime comme régime légal.

Bien que la question paraisse de prime abord difficile, elle n'est pourtant pas insoluble.

Entre époux, nous exigerions un inventaire dans les formes que nous déterminerons ci-après, et, à son défaut, nous autoriserions la femme à prouver la consistance de ses propres vis-à-vis de son mari ou des héritiers de celui-ci même par commune renommée. De la part du mari, nous exigerions au moins un commencement de preuve par écrit, faute de quoi ses meubles devraient être réputés acquêts.

A l'égard des tiers, nous croyons la formalité d'un inventaire absolument nécessaire.

Mais quelles seront les formes de cet inventaire ? Nous ferons une distinction suivant que les biens sont apportés en mariage par les époux ou qu'ils leur adviennent dans la suite par succession ou donation.

Pour les biens apportés par les époux en mariage, l'inventaire pourrait être fait contradictoirement entre les époux par acte sous signatures privées dont une copie certifiée par le Maire serait annexée à l'acte de mariage. Cette forme a déjà été proposée par les partisans de la communauté réduite aux acquêts comme régime légal.

Une autre forme consisterait à obliger les notaires à dresser gratuitement ou contre une redevance minime, l'inventaire des biens des époux dont le chiffre serait inférieur à un certain taux qui serait légalement fixé. Si l'on veut tenir compte que le nombre des notaires en France est d'environ 9.000, et que le chiffre des mariages non précédés de contrat s'élève annuellement à 200.000 environ, cela fait 23 actes en chiffres ronds que chaque notaire aura à dresser annuellement. Le surcroît de tra-

vail ne sera pas énorme, et cette mesure pourra d'ailleurs être une source de profits pour les notaires cantonaux en admettant que la loi leur alloue une certaine redevance que certes des époux à la veille de se marier n'auront jamais l'idée de refuser de payer !

Quant aux biens qui adviendront dans la suite aux époux, de deux choses l'une : ou ces biens auront une valeur assez importante, et alors les époux en feront faire inventaire par acte notarié, et, dans ce cas, il y aurait lieu d'accorder à la femme comme au mari le droit de requérir l'inventaire, ou bien leur valeur sera minime, et alors, à défaut d'inventaire, la faculté laissée à la femme de faire, à l'encontre de son mari, la preuve de ses apports, même par commune renommée, nous paraîtrait lui offrir une garantie suffisante.

Que ce système soit pratiquement aussi simple que la communauté légale, nous n'aurions garde de le soutenir. Cependant nous n'avons pas hésité à l'adopter, car, outre qu'il est l'expression des tendances actuelles (1), il a de plus pour mérite de ne pas porter atteinte aux droits du mari comme chef de l'association conjugale, et c'est une des principales raisons qui nous ont porté à lui donner la priorité sur la séparation de biens. Sans doute, de nos jours, le mouvement féministe a fait de grands progrès, l'émancipation de la femme tant dans la vie sociale que politique, tend à s'accroître de jour en jour ; cependant, nous n'en sommes pas encore arrivés au point de pouvoir assigner à la femme un rôle égal à celui de l'homme dans la société formée par le mariage, et nous estimons que lui accorder ce rôle, serait aller à l'encontre de l'état social actuel.

Les codes étrangers, qui avaient servilement copié les dispositions du Code Napoléon, sont entrés pour la plupart dans la voie des réformes sur le point qui nous occupe. Le Code Civil allemand de 1896 a adopté un régime légal qui se rapproche sensiblement de notre régime sans communauté. L'Autriche et

(1) Sur 82346 contrats de mariage passés en 1898, 71848 adoptent la communauté réduite aux acquêts, 866 la communauté légale, 258 la communauté universelle, 5552 le régime dotal et 1694 la séparation de biens. (Bulletin de la statistique publié en 1899 par les soins de l'Administration de l'Enregistrement, p. 141 à 145).

la Hongrie ont choisi le régime dotal. En Angleterre, en Russie et aux États-Unis, la séparation de biens a prévalu. La communauté universelle est pratiquée en Hollande, en Suède et au Danemark. La communauté réduite aux acquêts constitue le régime légal de l'Espagne et de plusieurs cantons suisses. La communauté, telle que nous la pratiquons, n'est plus guère admise qu'en Belgique et au Luxembourg.

Ce mouvement réformiste a eu également son contre-coup en France. Outre la proposition de M. BEAUQUIER que nous avons signalée ci-dessus, la question de la réforme du titre du Contrat de Mariage est à l'étude depuis 1901 devant la Société d'Etudes Législatives et de nombreuses améliorations ont déjà été proposées. Le Gouvernement lui-même s'est occupé du problème, et, des six sous-commissions établies en 1904 par ordonnance du Ministre de la Justice, c'est la cinquième qui est chargée d'étudier la solution à donner à la question.

CHAPITRE VI

Règles de la propriété mobilière relatives aux contrats de vente, de louage, de société, au cautionnement à la contrainte par corps, au nantissement et à l'expropriation forcée.

Dans les règles du Code relatives aux différents contrats, nous retrouvons toujours les mêmes lacunes sur le régime applicable à la propriété mobilière. Le législateur s'est occupé de solutionner minutieusement les conflits qui peuvent s'élever relativement aux immeubles; pour les meubles, au contraire, nous ne trouvons que quelques dispositions éparses et, d'ailleurs, presque toutes inapplicables aux meubles incorporels, L'étude qui va suivre nous en fournira la preuve.

1^o *Vente*. Le Code Civil s'est occupé d'une façon toute spéciale de la vente des immeubles; relativement à la vente des meubles, nous ne trouvons que quelques textes assez rares. Il est vrai qu'en pratique les règles applicables au vendeur d'objets mobiliers tombent le plus souvent sous l'application du Code de Commerce, mais la raison n'est pas suffisante pour autoriser l'omission de réglementer la vente de meubles entre particuliers non commerçants, et d'ailleurs, le Code de Commerce ne renferme qu'un article relatif aux achats et ventes (art. 109) et ce manque de réglementation, même en droit commercial, donne lieu à bien des difficultés pratiques.

Pour nous en tenir au droit civil, il nous faut d'abord constater la réglementation minutieuse du Code sur le point de savoir quel sera l'effet du défaut de contenance dans les ventes immobilières (art. 1617 à 1625). Pour les ventes mobilières faites en bloc, au cas où la mesure promise n'existe pas, on en est

réduit à appliquer l'article 1616 qui n'a certainement eu en vue que les immeubles, et d'ailleurs, la jurisprudence est bien d'accord avec cette dernière idée, lorsqu'elle décide que la disposition de l'article 1622 ne doit pas être étendue aux ventes mobilières, et qu'elle a été écrite uniquement pour les ventes immobilières. De cette inapplicabilité de l'article 1622 aux ventes mobilières découle cette conséquence bizarre que l'action en diminution du prix ou en résiliation du contrat dure un an seulement en matière immobilière, tandis qu'elle dure trente ans en matière mobilière.

AUBRY et RAU, IV, § 354.

Cass., 25 Février 1812-S. 15. 1. 180.

Cass., 24 Mai 1815-S. 15. 1. 335.

Cass., 25 Mai 1830-D. Rep. V^o Vente n^o 775.

En outre, nous ne trouvons aucune réglementation relativement à la vente de certains meubles qui ne peuvent certainement s'accommoder des formes tracées par le Code (Fonds de commerce, Brevets d'invention). Plusieurs lois postérieures ont dû combler ces différentes lacunes.

De plus, l'action en rescision pour cause de lésion établie par l'article 1674 n'est applicable qu'aux ventes immobilières. Les travaux préparatoires nous en donnent deux raisons : 1^o la difficulté pratique d'apprécier la différence entre le prix et la valeur dans les ventes mobilières; 2^o la gravité particulière d'une lésion éprouvée dans l'aliénation des immeubles. C'est surtout cette seconde considération qui avait frappé le Premier Consul. Il essaye de justifier en ces termes l'application restreinte de l'article 1674 : « La raison en est, dit-il, que la loi de rescision est une loi de mœurs qui a pour objet le territoire. Peu importe comment un individu dispose de quelques diamants, de quelques tableaux; mais la manière dont il dispose de sa propriété territoriale n'est pas indifférente à la société. » (FENET, XIV, p. 57.)

Qu'une telle règle ait pu avoir quelque valeur au temps où la propriété mobilière était insignifiante, cela est possible; mais il n'en est plus de même aujourd'hui, et une réforme sur ce point paraît nécessaire.

Signalons enfin les difficultés d'application de l'article 1615 dans les ventes mobilières. Que faut-il entendre par accessoires dans ces sortes de ventes ?

La jurisprudence a dû le plus souvent donner des solutions d'équité.

V. en matière de vente de fonds de commerce.

Cass., 14 Janvier 1845-S. 45. 1. 380.

Caen, 13 Décembre 1853-D. 54. 5. 613

Bordeaux, 21 Juin 1880-D. 81. 2. 23.

Caen, 23 Février 1881-D. 82. 2. 167.

En matière de vente d'œuvres d'art.

Cass., 27 Mai 1842-S. 42. 1. 385.

Cass., 12 Juin 1868-S. 68. 1. 372.

Paris, 18 Août 1879-S. 80. 2. 257.

Le Code enfin fait une distinction entre les meubles et les immeubles au cas de résolution de la vente pour défaut de paiement du prix. La vente d'immeubles (art. 1655) n'est résolue de suite que si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix ; hors ce cas, le juge peut accorder des délais à l'acquéreur. Enfin, même lorsque l'on aurait stipulé la résolution de plein droit dans un terme convenu, le vendeur est cependant obligé de mettre l'acheteur en demeure (art. 1656). Au contraire, en matière de vente d'objets mobiliers, la résolution s'opère de plein droit et sans sommation après l'expiration du terme convenu pour le retraitement de la chose (art. 1657).

Cette dernière différence et le luxe de formalités imposé en matière de vente d'immeubles ne peut encore ici se comprendre que par la faveur dont cette propriété jouissait aux yeux du législateur.

2^o *Louage*. Le Code Civil régleme avec soin les règles applicables aux baux immobiliers. A peine mentionne-t-il le louage de meubles dans les articles 1711 et 1713. Le seul article qui soit un peu explicite (art. 1757) ne règle que le cas particulier où les meubles loués sont fournis pour garnir un immeuble. Ici encore la doctrine et la jurisprudence ont dû tirer des textes applicables au louage d'immeubles les conséquences que cette nature de propriété ne rendait pas incompatibles avec les baux relatifs aux meubles, et le plus souvent, faute de textes, on a dû s'en référer aux usages locaux, ce qui crée une complexité regrettable dans la pratique.

3^o *Société*. Ici encore nous trouvons les mêmes faveurs réservées à la propriété immobilière. L'article 1838 relatif aux socié-

tés universelles de gains décide que les meubles possédés par les associés lors du contrat tombent en société pour la pleine propriété; leurs immeubles, au contraire, n'y entrent que pour la jouissance.

4° *Cautionnement*. La propriété d'immeubles est exigée par la loi civile pour la solvabilité d'une caution. Nul individu n'est admis comme caution dans une cause civile à moins qu'il ne possède des propriétés foncières. Il y a cependant exception lorsque la dette est modique et en matière commerciale (art. 2019). La nécessité de la propriété d'immeubles pour apprécier la solvabilité d'une caution enlève par suite au juge la faculté de prendre en considération la propriété mobilière de la caution. Cette règle ne peut se justifier que comme une survivance, dans une de ses applications, de la maxime « *vilis mobilium possessio* ». Les motifs donnés par TREILHARD à cette disposition, basés sur ce que *seule* la solvabilité résultant d'immeubles est « constante et assurée » (FENET, XV, p. 40), sont en désaccord avec l'état social actuel.

Il est vrai que le Code lui-même a tempéré la rigueur de cette règle qui eût rendu souvent impossible la fourniture d'une caution, en autorisant celui qui ne peut en trouver une, à offrir en place un gage ou nantissement suffisant (art. 2041). Ce gage pourra s'effectuer sous forme de consignation de deniers ou de rentes sur l'État.

Cass., 19 Mai 1890—D. 91. 1. 371.

On admet même d'une façon à peu près générale, que le cautionnement pourrait être offert sous forme d'une hypothèque. Cependant la question est controversée.

V. dans le sens de l'affirmative.

Cass., 7 Août 1882—D. 83. 1. 220.

Cass., 3 Février 1897—S. 97. 1. 137.

Mais il convient de ne pas oublier que l'article 2041, se trouvant inséré au chapitre de la caution légale ou judiciaire, ne saurait être applicable à la caution fournie en vertu d'une convention. Dans ce dernier cas, le créancier pourrait toujours refuser qu'on lui fasse application de l'article 2041.

5° *Contrainte par corps*. La contrainte par corps a été abolie en matière civile et commerciale par la loi du 22 Juillet 1867. Avant cette loi, l'article 2059 témoignait également de la solli-

citude du législateur pour la propriété immobilière. Le stellionataire était alors passible de contrainte par corps. Mais aucune peine n'atteignait celui qui vendait un objet mobilier ne lui appartenant pas, ou qui le donnait en gage à son débiteur. Tout au plus, sauf bien entendu le cas d'escroquerie, l'article 1599 ouvrait-il le droit à demander des dommages-intérêts. Aujourd'hui cette différence n'existe plus, et l'article 1599 est seul applicable à ces divers cas.

6° *Nantissement* (1). Le gage ou nantissement est un contrat par lequel le débiteur lui-même ou un tiers remet au créancier une chose mobilière pour lui servir de sûreté.

Le gage proprement dit ne peut porter que sur des meubles (2) (art. 2072); mais il peut avoir pour objet toutes sortes de meubles corporels ou incorporels.

Parmi les meubles corporels, l'argent monnayé peut faire l'objet d'un gage que l'on appelle plus communément cautionnement.

PLANIOL, II, n° 2391.

Aix, 11 Janvier 1899-D. 00. 2. 33.

Les meubles incorporels peuvent être également donnés en nantissement. Cette règle s'applique notamment aux créances, aux brevets d'invention,

Paris, 29 Août 1865-D. 65. 2. 231.
aux fonds de commerce,

Loi du 17 Mars 1909.
aux droits à un bail,

Cass., 13 Avril 1859-D. 59. 1. 167.

Grenoble, 4 Janvier 1860-D. 60. 2. 190.

Cass., 6 Mars 1861-D. 61. 1. 417.

aux rentes sur l'État,

Paris, 13 Janvier 1854-S. 54. 2. 209.

Dijon, 18 Décembre 1855-D. 56. 2. 185.

Paris, 17 Janvier 1868-S. 68. 2. 79.

(1) Le mot « gage » s'applique généralement lorsque l'objet remis est corporel, le gage sur les meubles incorporels porte plus spécialement le nom de « nantissement ».

(2) Cependant un immeuble peut être donné en nantissement sous forme d'antichrèse (art. 2072).

Paris, 21 Mars 1889-D. 90. 2. 62.

Paris, 20 Novembre 1895-D. 96. 2. 444.

Une des conditions essentielles pour la validité du gage consiste dans le dessaisissement de celui qui l'offre (art. 2076). Les formes de la mise en gage sont réglées par les articles 2074 et 2075. Cependant on admet généralement que ces formes ne sont obligatoires qu'à l'égard des tiers, et, qu'entre les parties, aucune forme spéciale n'est requise à peine de nullité.

Cette solution s'appuie sur les travaux préparatoires du Code. Elle est aujourd'hui généralement admise.

Belfort, 15 Décembre 1891-D. 94. 2. 57. et la note de M. DUPUICH.

Quelques difficultés cependant se sont élevées sur l'application des articles 2074 et 2075, relativement à la forme de la mise en gage de certains titres.

Pour les titres nominatifs, les formalités de l'article 2075 sont jugées nécessaires pour la validité du gage à l'égard des tiers.

Cass., 19 Février 1894-D. 94. 1. 420.

Paris, 27 Décembre 1894-D. 96. 2. 123.

Besançon, 18 Décembre 1895-D. 96. 2. 219.

V. cept. Paris, 26 Janvier 1894-D. 94. 2. 215. qui décide qu'un nantissement en rentes nominatives se constitue à l'égard des tiers par la seule remise du titre sans qu'il soit besoin d'un transfert.

Pour les valeurs transmissibles par endossement, quelques anciens arrêts jugèrent qu'un simple endossement sans autres formalités était suffisant pour leur mise en gage.

Cass., 17 Mars 1829-D. 29. 1. 183.

Rouen, 28 Avril 1837-S. 37. 2. 375.

Cass., 18 Juillet 1848-D. 48. 1. 177.

La jurisprudence moderne exige l'accomplissement des formalités de l'article 2075.

Paris, 21 Juin 1842-S. 43. 2. 113.

Lyon, 12 Juillet 1849-S. 49. 2. 703.

Amiens, 2 Mars 1861-D. 61. 2. 54.

Pour les titres au porteur enfin, on n'est pas complètement d'accord.

Les uns jugent la seule remise du titre suffisante pour sa mise en gage,

Bordeaux 17 Avril 1845—D. 45. 2. 118.

Paris, 8 Février 1854—S. 54. 2. 320.

Paris, 29 Mars 1856—D. 56. 2. 228.

D'autres exigent en outre l'accomplissement des formalités des articles 2074 et 2075.

Cass., 11 Août 1847—S. 47. 1. 641.

Cass., 19 Juin 1860—S. 60. 1. 689.

Rouen, 24 Janvier 1861—D. 61. 2. 122.

Cass., 13 Janvier 1868—S. 68. 1. 131.

Lyon, 6 Juillet 1889—D. 90. 2. 113.

Cette dernière solution est certainement la plus juridique. Cependant il y aurait lieu de simplifier les formes du gage pour les titres au porteur et ceux transmissibles par endossement, et d'admettre comme suffisantes les formes usitées pour en transférer la pleine propriété.

Notons que cette réforme a été introduite d'une manière générale en matière commerciale par la loi du 23 Mai 1863 qui a modifié l'article 91 du Code de Commerce.

Signalons également que des formes exceptionnelles ont été créées par des lois spéciales pour les engagements dans certains établissements qui se livrent en grand aux prêts sur gage.

Loi du 15 Juin 1834 sur la Banque de France.

Loi du 24 Juin 1851 sur les Monts de Piété.

Loi du 19 Juillet 1857 sur le Crédit Foncier de France.

Loi du 28 Mai 1858 sur les Magasins Généraux.

7° *Expropriation forcée*. Dans les règles du Code qui accordent aux créanciers le droit de poursuivre leurs débiteurs par l'expropriation forcée, le législateur a encore une fois marqué sa faveur pour la propriété immobilière.

Tout d'abord, si le débiteur est mineur, même émancipé ou interdit, la discussion du mobilier est exigée avant l'expropriation des immeubles (art. 2206). Ici encore, le législateur a pensé qu'il serait plus avantageux pour les mineurs de conserver leurs immeubles, alors que leurs meubles sont le plus souvent improductifs. Cependant cette règle devrait souffrir exception à l'égard des meubles incorporels qui sont tout aussi productifs que les immeubles.

On s'est sans doute basé également sur ce fait, que la saisie immobilière est beaucoup plus longue et plus coûteuse que la

saisie mobilière; mais, ici encore cette garantie est le plus souvent illusoire, au cas où les meubles du mineur sont insuffisants pour désintéresser les créanciers. Dans cette hypothèse, une saisie immobilière intervient à la suite de la saisie exécution des meubles, et l'on fait éprouver double frais au mineur.

Aussi, croyons-nous que l'on pourrait supprimer sans inconvénient cet article de notre Code, ou, sinon, ordonner dans chaque cas une expertise des meubles, afin d'éviter leur saisie au cas d'insuffisance, et d'obliger les créanciers à saisir immobilièrement.

Enfin, aux termes de l'article 2212, si le débiteur justifie par baux authentiques que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année suffit pour désintéresser le créancier, il peut en offrir la délégation, et le juge a alors la faculté de suspendre la poursuite en expropriation. Le débiteur fût-il créancier de sommes importantes, même sur le point de venir à échéance, ne saurait échapper aux poursuites, et le juge ne pourrait y surseoir quand même le débiteur offrirait la délégation des sommes qu'il a à toucher. C'est là un résultat souverainement injuste. On a fait valoir que les tiers débiteurs pourraient ne pas payer à l'échéance ou même devenir complètement insolvables. Mais la solvabilité du locataire d'immeubles est-elle donc à l'abri de tous accidents ?

Il serait préférable, croyons-nous, de donner dans l'un et l'autre cas au juge le pouvoir d'apprécier la solvabilité des locataires d'immeubles, comme aussi des débiteurs de créances, et de surseoir aux poursuites, au cas où il croirait les intérêts du créancier suffisamment sauvegardés.

CHAPITRE VII

Règles de la propriété mobilière contenues au titre des Privilèges et Hypothèques.

Aux termes des articles 2092 et 2093, tous les biens meubles ou immeubles, présents ou à venir du débiteur, sont le gage commun de ses créanciers; leur prix se distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'existe au profit de certains d'entre eux des causes légitimes de préférence. Ces causes légitimes de préférence sont les privilèges et les hypothèques (art. 2094).

1^o *Privilèges.* Les privilèges sont ou généraux ou spéciaux. Les privilèges spéciaux peuvent porter sur les meubles ou sur les immeubles (1). Les privilèges généraux sont énumérés dans l'article 2101 qui en règle le classement. A défaut de suffisance de mobilier pour les couvrir, ils s'exercent subsidiairement sur les immeubles dans l'ordre donné par l'article 2105. Cette catégorie de privilèges ne présente pas de difficultés.

Les privilèges spéciaux sur les meubles au contraire, ont donné lieu à de longues controverses qui se continuent encore de nos jours.

Le même motif qui a dicté au législateur l'article 2119, restreignant le droit réel d'hypothèque uniquement aux immeubles, a conduit les auteurs du code à plusieurs restrictions dans les règles relatives aux privilèges portant sur les meubles.

La promptitude et la facilité de déplacement de ces objets font obstacle à ce qu'on y attache des droits réels qui permet-

(1) Nous ne nous occuperons pas des privilèges immobiliers, qui sont en réalité de véritables hypothèques privilégiées dont l'étude n'entre pas dans le cadre de notre sujet.

traient de les suivre dans la main des tiers. D'une manière générale, toutes les fois que la loi accorde au créancier un privilège purement mobilier, elle soumet ce privilège à la condition que l'objet n'ait pas encore changé de propriétaire. Pour s'en convaincre, il suffit de passer en revue les principaux privilèges de l'article 2102.

Privilège du locateur d'immeubles.

Ce privilège est en somme un droit de gage au profit du bailleur sur les meubles garnissant les lieux loués. Outre qu'il s'établit tacitement, il diffère encore du gage « stricto sensu » en ce qu'il n'exige pas la dépossession du débiteur. Ce privilège n'existe qu'au profit du locateur d'immeubles ; il ne saurait être invoqué par le bailleur de meubles.

Bourges 2 Janvier 1807-D. Rep. V^o Privilèges et Hypothèques n^o 220.

Grenoble 20 Février 1843-D. Rep. V^o Privilèges et Hypothèques n^o 220.

Trib. Co Seine 20 Août 1871-D. 73. 3. 40.

Ce privilège s'étend sur tout ce qui garnit les lieux loués, et sur tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme (art. 2102 1^o).

Il s'étend également sur les choses dont le locataire ne serait pas propriétaire, à condition cependant qu'il eût ignoré que ces choses appartenaient à des tiers, auquel cas elles échapperaient au privilège.

Cass., 17 Mars 1873-D. 74. 1. 442.

Cass., 28 Novembre 1898-D. 99. 1. 36. et nombreux arrêts de cours d'appel.

De plus, les objets qui pourraient se trouver chez le locataire, et qui ne lui auraient été remis qu'à l'occasion du métier qu'il exerce, échapperaient également au privilège du bailleur. Cette solution est traditionnelle et a été consacrée par de nombreux arrêts.

V. notamment Cass., 13 Août 1872-D. 72. 1. 466.

La loi du 19 Février 1889 a comblé une lacune du code en assujettissant au privilège du bailleur les indemnités qui seraient dues au locataire en cas de sinistre.

La jurisprudence a enfin décidé que l'indemnité versée au locataire par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique est atteinte par le privilège du bailleur.

Rouen, 12 Juin 1863-S. 63. 2. 175.

La principale lacune du code sur cette question était relative au chiffre des créances garanties par le privilège au cas de faillite ou de déconfiture du locataire.

Au cas où le bail avait date certaine, le bailleur pouvait réclamer tous les loyers échus, (sauf la prescription quinquennale de l'article 2277) et tous les loyers à échoir, ainsi que le montant des obligations résultant soit de la nature, soit des clauses du bail.

Si le bail n'avait pas date certaine, le bailleur pouvait réclamer les années échues, (sauf ici encore l'effet de la prescription quinquennale) l'année en cours, et une année dans l'avenir, ainsi que le montant des obligations résultant soit de la nature, soit des clauses du bail.

Cette protection excessive, outre qu'elle ouvrait la porte à bien des fraudes, avait le plus souvent pour effet de voir absorber tout l'actif par le bailleur.

Cependant la jurisprudence se vit obligée d'admettre toutes les conséquences du texte.

Douai, 29 Août 1842-S. 43. 2. 416.

Bourges, 21 Juin 1856-D. 57. 2. 69.

Cass., 16 Février 1870-D. 70. 1. 261.

V. cept. Rouen, 23 Décembre 1864-D. 65. 2. 162.

Une réforme s'imposait. Une loi du 20 Février 1872 modifiant les articles 450 et 550 du code de commerce, a comblé la lacune du code au cas de faillite. Désormais, mais uniquement au cas de faillite, le privilège du bailleur ne peut plus être exercé que pour deux années d'arriéré, l'année courante et une année dans l'avenir.

Une autre loi, relative aux locations de biens ruraux, a étendu à ces biens les dispositions de la loi du 20 Février 1872.

Cependant ces deux lois n'ont réglementé que des cas particuliers et les règles du Code Civil devront recevoir leur application au cas de locations de maisons d'habitation à la ville ou à la campagne, (au moins quand il ne s'agit pas d'exploitations agricoles) faites par des individus non commerçants. Il y aurait lieu d'admettre la même solution pour le cas où un commerçant aurait passé un bail pour un logement distinct des locaux où il fait son commerce.

Une dernière réforme semblerait également nécessaire dans ces derniers cas.

Le législateur a cependant reconnu les conséquences presque immorales auxquelles aboutit son système. Pour y pallier dans une certaine mesure, il a ouvert au profit des créanciers du failli ou de l'individu tombé en déconfiture le droit de relouer les immeubles jusqu'à l'expiration des années soldées au bailleur, dans certaines conditions prévues à l'article 2102. 1^o.

Le bailleur, avons-nous dit, est un gagiste qui ne possède son gage que d'une manière très imparfaite : en fait, le locataire en conserve la possession, et peut dès lors le soustraire très facilement à l'action du propriétaire. Pour remédier à cet inconvénient, la loi accorde au bailleur un droit de suite sur les meubles sous forme de saisie-revendication. Toutefois, ce droit doit être exercé dans un délai de 15 jours pour les meubles garnissant une maison, et de 40 jours pour ceux garnissant une ferme (art. 2102 et 819 du C. de Proc. civ.).

Signalons enfin la disposition d'un paragraphe de l'article 2102 1^o aux termes duquel les sommes dues pour semences et frais de récolte de l'année doivent être payées par préférence au propriétaire sur le prix de la récolte, ainsi que les sommes dues pour ustensiles sur leur prix.

Privilège du gagiste. Malgré le caractère réel du contrat de gage, la nécessité imposée par l'article 2076 au gagiste d'avoir toujours la chose en sa possession, lui fait perdre son privilège avec la perte de la possession de la chose engagée. Il faut cependant que cette perte soit volontaire, et l'extinction du privilège ne se produit qu'au cas où le créancier n'a aucun moyen légal de se faire remettre en possession.

Privilège pour frais faits pour la conservation de la chose.

La place occupée par ce privilège le rendrait inapplicable au cas d'impenses faites pour la conservation d'un immeuble. La jurisprudence est unanime en ce sens.

Cass., 23 Juin 1862-D. 63. I. 243.

Cass. , 20 Février 1865-D. 65. I. 308

Mais dès qu'il s'agit de meubles, le privilège peut être invoqué quelle que soit la nature de ces meubles.

Cass., 13 Mai 1835-S. 35. I. 707.

Poitiers, 8 Février 1892-D. 92. 2. 219.

V. notamment Trib. Libourne, 29 Juin 1888-S. 89. 2. 144. qui accorde le bénéfice de ce privilège à un clerk d'avoué sur le prix de vente de la charge de son patron.

Une des particularités de ce privilège consiste en ce fait qu'il est fondé sur une idée de conservation, et non plus sur une idée de nantissement. Il suffit donc que la chose soit entre les mains du débiteur pour être frappée du privilège. Bien plus, eût-elle été vendue, le privilège s'exerce sur son prix, tant qu'il n'a pas été distribué. Un arrêt de Poitiers du 8 Février 1892-D. 92. 2. 219. a admis la survivance du privilège même après distribution du prix à d'autres créanciers. C'est aller sans doute un peu loin !!

Privilège du vendeur de meubles. Outre le droit de rétention que lui confère l'article 1612 et l'action résolutoire des articles 1184, 1654 et 1657, le vendeur possède, en vertu de l'article 2102 4^o, un privilège et une action en revendication. Nous allons examiner séparément ces deux derniers points.

Privilège. L'art. 2102 4^o établit un privilège au profit du vendeur d'effets mobiliers non payés, que la vente soit à terme ou sans terme, à condition que les meubles soumis au privilège soient encore en la possession du débiteur. Ce privilège est fondé sur une idée de justice. Il est équitable en effet, que celui qui a mis dans le patrimoine du débiteur un objet mobilier dont il n'est pas payé, soit préféré aux autres créanciers sur le prix de cet objet. Ce privilège s'étend à tous les vendeurs d'objets mobiliers corporels ou incorporels ; ce résultat est définitivement consacré par la Jurisprudence moderne après cependant quelques hésitations.

Il existe donc au profit du vendeur de créances,

Cass., 28 Novembre 1827-S. 28. 1. 12.

Paris, 11 Juin 1862-S. 62. 2. 164.

de fonds de commerce (Loi du 17 Mars 1909),

Paris. 8 Février 1834-S. 34. 2. 87.

Cass., 2 Janvier 1838-S. 38. 1. 259.

Paris, 1^{er} Décembre 1834-S. 35. 2. 80.

Paris, 4 Décembre 1871-D. 74. 2. 24.

Paris, 11 Juin 1872-S. 72. 2. 164.

Paris, 25 Juillet 1882-D. 83. 2. 215.

Contra Paris, 26 Novembre 1833-S. 33. 2. 594.
d'office ministériel,

Cass., 16 Février 1831-S. 31. 1. 74.

Cass., 13 Juin 1853-D. 53. 1. 185.

Cass., 20 Janvier 1857-D. 57. 1. 309.

Cass., 18 Décembre 1867-D. 69. 1. 289.

Contra Rouen, 29 Décembre 1847-D. 48. 2. 1.

Nancy, 2 Mars 1850-D. 50. 2. 122.

d'un cabinet d'affaires ou d'agréé.

Cass., 13 Décembre 1847-D. 48. 1. 12.

Rouen, 25 Juillet 1846-sous cet arrêt.

Deux conditions sont nécessaires pour l'exercice de ce privilège. Il faut :

1^o Que la chose soit en la possession du débiteur ;

2^o Que les objets vendus n'aient pas été payés.

Cette seconde condition ne présente pas de difficultés. La première au contraire, a donné lieu à de nombreuses controverses. Lorsque le meuble non payé a été aliéné et livré, le vendeur primitif n'a que la ressource de faire saisie-arrêt sur le prix, s'il n'a pas encore été réglé, et de se faire payer par préférence sur ce prix. C'est ce que décide la jurisprudence.

Cass., 20 Janvier 1857-D. 57. 1. 309.

Riom, 20 Mars 1879-D. 80. 2. 4.

Bien entendu, si le nouvel acheteur est de mauvaise foi, il ne saurait même pas d'après la jurisprudence, opposer l'article 2279 à la revendication du vendeur primitif.

Nous avons vu que le vendeur pouvait faire valoir son droit de préférence sur le prix au cas d'une revente. Mais que décider au cas de plusieurs reventes successives ?

Certains arrêts ont admis, même en ce cas, l'existence du privilège.

Paris, 23 Mai 1838-S. 38. 2. 264.

Caen, 24 Juin 1839-S. 40. 2. 73.

Cosne, 27 Avril 1847-S. 48. 2. 74. en note.

Cette manière de voir est cependant généralement repoussée en ce qu'elle crée une sorte de droit de suite au profit du vendeur primitif, et encore pour ce motif qu'on ne peut plus considérer l'acheteur en possession après plusieurs reventes successives.

Cass., 8 Août 1860-D. 60. 1. 377.

Le privilège pourrait s'exercer quand même la chose ne serait

plus dans le même état, à condition cependant qu'elle soit reconnaissable. Nous verrons au contraire que la revendication n'est possible qu'à condition que la chose livrée soit encore dans le même état.

Cass., 2 Janvier 1838—S. 38. 1. 259.

Rouen, 7 Août 1841—S. 42. 2. 24.

M. DE LOYNES (BAUDRY LACANTINERIE et DE LOYNES, I, p. 472, n° 501) explique la raison de cette différence de la manière suivante : « Le vendeur, dit-il, est colloqué par préférence parce que, malgré les transformations de la chose, c'est toujours sur la valeur du meuble par lui mis dans le patrimoine du débiteur, qu'il sera payé. Au contraire, il ne peut plus revendiquer parce que, si la chose continue de subsister comme valeur, elle a perdu son individualité, condition essentielle de la revendication. »

Quelle influence aura sur le privilège du vendeur l'immobilisation de la chose vendue par l'acheteur ? La solution est très controversée.

Tout d'abord, si les meubles vendus ont été employés à la construction d'un immeuble, ou ont été incorporés définitivement à un immeuble déjà existant, tous les auteurs sont d'accord pour décider dans ce cas, que le privilège sera perdu par suite du changement de nature des meubles vendus.

Le problème est plus délicat au cas où les meubles ont été immobilisés par destination. On admet généralement cependant la possibilité pour le vendeur, en cette hypothèse, d'exercer son privilège à l'encontre des créanciers chirographaires de l'acheteur.

Rouen, 22 Mai 1811—D. Rep. V^o Priv. et Hyp. n° 362.

Caen, 1^{er} Août 1837—S. 37. 2. 401.

Cass., 24 Mai 1842—S. 43. 1. 39.

Dijon, 16 Août 1842—D. 46. 2. 65.

Au contraire, on lui refuse généralement l'exercice du privilège à l'égard des créanciers hypothécaires pour cette raison, qu'aux termes de l'article 2133, l'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué. La jurisprudence est en général en ce sens.

Cass., 9 Décembre 1835—S. 36. 1. 177.

Cass., 11 Janvier 1887—D. 87. 1. 394.

Contra Paris, 10 Juillet 1833-S. 33. 2. 472.

Dijon, 16 Août 1842-S. 46. 2. 148.

Cette solution est cependant controversée. Il nous semblerait plus équitable de distinguer suivant que l'hypothèque est antérieure ou postérieure à l'immobilisation, et de permettre au vendeur d'exercer son privilège à l'égard des créanciers hypothécaires antérieurs, pour cette raison qu'en contractant avec l'acheteur, ils n'ont pas dû compter sur le supplément de garantie que leur offre l'immobilisation des objets achetés par leur débiteur dans la suite.

Aux termes de l'article 550 § 6 du Code de Commerce, le privilège et le droit de revendication établis au profit du vendeur d'objets mobiliers par l'article 2102 4^o ne peuvent être exercés au cas de faillite du débiteur. L'article 24 de la loi du 4 Mars 1889 a établi la même déchéance au cas de liquidation judiciaire. La règle de l'article 550 § 6 du Code de Commerce n'atteint pas le privilège du bailleur, c'est une règle exceptionnelle qui ne saurait être étendue. Or, au cas où le bailleur saurait de façon évidente que les meubles de son débiteur n'ont pas été payés, sa collocation ne viendrait qu'après celle du vendeur d'effets mobiliers. L'article 550 § 6 anéantissant le privilège du vendeur, le bailleur pourra-t-il exercer son privilège sur le montant intégral du prix des meubles vendus, ou bien la part qui eût du revenir au vendeur profitera-t-elle à la masse ?

Chacune de ces deux solutions est soutenue par de bons auteurs. La jurisprudence s'est cependant rangée à l'avis qu'en ce cas, le privilège du vendeur ne pouvant pas être exercé, il doit par suite s'effacer purement et simplement devant celui du bailleur qui profite ainsi de sa disparition.

Dijon, 8 Janvier 1894-D. 95. 2. 17.

Cass., 18 Février 1895-D. 95. 1. 230.

Dans le même sens : BAUDRY LACANTINERIE et DE LOYNES, I, n^o 509.

Le mode d'application de l'article 2104 4^o présente quelques difficultés en ce qui touche les offices ministériels. Leur nature s'oppose à ce que le vendeur non payé agisse soit par l'action en résolution, soit par l'action en revendication.

Nous avons vu (p. 130) que le cessionnaire d'un office peut exercer un privilège sur le prix de cet office; il pourrait égale-

ment frapper de saisie-arrêt les sommes dues par un second cessionnaire pour se payer par privilège sur ces sommes.

Bordeaux, 2 Décembre 1842-S. 43. 2. 146.

Mais son privilège serait perdu en cas de reventes successives.

V. les arrêts rapportés *supra* sur ce cas, ces arrêts étant tous relatifs à des cessions d'offices.

Par application des principes déjà signalés, le privilège du vendeur d'un office ne pourrait être exercé au cas de faillite du cessionnaire. La jurisprudence est unanime sur ce point.

Cass., 10 Février 1857-D. 57. 1. 87.

Cass., 18 Décembre 1867-S. 68. 1. 248.

Au cas de destitution du titulaire, plusieurs cours d'appel se sont prononcées en faveur de la survivance du privilège sur la somme versée par le nouveau cessionnaire.

Paris, 11 Décembre 1834-S. 35. 2. 112.

Bordeaux, 2 Décembre 1842-S. 43. 2. 146.

Orléans, 31 Janvier 1846-D. 47. 2. 101.

Paris, 9 Janvier 1851-D. 51. 2. 69.

La Cour de Cassation, au contraire, s'est toujours prononcée contre cette solution qui est maintenant définitivement abandonnée.

Cass., 7 Juillet 1847-D. 47. 1. 257.

Cass., 13 Février 1849-D. 49. 1. 40.

Cass., 26 Mars 1849-D. 49. 1. 83.

Cass., 23 Avril 1849-D. 49. 1. 102.

Cass., 23 Mars 1853-D. 53. 1. 61.

Cass., 10 Août 1853-D. 53. 1. 325.

Cass., 30 Mai 1877-D. 79. 1. 295.

Au cas de démission volontaire ou même forcée, le droit de présentation n'étant pas perdu, le privilège du cédant subsiste.

Cass., 30 Août 1854-D. 54. 1. 286.

Orléans, 7 Juillet 1876-D. 77. 2. 83.

Bordeaux, 10 Février 1891-D. 92. 2. 17.

Enfin, au cas de suppressions d'offices, l'indemnité qui est versée au titulaire représente bien la valeur vénale de l'office. Aussi est-on d'accord pour conserver également le privilège du cédant en ce cas.

Cass., 11 Avril 1865-D. 65. 1. 192.

Cette question du privilège du vendeur d'effets mobiliers

exigerait certainement une réglementation complète qui, en consacrant la plupart des solutions admises, mettrait fin à bien des controverses. Nous disons la plupart, car il nous paraîtrait bon d'accorder un privilège à celui qui a cédé un office, même au cas de destitution du titulaire (1). Nous accorderions également la préférence à la solution que nous avons proposée au sujet du privilège du vendeur de meubles immobilisés à l'encontre des créanciers hypothécaires.

Revendication. Outre le privilège, l'article 2102 4° accorde au vendeur d'effets mobiliers le droit de les revendiquer tant qu'ils ne sont pas payés. Toutefois, la revendication est soumise à des conditions très rigoureuses. Il faut :

- 1° Que la vente ait été faite sans terme;
- 2° Que la chose vendue soit encore en la possession de l'acheteur;
- 3° Qu'elle soit encore dans le même état;
- 4° Que la revendication soit exercée dans un délai de huitaine à partir de la livraison.

Si ces conditions ne donnent lieu à aucune difficulté pratique, il en est tout autrement du point de savoir quelle est la nature exacte de la revendication accordée par l'article 2102 4°. Les uns ont voulu y voir un cas de résolution du contrat; M. TROPLONG (I, n° 193) l'a considérée comme une annulation de la convention opérée de plein droit par la volonté de la loi; M. PLANIOL (II, n° 1549) a voulu y voir « une dérogation implicite à l'article 1583, consistant dans le maintien de la propriété au profit du vendeur de meubles, tant qu'il n'est pas payé ». Ces diverses théories n'ont cependant pas prévalu, et la majorité des auteurs se rallient à un dernier système, d'après lequel la revendication n'aurait pour but ici que de remettre le vendeur en possession de la chose aliénée pour lui permettre d'opposer le droit de rétentio que lui confère l'article 1612 dans les ventes sans terme. Bien qu'il soit peu probable que telle ait été la pensée des auteurs du Code, on doit cependant s'en tenir à cette dernière solution,

(1) Une proposition en ce sens présentée au Sénat par M. Thézard n'a pas abouti. (Séance du 8 Mars 1892. J. off. du 9 Mars 1892).

pour cette raison que c'est la seule en harmonie avec l'ensemble des dispositions légales.

Privilège de l'aubergiste. Ce privilège de création relativement moderne est fondé sur une constitution tacite de gage (1). Il porte sur les effets transportés dans l'auberge par le voyageur. Mais de même que le privilège du gagiste n'est possible que tant que le créancier est nanti, de même l'aubergiste perd son privilège en perdant la possession des choses sur lesquelles il porte. Cependant, si ces choses avaient été perdues ou volées, on admet que l'aubergiste pourrait les revendiquer en se fondant sur l'art. 2279, al. 2.

Mais que décider si c'est le voyageur lui-même qui a enlevé clandestinement les objets soumis au privilège ? Ici, il n'y a pas vol au sens technique du mot (art. 379 C. Pénal) : l'aubergiste n'aura-t-il donc aucun recours ?

D'après un premier système qui se fonde sur le laconisme de l'art. 2102 5°, on lui refuse tout droit de revendication. D'autres appliqueraient même à ce cas l'art. 2279 § 2. C'est certainement étendre ce texte hors de ces limites.

Un dernier système enfin assimile l'aubergiste au bailleur d'une maison, et lui accorde, comme à ce dernier, le droit de revendiquer dans le délai de quinze jours. En ce sens : BAUDRY LACANTINERIE et DE LOYNES, t. 1^{er}, n° 549.

Que ce système soit équitable, cela est certain ; mais que ce soit celui prévu par le législateur, ceci est plus douteux. Aussi, jusqu'à ce que l'on ait comblé la lacune du Code à cet égard, estimons-nous toute revendication impossible de la part de l'aubergiste dans le dernier cas que nous venons d'examiner.

Privilège du voiturier. Comme le privilège de l'aubergiste, le privilège du voiturier est fondé sur un gage tacite.

Cass., 13 Avril 1840-S. 40. 1. 289.

Rouen, 23 Mars 1844-S. 45. 2. 137.

Lyon, 11 Juillet 1857-S. 58. 2. 6.

D'où il résulte qu'avec la perte de la possession de la chose

(1) M. Planiol fait au contraire dériver du droit de rétention le privilège de l'aubergiste ainsi que celui du voiturier (II n° 2588).

voiturée par la remise au destinataire, le privilège se trouve en fait éteint.

Cass., 13 Avril 1840-S. 40. 1. 289. précité.

Rouen, 23 Mars 1844. précité.

Paris, 29 Août 1855-S. 56. 2. 109.

Lyon, 11 Juillet 1857, précité.

Signalons également un dernier privilège accordé par l'art. 2102 7^o pour les créances résultant d'abus et prévarications commis par des fonctionnaires publics et officiers ministériels. Ce privilège porte sur le cautionnement que la Loi les astreint de verser lors de leur entrée en charge (1).

Après avoir ainsi déterminé les différents privilèges spéciaux sur certains meubles, le Code a complètement omis de régler le rang qu'ils doivent occuper, soit entre eux, soit lorsqu'ils se trouvent en concurrence avec les privilèges généraux. Certains ont voulu voir dans ce fait une lacune de la loi. Nous croyons au contraire que le législateur a agi sagement en ne définissant pas étroitement le rang que les privilèges doivent occuper entre eux. Leur classement varie suivant chaque espèce, d'après une foule de circonstances accidentelles qu'il est impossible de classer méthodiquement. Aucune règle générale ne peut être posée sur ce point qui, à notre avis, doit être laissé à l'appréciation entière du Juge.

2^o *Hypothèques*. Aux termes de l'article 2119, « les meubles n'ont pas de suite par hypothèque ». Cette formule malheureuse qui laisserait croire cependant que les meubles sont susceptibles d'une hypothèque conférant un droit de préférence, est heureusement complétée par l'article 2118 qui décide que « sont *seuls* susceptibles d'hypothèque les biens immobiliers ». Tous les auteurs sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître que, par suite de la comparaison de ces deux articles, l'hypothèque mobilière n'existe pas dans nos Codes.

Depuis cette époque cependant, diverses exceptions ont été apportées à cette règle générale, et des lois postérieures ont

(1) Il importe de rappeler une tentative intéressante faite par M. Labbé pour établir en dehors des textes des privilèges sur certaines créances (Labbé. *Revue critique*. Année 1876 p. 571 et 665).

autorisé diverses formes de garanties ressemblant à l'hypothèque, mais uniquement sur des meubles très importants, ayant d'ailleurs un point d'attache fixe permettant d'établir une certaine publicité.

Hypothèque maritime. Les navires ont un port d'attache qui permet de les localiser ; de plus, leur transfert ne peut être effectué que par une mutation en douane. Ces deux faits ont permis d'établir à leur égard un système d'hypothèque. Ce droit a été formellement reconnu par la loi du 10 Décembre 1874, remplacée ensuite par celle du 10 Juillet 1885.

Antérieurement à ces lois, la pratique avait essayé de tourner les textes existants et d'établir la mise en gage des navires sous forme d'une vente simulée (1).

Rennes, 29 Décembre 1849—D. 52. 2. 8.

Cass., 2 Juillet 1856—D. 56. 1. 427.

Cass., 9 Juillet 1877—D. 77. 1. 417.

Cette vente simulée avait des effets désastreux pour le gagiste qui, aux yeux des tiers, passait pour véritable propriétaire, et se voyait ainsi personnellement tenu de toutes les dettes afférentes au navire.

Pour remédier à cet inconvénient, on eût alors recours à une mention de gage sur les registres de la douane et au dos de l'acte de francisation. Cette forme cependant n'opérait pas le dessaisissement exigé par l'article 2076 pour la mise en gage, aussi fût-elle repoussée par la jurisprudence.

Bordeaux, 6 Août 1856, rapporté par VAVASSEUR (*Du Nantissement des Navires*).

Caen, 12 Juillet 1870—S. 71. 2. 57.

Cass., 19 Mars 1872—S. 72. 1. 137.

C'est pour remédier à tous ces inconvénients que la loi du 10 Décembre 1874 a autorisé l'hypothèque maritime. Notons toutefois que cette hypothèque ne peut être que conventionnelle, et qu'elle est soumise à des formes spéciales réglées par la loi du 10 Juillet 1885.

Nantissement des fonds de commerce. Les fonds de commerce

(1) V. sur ce point de Valroger. Revue pratique. Année 1873—p. 82.

sont meubles. Tout le monde est d'accord sur ce point. Ce sont des meubles composites d'une nature particulière; on les range généralement cependant dans la classe des meubles incorporels. La valeur souvent importante des fonds de commerce a fait surgir de bonne heure l'idée de s'en servir comme instruments de crédit. Mais quelles seront alors les formes à employer, vu la nature particulière de ce genre de meubles ?

La jurisprudence a varié à plusieurs reprises sur ce point.

Certains arrêts, et ce sont d'ailleurs les plus nombreux, admettaient la possibilité du nantissement d'un fonds de commerce à condition de remplir certaines formalités analogues à celles exigées par les articles 2074 et 2075 (Remise au créancier du contrat de bail et du titre d'acquisition du fonds avec signification du contrat de nantissement au bailleur).

Cass., 13 Mars 1888-D. 88. 1. 351.

Riom, 30 Mars 1892-D. 92. 2. 220.

Paris, 26 Février 1895-S. 97. 2. 90.

Paris, 4 Janvier 1896-S. 97. 2. 95.

Paris, 6 Juin 1896-D. 96. 2. 471.

Paris, 22 Octobre 1896-D. 97. 2. 343.

La facilité d'opérer des nantissements accordée par la plupart des décisions de jurisprudence créait de nombreux dangers pour les tiers qui n'avaient aucune connaissance de la mise en gage des fonds de commerce. Un revirement se produisit, surtout de la part des tribunaux de commerce qui exigèrent la dépossession du débiteur pour la validité de la mise en gage.

Trib. Com. Seine, 3 Septembre 1890-J. la Loi du 26 Décembre 1890.

Trib. Com. Seine, 24 Août 1893, sous Paris, 26 Février 1895-S. 97. 2. 90.

Trib. Com. Seine, 18 Janvier 1896-S. 97. 2. 96.

V. dans le même sens : Paris, 26 Juillet 1851-D. 52. 2. 218.

Cette résistance des tribunaux de commerce amena avec elle la nécessité de régler législativement la question. La Loi du 1^{er} Mars 1898 autorisa le nantissement des fonds de commerce sans dessaisissement en organisant un système de publicité capable de protéger efficacement les intérêts des tiers. Poussé par l'opinion, le législateur dut voter la Loi très hâtivement (Proposition du 12 Novembre 1897). Aussi ne tarda-t-on pas à ren-

contrer quelques lacunes dans les points de détail. Il est notamment incompréhensible de voir un fonds grevé à perpétuité d'un nantissement alors même que son propriétaire se serait entièrement libéré. Une proposition tendant à reviser la loi du 1^{er} Mars 1898 a donné naissance à la Loi du 19 Mars 1909 qui réglemente minutieusement les formes des nantissements sur les fonds de commerce.

Les formalités prescrites offrent une grande ressemblance avec celles indiquées dans le Code Civil et le Code de Procédure, relativement au mode d'inscription, de radiation, de purge et de réalisation des hypothèques, notamment en ce qui concerne l'action résolutoire du vendeur.

Aux termes de la loi nouvelle, le contrat de nantissement est constaté par acte authentique ou sous seings privés. Le privilège qui en résulte s'établit par le seul fait de l'inscription sur un registre public tenu au greffe du Tribunal de Commerce du ressort où est exploité le fonds. Ces inscriptions sont renouvelables tous les cinq ans. De plus, en matière de vente de fonds de commerce, la loi nouvelle a établi une certaine publicité usitée auparavant dans certains endroits, mais qui n'était pas obligatoire. Pour pouvoir rendre la vente opposable aux tiers, l'acquéreur doit faire insérer dans un journal local un extrait de l'acte de vente. Cette publication doit être renouvelée du huitième au quinzième jour après la première insertion et les oppositions doivent être faites avant l'expiration du délai de dix jours qui suit la seconde insertion. Cette publicité obligatoire est une très sage mesure qui mettra fin à bien des fraudes. La vente sur saisie du fonds enfin se fait dans des formes identiques à celles usitées en matière immobilière.

C'est avec raison, croyons-nous, que le législateur s'est inspiré des dispositions inscrites dans nos Codes relativement aux immeubles pour réglementer une forme de propriété qui offre de nombreux points de ressemblance avec la propriété immobilière.

Warrants agricoles. De même que le créancier nanti sur un fonds de commerce, le porteur d'un warrant agricole n'a, en vertu de la loi du 18 Juillet 1898 qu'un droit de préférence sans droit de suite. Aux termes de cette Loi, tout cultivateur peut warranter sans s'en dessaisir les produits industriels et agricoles

provenant de l'exploitation de son fonds, mais seulement ceux énumérés dans l'art. 1^{er} de la loi. Les formes et les effets du warrant agricole ont été minutieusement réglés par la Loi même; il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

CHAPITRE VIII

De la propriété et de la possession des meubles.

1^o *Propriété.* L'aliénation volontaire de la propriété, qui, en droit romain, ne s'effectuait qu'avec l'emploi de certaines formes déterminées, s'opère dans le droit actuel par le seul consentement des parties. La règle est posée dans l'article 1138 corroboré par les art. 711, 938 et 1583.

La règle est générale et s'applique aux meubles et aux immeubles.

Le principe posé, le législateur semble y avoir apporté une restriction considérable dans l'art. 1141, relativement aux choses mobilières. Aux termes de cet article, « si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi ». Il semble résulter de ce texte que, relativement aux choses mobilières, la tradition est nécessaire pour en faire acquérir la propriété, et que le seul consentement des parties est insuffisant.

On peut cependant justifier cette solution sans aboutir à un résultat aussi rigoureux. L'art. 1141 n'est en somme qu'un corollaire de l'art. 2279. En fait, le premier acquéreur est bien devenu propriétaire de la chose par le seul effet de l'accord de volonté avec l'aliénateur, mais s'il ne peut se prévaloir de sa propriété pour revendiquer la chose contre le second acquéreur, c'est que celui-ci se trouvant en possession, a, de par la Loi, le moyen de s'opposer à son action à l'aide de l'article 2279. Cette corrélation entre les deux articles est évidente. Comme

l'art. 2279, l'art. 1141 ne s'applique que sous la double condition que la chose aliénée soit « purement mobilière et que l'acquéreur soit de bonne foi ». Ce sont là, ainsi que nous le verrons dans la suite, les deux conditions d'application de l'article 2279.

Mais de même que l'art. 2279 ne s'applique qu'aux meubles corporels susceptibles de tradition réelle, de même aussi l'art. 1141 n'a trait qu'à cette catégorie de biens. C'est sur ce principe qu'il a été jugé que, dans le concours de deux cessionnaires successifs d'une même créance, celui-là doit être préféré et réputé propriétaire de la créance cédée, qui le premier a notifié sa cession au débiteur cédé, encore que l'autre cessionnaire ait été seul mis en possession du titre de créance.

Bordeaux, 26 Août 1831-S. 32. 2. 75.

Caen, 10 Février 1832-S. 32. 2. 394.

Cass., 29 Août 1849-S. 50. 1. 193.

Montpellier, 4 Janvier 1853-S. 53. 2. 266.

L'objection tirée de l'art. 1141 écartée, il résulte donc du principe posé par l'art. 1138 que l'acquéreur de meubles en devient immédiatement propriétaire par le seul effet du consentement des parties encore que la tradition n'en ait pas été effectuée. Par suite, les créanciers du vendeur ne pourraient saisir entre ses mains les meubles par lui vendus, bien qu'ils n'aient pas été livrés. Après quelques hésitations, la Jurisprudence s'est définitivement prononcée en ce sens.

Cass., 24 Juin 1845-S. 46. 1. 551.

Douai, 5 Février 1848-S. 48. 2. 472.

Dijon, 27 Juin 1864-S. 64. 2. 183.

Peut-être serait-il à souhaiter de voir introduire une distinction dans ce dernier cas, et décider que le consentement des parties n'a d'effet translatif qu'entre les parties contractantes. En exigeant la tradition effective pour parfaire la vente à l'égard des tiers, on éviterait ainsi bien des procès, en sauvegardant, d'une façon plus efficace, l'intérêt de nombreuses personnes qui ont le plus souvent ignoré en fait les cessions consenties par leur auteur, et auxquelles la Loi n'offre la plupart du temps comme garantie que la voie périlleuse de l'art. 1167. L'intérêt général réclame impérieusement cette réforme.

Relativement au droit de propriété, il est fort étonnant que l'on ne trouve dans nos Codes aucune disposition relative à la

preuve du droit de propriété. Il est vrai que le codificateur, relativement aux meubles, n'ayant devant les yeux que la propriété mobilière corporelle, tenait pour suffisante la preuve attestant à la possession consacrée par l'article 2279. Cependant, il est toute une catégorie de meubles pour lesquels la possession ne saurait constituer une preuve suffisante de leur propriété, ce sont les meubles incorporels, à l'exception toutefois des titres au porteur. Pour ces derniers titres d'ailleurs, au cas de perte ou de vol, la Loi du 15 Juin 1872, modifiée par celle du 8 Février 1902, a organisé, au profit de leur propriétaire, un moyen de se faire restituer contre les effets de cette perte. Par contre, il est des meubles corporels pour lesquels la simple possession ne saurait valoir titre. Ce sont tout d'abord les meubles du domaine public qui sont hors du commerce et par suite non susceptibles d'appropriation, et enfin les navires dont la propriété ne peut se transmettre que par écrit.

Vis-à-vis des meubles incorporels, la preuve la plus exacte de leur propriété se trouvera dans les écrits constatant les diverses transmissions dont ils ont pu faire l'objet. Et d'ailleurs, pour une partie très importante de meubles incorporels, les fonds de commerce, la loi du 17 Mars 1909 a rendu l'écrit obligatoire, en forçant l'acquéreur à faire deux insertions « d'un extrait de l'acte de vente ».

2^o *Possession*. Aux termes des deux premiers projets de CAMBACÈRES, l'acquisition de la propriété des meubles par la possession pendant le délai de deux ans consacrait la solution admise par le droit romain.

Premier projet, art. 116. « La possession des meubles et effets mobiliers, tenus autrement qu'à titre universel, et hors le cas de vol, en opère la prescription par deux ans. Les actions et créances ne sont point comprises dans cette disposition. (FENET, t. 1^{er}, p. 62.)

Deuxième projet, art. 139. « Les meubles et effets mobiliers, possédés autrement qu'à titre d'héritier, et hors le cas de vol, à l'égard de celui qui a commis le délit, se prescrivent par deux ans. (FENET, t. 1^{er}, p. 122.)

Au contraire dans le troisième projet de CAMBACÈRES, sans que rien d'ailleurs dans le discours préliminaire explique ce changement, c'est la prescription instantanée qui est consacrée.

Troisième projet, art. 688. « La possession d'un meuble en fait présumer la propriété, hors à l'égard de celui qui l'a volé. »

Art. 689. « Nul ne peut réclamer un meuble volé ou perdu sur celui qui l'a acheté dans une vente par justice, dans une foire ou dans un marché. » (FENET, t. 1^{er}, p. 275.)

« Les meubles se transmettent par la seule tradition; ainsi en fait de meubles, la possession vaut titre. Mais si le meuble a été perdu ou volé, le propriétaire pourra le revendiquer pendant trois ans à compter du jour de la perte ou du vol contre celui qui en est saisi, sauf le recours de ce dernier sur celui duquel il le tient. » (LOCRÉ, t. XVI, p. 598.) Exposé du tribun GOUPII, au Corps législatif.

Le Code a adopté cette dernière manière de voir et a consacré la maxime de BOURJON dans l'art. 2279.

Quel est le sens de la maxime adoptée par le législateur ?

On considère aujourd'hui cet article comme offrant en dernière analyse au possesseur de meubles une exception péremptoire, lui permettant de repousser l'action en revendication exercée contre lui par le propriétaire.

Pour que la règle s'applique, il faut donc que l'action exercée soit la revendication, et que, de plus, cette action porte sur un objet mobilier corporel.

Par suite, l'exception ne saurait être admise au cas où l'action exercée serait une action personnelle en restitution. C'est ce qui explique son inapplicabilité de la part du voleur actionné par le propriétaire en restitution de la chose au moyen d'une demande en restitution basée sur l'action née du délit.

De même la règle de l'art. 2279 et l'exception qui en est la conséquence ne sauraient être applicables aux meubles incorporels, ceux-ci ne pouvant être l'objet d'une revendication. Le premier projet de CAMBACÉRÈS était formel sur ce point et la Jurisprudence ne s'est jamais démentie.

Cass., 10 Février 1832-D. Rep. V^o Vente n^o 1747.

Cass., 4 Mai 1836-D. Rep. V^o Biens n^o 214.

Cass., 11 Mars 1839-D. Rep. V^o Prescrip. civile n^o 278.

Cass., 14 Août 1840-D. Rep. V^o Prescrip. civile n^o 700.

Grenoble, 15 Avril 1845-D. 46. 2. 208.

Cass., 7 Février 1849-D. 49. I. 41.

Douai, 5 Janvier 1873-D. 74. I. 145.

Cass., 4 Juillet 1876-D. 77. 1. 33.

Lyon, 28 Novembre 1888-D. 90. 2. 216.

Pour la même raison, l'art. 2279 est inapplicable aux universalités juridiques.

Il ne saurait être non plus applicable aux navires (arg. art. 190, 195, 196 C. Com.) La jurisprudence est formelle en ce sens.

Cass., 18 Janvier 1870-D. 70. 1. 127.

Voir cependant un arrêt de Bordeaux 19 Janvier 1894-D. 96. 2, 257. note de M. LEVILLAIN, qui déclare l'art. 2279 comme pouvant être applicable aux yachts de plaisance qui sont de petits navires.

Les titres au porteur, au contraire, étant susceptibles de tradition manuelle par suite de l'incorporation de la créance dans le titre, sont soumis à la règle de l'art. 2279.

Paris, 7 Mars 1851-D. 52. 5. 427.

Cass., 15 Avril 1863-D. 63. 1. 396.

Nancy, 8 Février 1873-D. 73. 2. 27.

Cass., 4 Juillet 1876-D. 77. 1. 33.

Aix, 5 Février 1879-D. 80. 2. 211.

Cass., 15 Avril 1890-D. 91. 1. 388.

Nous venons de voir les différents cas d'application de l'art. 2279 (1), il nous reste à rechercher le fondement juridique sur lequel est basé cet article.

Certains l'expliquent par l'effet d'une prescription instantanée. Comme preuves à l'appui, on invoque la place de l'art. 2279 inscrit dans un chapitre intitulé « Du temps requis pour prescrire », et dans une section qui a comme titre « De quelques prescriptions particulières ».

MARCADÉ, sur l'art. 2279. DEMOLOMBE, t. IX, p. 535.

Malgré ses avantages pratiques, cette solution n'a pas triomphé en Doctrine, pour la double raison qu'elle est en désaccord avec la tradition historique, et que, de plus, l'idée d'une prescription instantanée est incompatible avec la définition de la prescription donnée par la Loi.

D'autres invoquèrent l'idée d'un mode d'acquisition « *lege* ».

(1) V. sur les reproches adressés à l'article 2279. Van Bemmelen « Le système de la propriété mobilière », p. 432.

COLMET DE SANTERRE, VIII, n° 387 *bis*.

VAN BEMMELEN, précité, p. 407.

Cette seconde manière de voir a été généralement repoussée pour cette raison qu'elle ne donne aucune explication réelle du fondement de l'article 2279, en élucidant la question d'une façon tout à fait arbitraire.

La théorie généralement admise considère l'article 2279 comme un cas d'application de l'article 1352, créant au profit du possesseur une possession légale n'admettant pas la preuve contraire. La seule ressource laissée au propriétaire serait en cas de mauvaise foi du possesseur, une action en restitution basée sur les articles 1372 et 1383.

AUBRY et RAU, II, p. 145.

PLANIOL, I, n° 2496.

Malgré son rigorisme, ce système rallie aujourd'hui la majorité des suffrages. Au fond, cette controverse ne présente pas grand intérêt pratique, ainsi que le fait remarquer M. GÉNY (*Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, n° 72, p. 142). Dans l'application de l'article 2279, on recherche surtout le côté utilitaire qu'il présente, sans s'occuper du fondement sur lequel il repose.

C'est en ce sens que la Jurisprudence a voulu voir dans cette disposition une présomption légale susceptible d'être combattue par la preuve contraire.

Cass., 14 Février 1877-D, 77. I. 320.

Nancy, 30 Décembre 1891-D. 92. 2. 441. et la note de M. PLANIOL.

Cass., 1^{er} Février 1893-D. 94. I. 278.

Ceci dit, quels sont les caractères que doit avoir la possession du détenteur pour qu'il puisse opposer l'exception tirée de l'article 2279 ?

Trois systèmes ont été proposés par les juristes sur cette question.

Un premier système, adopté par la jurisprudence, exige deux conditions essentielles pour que la possession du détenteur crée à son profit une présomption de propriété. Ce sont le juste titre et la bonne foi. A défaut d'une seule de ces conditions, le possesseur perd le bénéfice de l'exception. Ce premier système est traditionnel et a été suivi par la plupart des auteurs.

MARCADÉ, sur l'article 2279.

DEMOLOMBE, IX, p. 535.

BAUDRY LACANTINERIE et TISSIER, I, n° 871.

Cass., 2 Janvier 1860-S. 61. I. 543.

Cass., 18 Décembre 1894-D. 95. I. 364.

Un second système qui se fonde sur le laconisme du texte de l'article 2279, n'exige pour l'application de la règle ni juste titre, ni bonne foi. La jurisprudence ne s'est jamais ralliée à cette opinion.

MM. AUBRY et RAU (II, p. 116) ont créé un dernier système, en posant la question sous une forme quelque peu différente. D'après eux, le législateur ne s'est pas occupé et n'a pas eu à s'occuper de la question de bonne ou mauvaise foi du détenteur. La règle de l'article 2279 est générale et s'applique aussi bien au cas de mauvaise foi que de bonne foi. Dès lors, l'action en revendication ne peut être exercée à l'encontre d'un possesseur, fût-il de mauvaise foi; mais, dans ce cas, le propriétaire sera admis à actionner le détenteur au moyen d'une action personnelle en restitution fondée sur les articles 1372 et 1383 du Code Civil.

D'après ces savants auteurs, la règle de l'article 2279 est fondée sur la nécessité, déjà reconnue dans l'ancien droit, « d'assurer aux meubles une prompte circulation et d'accorder toute sûreté au commerce ». Par suite, la pratique ne saurait être admise à enfermer dans d'étroites limites une règle pour l'exercice de laquelle le législateur n'en a imposé aucune.

Logiquement, ce dernier système est seul d'accord avec l'esprit probable de la loi. Il a de plus l'avantage pratique de déterminer nettement les cas où le propriétaire pourra agir contre le possesseur, en retirant au juge le soin d'apprécier la bonne ou mauvaise foi du détenteur. Il n'est enfin, sous une autre forme, que la formule dans laquelle on pourrait faire rentrer le cadre que la jurisprudence a assigné à l'article 2279.

Le principe posé, le législateur y a apporté deux dérogations au cas de perte ou de vol. La revendication est exceptionnellement admise dans ces deux hypothèses, qui ne sauraient d'ailleurs être étendues. Le mot « néanmoins » qui se trouve placé à la tête de cette disposition indique formellement qu'il s'agit d'une exception limitative. Cette exception est traditionnelle,

et ne peut être invoquée que dans certaines conditions prévues aux articles 2279 § 2 et 2280, conditions sur lesquelles il n'y a pas lieu de nous arrêter plus longuement.

APPENDICE

Des titres au porteur perdus ou volés.

L'article 2279, et par suite, l'article 2280, sont applicables, ainsi que nous l'avons vu, aux titres au porteur. La nature spéciale de ce genre de meubles, l'espèce d'individualité qui les caractérise, leur mode de transfert en bourse, leur valeur intrinsèque enfin eussent dû s'opposer à une assimilation complète avec les meubles corporels, notamment en cas de perte ou de vol. La loi cependant n'a pas fait de distinction, ou plutôt elle a oublié de tracer les règles applicables à cette forme de propriété. L'assimilation des valeurs au porteur aux meubles corporels, faite dans la suite par la jurisprudence, est complètement artificielle et ne s'appuie sur aucun texte positif. Les juges ont subi l'influence passive des faits, et la nécessité de solutionner les litiges relatifs à cette catégorie de meubles les a obligés, en l'absence de textes précis, à leur appliquer les règles du Code qui leur paraissaient les mieux appropriées, celles relatives aux meubles corporels.

La jurisprudence appliqua donc à cette catégorie de biens meubles les règles des articles 2279 et 2280, en autorisant notamment la revendication pendant trois ans des titres au porteur perdus ou volés

Nancy, 8 Février 1873-D. 73. 2. 26.

Cass., 25 Mars 1891-D. 92. 1. 301.

Par suite, si le titre a été acheté en Bourse, la revendication n'est possible qu'à charge de rembourser le prix qu'il a coûté.

Paris, 9 Décembre 1839-S. 40. 2. 113.

Au point de vue de la revendication, et d'après les principes généraux, l'escroquerie ne saurait être assimilée à la perte et au vol.

Cass., 20 Mai 1835-S. 35. 1. 321.

Paris, 21 Novembre 1835-S. 36. 2. 181.

Rouen, 10 Mars 1836-S. 36. 2. 193.

Contra Dijon, 28 Novembre 1856-S. 57. 2. 223.

Il en serait de même de l'abus de confiance.

Cass., 9 Mars 1846-D. 48. 2. 16.

Paris, 7 Mars 1851-S. 52. 2. 38.

Cass., 22 Juin 1858-D. 58. 1. 238.

Cass., 23 Décembre 1863-D. 65. 1. 81.

Cass., 6 Juillet 1886-D. 87. 1. 25.

et nombreux arrêts de Cours d'Appel.

Cependant certaines règles spéciales, tenant à la nature même de ces titres, prirent bientôt naissance dans la Jurisprudence.

On décida notamment que la boutique d'un changeur n'est pas un marché public, et que la Bourse est le seul lieu donnant à l'acheteur la garantie de l'art. 2280; dès lors, les valeurs achetées par lui dans sa boutique peuvent être revendiquées, sans qu'il puisse se prévaloir du bénéfice de l'art. 2280.

Paris, 9 Décembre 1839-D. 40. 2. 116. précité.

Paris, 10 Novembre 1858-S. 58. 2. 661.

Paris, 6 Juin 26 Août et 9 Novembre 1864-D. 65. 2. 54.

Paris, 21 Avril 1874-S. 74. 2. 148.

Cass., 21 Novembre 1877-S. 78. 1. 407.

Il en serait de même au cas où le marché aurait été fait par l'intermédiaire d'un banquier.

Paris, 15 Janvier 1885-D. 85. 2. 216.

La Jurisprudence déclara les agents de change non garants de l'individualité des personnes pour le compte desquelles ils faisaient des négociations.

Trib. Seine, 4 Décembre 1845-D. 46. 3. 39. cassé par Paris 11 Juin 1847-D. 47. 2. 154, ce dernier arrêt cassé à son tour par Cass., 21 Novembre 1848-D. 48. 1. 239.

Cependant la Jurisprudence est assez hésitante. De nos jours, on semble vouloir astreindre l'agent de change à garantir même l'individualité des gens pour lesquels il opère.

Paris, 21 Février 1896-D. 96. 2. 190.

Marseille. 27 Mai 1907-D. 08. 5. 6.

En tous cas, les Tribunaux ont toujours considéré la responsabilité de l'agent de change comme engagée en cas d'impru-

dence de sa part dans la négociation opérée au mépris d'une opposition faite par acte judiciaire ou même par simple lettre chargée.

Paris, 23 Février 1846-D. 46. 2. 218.

Cass., 21 Novembre 1848-D. 48. 1. 240.

Paris, 8 Novembre 1859-S. 59. 2. 487.

Cass., 10 Juillet 1860-D. 60. 1. 463.

Paris, 16 Mai 1862-S. 62. 2. 441.

Paris, 25 Janvier 1868-S. 68. 2. 42.

Cass., 5 Mai 1874-D. 74. 1. 291.

Vis-à-vis des compagnies, la question était plus délicate à résoudre. Le propriétaire dépossédé ne pouvait obtenir ni duplicata, ni remboursement du capital, ni même le service des intérêts. Le titre perdu ou volé ayant pu être acquis en effet par un tiers de bonne foi, la compagnie eût pu se trouver tenue de garantir ce dernier. La Jurisprudence a fourni sur ce point un nombre considérable de solutions en sens divers.

Certains arrêts décidèrent que celui qui a perdu des actions au porteur ne peut en demander le remboursement à la compagnie, ni obtenir un duplicata, même en fournissant des garanties.

Paris, 23 Juillet 1836-D. Rep. V^o Société n^o 1576.

Cass., 5 Décembre 1837-D. Rep. V^o Effets de Comm. n^o 925.

Cependant, il fut jugé qu'au cas de vol constaté en justice, la Compagnie était tenue de fournir un duplicata, sauf à exiger des garanties suffisantes.

Paris 3 Juillet 1838
et sur pourv. Cass. 15 Nov. 1841. { D. Rép. V^o Eff. de Com. N^o 925.

Toutefois les nouveaux titres délivrés sont nominatifs et n'ont d'autre effet que d'autoriser l'actionnaire à toucher cinq ans après leur échéance, les intérêts afférant aux titres primitifs.

Trib. Com, Paris, 14 Février 1853-D. 54. 3. 18.

La Jurisprudence décida enfin que le propriétaire dépouillé ne pouvait, même en fournissant caution, exiger la délivrance d'un duplicata, son droit se bornant en ce cas à toucher à la caisse des Dépôts et Consignations les dividendes déposés cinq ans après leur échéance.

Paris, 27 Février 1854-D. 55. 2. 244.

Paris, 29 Juillet 1857-D. 57. 2. 171.

Paris, 13 Mai 1865-D. 66. 2. 145.

Entre temps, deux arrêts du Tribunal de Commerce de la Seine (20 Novembre 1860 et 24 Janvier 1861—D. 61. 3. 80) autorisaient l'opposant à se faire remettre de nouveaux titres en duplicata au bout de trente ans.

Cette rigueur, d'ailleurs nécessaire, de la Jurisprudence, donna naissance à de nombreuses pétitions. En 1861, un propriétaire, Monsieur TROVAUX, dépouillé de six cent mille francs de titres au porteur, n'ayant pu obtenir satisfaction, ouvrit un concours dans *Le Siècle* à l'effet de rechercher les réformes à introduire dans la législation. Le Sénat fut saisi de la question en 1862, mais le projet n'eût pas de suites. La question fut reprise en 1871, une première Loi du 12 Mai 1871 frappa d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité pendant trente ans tous les biens soustraits pendant la Commune. On s'occupa ensuite de solutionner d'une façon générale les difficultés relatives aux titres au porteur perdus ou volés. Un projet de loi fut présenté à l'Assemblée Nationale le 27 Juillet 1871 et a donné naissance à la loi du 15 Juin 1872. Cette loi est inapplicable aux rentes sur l'Etat et aux Billets de la Banque de France (art. 16). Les billets de la Banque de France, faisant l'office de monnaie, rentrent jusqu'à un certain point dans la catégorie des choses fongibles ; on comprend par suite cette exception. Celle relative aux titres de rentes sur l'Etat, est plus critiquable. On ne peut la considérer que comme un corollaire de l'art. 4 de la loi du 8 Nivôse an VI qui établit l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat. Dans la pratique, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, le Trésor consent à tenir compte à titre purement officieux des oppositions qui lui sont faites, et délivre en cas de perte ou de vol un duplicata moyennant un cautionnement en valeurs nominatives pour une somme équivalant au capital du titre perdu, augmenté de cinq années de dividendes. Cependant, les rentes sur l'Etat étant imprescriptibles, le cautionnement était indéfiniment retenu. La loi de 1872 a remédié à cet inconvénient.

Aux termes de l'article 16 *in fine* de cette loi, le cautionnement doit être restitué au bout de 20 ans en cas de non-opposition, et, après ce délai, le Trésor demeure entièrement libéré envers le porteur éventuel du titre primitif.

Le mécanisme de la loi de 1872 est très simple. Le propriétaire dépossédé fait, par exploit d'huissier, *opposition au paie-*

ment du capital et des intérêts des titres au porteur adirés entre les mains de la Compagnie débitrice.

Au bout d'un an, s'il n'est pas survenu de contre-opposition, et si deux termes de dividendes au moins ont été mis en distribution, l'opposant se pourvoit devant le Président du Tribunal de son domicile afin d'être autorisé à toucher les intérêts échus et à échoir, à charge cependant de fournir caution.

Au bout de trois ans, la caution est déchargée et l'opposant continue à percevoir les intérêts au fur et à mesure de leur échéance.

Au bout de dix ans, et cinq années au moins après l'ordonnance du Président du Tribunal autorisant à toucher le capital en cas d'exigibilité, l'opposant peut toucher le capital. A l'expiration du même délai, il est en droit de se faire délivrer, à ses frais, un duplicata qui représentera complètement le titre original.

A défaut de caution, l'opposant peut fournir un nantissement en rentes sur l'État ou en valeurs mobilières acceptées par la Compagnie débitrice. S'il se présente un tiers porteur, la Compagnie retient les titres, prévient l'opposant et laisse la justice faire l'attribution.

En outre, et afin de prévenir le transfert des titres, l'opposant fera par exploit d'huissier une *opposition à la négociation* au Syndicat des agents de change de Paris. La publication des numéros des titres adirés est faite au Bulletin des oppositions un jour franc au plus tard après cette opposition. A partir de cette publication, le titre ne peut plus être valablement négocié en Bourse ou hors Bourse.

La seule ressource laissée au tiers porteur négligent et de bonne foi sera son recours personnel contre l'opposant.

Signalons enfin qu'aux termes de l'article 1^{er} de cette loi, la revendication est ouverte au propriétaire dépossédé, quelle que soit la cause de la dépossession. Il n'y a plus lieu dès lors de différencier les cas d'escroquerie et d'abus de confiance de ceux de perte ou de vol.

La loi de 1872 a apporté une dérogation importante à la règle des articles 2279 et 2280 en autorisant la revendication du meuble adiré en toutes circonstances et à l'égard de tous détenteurs, fussent-ils même de bonne foi. La loi établit en somme, une

présomption irréfragable de mauvaise foi à l'égard de tout détenteur des titres à dater de la publication au Bulletin des Oppositions.

Cette loi a réalisé un progrès sérieux en créant, ainsi que l'a fait remarquer son rapporteur (M. GRIVART), « pour une catégorie importante de valeurs mobilières, arbitrairement confondues jusque-là avec les meubles corporels un régime spécial approprié à leur caractère. Deux innovations principales se produisent : 1^o Les porteurs dépossédés ne sont plus obligés d'attendre pour se faire payer, l'expiration des délais si longs de la prescription. Ils peuvent même avant l'exigibilité du capital de leur créance, se faire délivrer un nouveau titre; 2^o La loi nouvelle organise un véritable droit de suite en dehors des conditions si étroites de l'art. 2279. Ce sont là des améliorations considérables, et on les obtient sans porter atteinte à la sécurité des tiers, sans causer au marché des titres ni trouble ni inquiétude. Appelées depuis longtemps par les vœux des jurisconsultes et des hommes d'affaires, elles impriment à la loi nouvelle un caractère d'utilité et d'opportunité incontestables. » (Rapporté par DE FOLLEVILLE, 1875, p. 667.)

L'expérience démontra bientôt cependant la nécessité d'apporter certaines retouches à la loi de 1872. Un projet déposé au Sénat par le Ministre de la Justice le 21 Décembre 1900, dont M. GRIVART, déjà rapporteur en 1872, fut à nouveau nommé rapporteur, aboutit à la loi du 3 Février 1902 qui a eu surtout pour but de réglementer la forme des oppositions et d'expliquer certains termes obscurs de la loi de 1872. Elle a enfin organisé minutieusement et d'une façon beaucoup plus simple les formes de procédure à observer par les tiers porteurs de titres frappés d'opposition pour en obtenir mainlevée, procédure qu'avait oubliée le législateur de 1872, qui soumettait le tiers porteur aux rigueurs et à la lenteur de la procédure ordinaire.

On ne peut qu'approuver les réformes introduites par le législateur en cette matière.

Des billets de la Banque de France perdus, volés ou détruits.

Nous avons vu que la loi de 1872 est inapplicable à cette catégorie de titres. Pourra-t-on, en cas de perte ou de vol, appliquer les art. 2279 et 2280 ? L'affirmative n'est pas douteuse à l'égard du voleur, tant que les titres existent dans ses mains et

que le propriétaire dépossédé peut faire la preuve de l'identité des titres. Mais si les titres ont été cédés, la revendication est sans effet, car les billets de banque faisant l'office de monnaie, le revendiquant sera toujours tenu de rembourser au tiers porteur le montant de la valeur des billets.

Paris, 23 Décembre 1858-D. 59. 2. III.

Trib. Com. Seine, 30 Octobre 1862-D. 63. 3. 29.

La Jurisprudence récente a même complètement interdit l'action en revendication à l'égard des tiers porteurs de bonne foi.

Amiens, 5 Mars 1884-D. 85. 2. III.

Au cas de destruction ou même de perte, d'après l'usage ancien constaté par l'art. 19 de l'édit de 1673, celui qui prétendait avoir perdu un effet au porteur, était admis à réclamer le paiement en fournissant caution. La Cour de Cassation a repoussé l'application de cet article. Un arrêt de la Cour de Cassation 5 Décembre 1837-D. Rep. V^o Banque n^o 101, décide que l'art. 19 de l'ordonnance de 1673 était abrogé par la Loi du 15 Septembre 1807 art. 2 sur l'exécution du Code de Commerce, et que, du reste, cette disposition de l'ordonnance n'avait été applicable qu'aux lettres et aux billets de change, et nullement aux actions d'un établissement de commerce payables au porteur ».

Depuis lors, la Jurisprudence a toujours refusé au propriétaire, en cas de destruction, le droit de se faire remettre des duplicatas des billets perdus ou d'en exiger le remboursement. Cette Jurisprudence se fonde sur trois raisons principales : 1^o L'inapplicabilité de l'article 1348 aux billets de banque à raison de la nature propre de ces titres; 2^o La nécessité pour le porteur de présenter les billets pour en obtenir le remboursement; 3^o L'impossibilité pour la banque de contrôler les dires du revendiquant.

Cass., 8 Juillet 1867-D. 67. 1. 289.

Cette décision a cassé un arrêt d'Alger du 4 Mars 1865-D. 66. 2. 148. qui admettait l'application de l'art. 1348 au cas qui nous occupe tout en autorisant la banque à exiger des garanties pour la délivrance de nouveaux billets.

Ces deux arrêts ont trait à des billets de la Banque d'Algérie. Par voie d'identité, on peut conclure que la solution serait identique pour les billets de la Banque de France.

Si la destruction n'est que partielle, la Cour de Paris (27 Juillet 1857-D, 57. 2. 152.) a décidé que la Banque de France n'est pas tenue obligatoirement de rembourser, au cas où la partie manquante peut permettre au porteur de l'autre partie de se faire également rembourser.

Dans la pratique cependant, la Banque offre dans ce cas le remboursement moyennant le dépôt d'un cautionnement. Ce procédé a été reconnu légal.

Trib. Com. Seine. 23 Mai 1870-D. 70. 3. 78.

CHAPITRE IX

Voies d'exécution sur les meubles.

Les règles relatives aux voies d'exécution sur les meubles sont le complément indispensable de celles que nous avons rappelées *supra* (page 124) en parlant de l'expropriation forcée. Aussi croyons-nous nécessaire de rattacher cette étude à notre sujet, bien, qu'en fait, elle ne rentre pas complètement dans le cadre que nous en avons tracé.

Nous avons vu que tous les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers. Certains d'entre eux, énumérés dans le Code de Procédure, (art. 581-592) ou dans plusieurs lois antérieures ou postérieures aux Codes, échappent cependant à cette règle générale. Parmi ces biens insaisissables, il convient de s'arrêter sur les difficultés pratiques qu'a soulevé l'interprétation des lois du 8 Nivôse an VI art. 4 qui édicte la règle « qu'à l'avenir, il ne sera plus reçu d'opposition sur le tiers conservé de la dette publique inscrite ou à inscrire, » et 22 Floréal an VII, art. 7, qui étend aux arrérages la règle posée en l'an VI pour le capital. Cette règle subsiste encore de nos jours et a été confirmée par la Loi du 17 Janvier 1894, art. 3 *in fine*, qui déclare « insaisissables » les rentes sur l'Etat, « conformément aux dispositions des lois des 8 Nivôse an VI et 22 Floréal an VII ».

Cette faveur exorbitante accordée aux rentes sur l'Etat ne peut se comprendre que comme la conséquence d'une pensée égoïste de l'Etat, qui cherchait alors à relever son crédit à la suite de la banqueroute établie par la Loi du 9 Vendémiaire an VII.

En somme, et à s'en tenir aux textes, la loi a soustrait les rentes sur l'Etat du gage des créanciers en les déclarant absolument insaisissables.

La Jurisprudence interpréta longtemps dans ce sens la Loi de Nivôse an VI.

Toulouse, 5 Mai 1838-S. 38. 2. 456.

Conseil d'Etat, 19 Décembre 1839 (Encyclop. du Not. et de l'Enreg. V^o Rente sur l'Etat n^o 18).

Cass., 8 Mai 1854-S. 54. 1. 310.

Paris, 14 Avril 1849-S. 49. 2. 413.

Paris, 22 Mars 1836-S. 36. 2. 257.

Paris, 28 Novembre 1840-S. 41. 2. 91.

Paris, 22 Janvier 1847-D. 47. 4. 432.

Paris, 30 Juillet 1853-D. 54. 2. 70.

Dès lors, vis-à-vis de ses créanciers, l'individu dont la fortune se compose uniquement de rentes sur l'Etat, est réputé complètement insolvable.

Cette règle, injuste dans son fondement, perdait beaucoup de son importance par suite du maintien dans le Code Civil de la contrainte par corps. Mais la contrainte par corps fut supprimée en matière civile et commerciale par la Loi du 22 Juillet 1867. La Jurisprudence en présence des nombreux scandales auxquels donnait lieu l'application de la Loi de Nivôse an VI se crut forcée de réagir.

Elle interpréta les Lois de l'an VI et de l'an VII, comme ayant seulement prohibé les oppositions entre les mains du Trésor. Dès lors, la réalisation des rentes sur l'Etat peut en être effectuée toutes les fois qu'elle ne nécessite pas une opposition entre les mains du fisc. C'est en ce sens que paraît incliner une forte partie de la Jurisprudence à dater d'un arrêt de la Cour de Lyon du 19 Juin 1857, confirmé par arrêt de Cass. du 8 Mars 1859-S. 60. 1. 418. et note de M. DUTRUC en sens contraire.

Orléans, 9 Avril 1878-S. 78. 2. 183.

Trib. Bordeaux, 11 Mai 1887-D. 88. 3. 55.

Amiens, 16 Janvier 1894-D. 94. 2. 208.

Cass., 2 et 16 Juillet 1894-D. 94. 1. 497

Paris, 27 Décembre 1894-D. 96. 2. 123.

Paris, 20 Novembre 1895-D. 96. 2. 444

Cass., 23 Novembre 1897-S. 98. 1. 161.

Une forte partie de la Doctrine est également dans ce sens.

JEAN APPLETON note sous Trib. Seine 23, 30 Janvier et 27 Novembre 1896-D. 97. 2. 17.

LABBÉ, note sous Cass., 8 Mars 1859-P. 59. 545.

BAUDRY LACANTINERIE et DE LOYNES, t. 1^{er}, n° 269.

PLANIOL, t. II, n° 185.

Cependant la Jurisprudence s'est prononcée très souvent, même en ces derniers temps, en faveur de l'insaisissabilité absolue.

Paris, 2 Mai 1878, sous Cass., 2 Décembre 1879-D. 80. 1. 69.

Bordeaux, 1^{er} Mars 1880-S. 81. 2. 6.

Aix, 31 Juillet 1882-D. 84. 2. 94.

Rennes, 31 Janvier 1889-D. 90. 2. 61.

Paris, 19 Décembre 1889-D. 91. 2. 19.

Angers, 10 Janvier 1893-D. 93. 2. 111.

Paris, 7 Août 1896-D. 97. 2. 113.

Trib. Seine, 23 et 30 Janvier 1896-D. 97. 2. 17. Cette dernière décision permet cependant à raison de leur nature la saisie des titres au porteur dans certains cas.

Certains auteurs se sont également montrés partisans de la règle de l'insaisissabilité.

DUTRUC note sous Cass., 8 Mars 1859-S. 60. 1. 418.

GLASSON note sous Cass. 2 et 16 Juillet 1894-D. 94. 1. 497. et sous Paris 7 Août 1896-D. 97. 2. 113.

LYON CAEN note sous Cass., 2 et 16 Juillet 1894-S. 95. 1. 5.

Le principe de l'insaisissabilité a été très vigoureusement défendu par l'auteur anonyme d'un article publié par la *Gazette des Tribunaux* (15 et 16 Juin 1885) rapporté dans l'*Encyclop. du Not. et de l'Enreg.* V^o Rente sur l'État n° 29. « Les Tribunaux, dit-il, doivent appliquer les lois, même s'ils n'en approuvent ni le principe ni les dispositions. Il peut leur paraître étrange qu'un individu, propriétaire d'un titre de rente sur l'État, ait le droit de braver ses créanciers et de ne pas payer ses dettes. Les Tribunaux peuvent trouver cela immoral et révoltant. Mais enfin la Loi est ainsi faite. C'est dans un intérêt supérieur, dans l'intérêt du crédit qu'elle a édicté de dispositions conduisant à ce résultat. Pour que les rentes fussent recherchées, elle a voulu donner à ceux qui achèteraient des titres émis par l'État, à ceux qui placeraient leur fortune en valeurs publiques, le privilège exorbitant de ne pouvoir être poursuivis par leurs créanciers ni sur le capital, ni sur les arrérages de rentes. Cela est exorbitant, soit; mais cela est ainsi.

Ce n'est pas aux tribunaux à vouloir refaire les lois par leurs arrêts, ou à chercher à en éluder l'application. Il faut donc condamner toutes les tentatives détournées et toutes les distinctions subtiles qui tendraient à affaiblir les dispositions énergiques des lois de l'an VI et de l'an VII. Et il faut nettement décider que jamais, en aucun cas, une inscription de rente sur l'État ne peut être transférée sans le consentement libre du titulaire. »

Nous sommes pleinement de cet avis, et, d'ailleurs, si quelques doutes avaient pu subsister après les lois de l'an VI et de l'an VII le terme « insaisissables » employé par la loi du 17 Janvier 1894, art. 3, eût dû mettre fin à la controverse.

Une autre raison d'ordre pratique nous conduit également à la même solution. L'Administration des Finances a toujours refusé en fait de se conformer aux décisions des tribunaux qui admettaient la possibilité de la saisie des rentes sur l'État. Mais ce refus n'a réellement d'effet qu'à l'égard des rentes constatées par titres nominatifs. Pour les titres au porteur, la possibilité de leur négociation en Bourse sans l'intervention de l'Administration aboutit à ce résultat souverainement injuste de n'établir le principe de l'insaisissabilité qu'à l'égard des créanciers porteurs de titres nominatifs. Or, il ressort clairement de l'esprit de la loi et des discussions qui ont précédé sa confection, qu'elle a une portée générale. Par suite, on est obligé de condamner la jurisprudence qui admet la saisissabilité par ce fait, qu'en voulant éviter une injustice, elle aboutit à un résultat tout aussi immoral. En effet, de deux choses l'une, ou les rentes sur l'État sont saisissables et alors il faut admettre qu'elles le sont, quelle que soit leur forme ; ou elles ne le sont pas, et alors il faut les exclure également toutes du gage des créanciers de celui qui les détient.

Ceci dit, passons aux différentes formes d'exécution sur les biens.

A l'exemple du Code Civil, le Code de Procédure civile accorde une préférence marquée à la propriété immobilière. Les formes d'exécution sur les meubles et les immeubles et le mode de répartition des deniers provenant de leur vente sont absolument différents. Pour les immeubles, la saisie réelle est entourée d'un luxe de formalités longues et coûteuses, alors que la

saisie exécution des meubles est presque instantanée et n'entraîne que peu de frais. Ce résultat, juste peut-être au temps où la maxime « *res mobilis, res vilis* » l'était également, ne l'est certainement plus de nos jours. On comprend difficilement la possibilité de saisir-exécuter un mobilier de grande valeur en un temps fort restreint, alors que la saisie d'un arpent de bruyère nécessite une procédure très longue et des frais hors de proportion avec la valeur de l'immeuble saisi (1).

Ces préliminaires exposés, nous laisserons de côté la matière de la saisie immobilière et de l'ordre qui ne rentre pas dans notre sujet pour nous occuper uniquement des voies d'exécution forcée sur les meubles. Nous ne nous arrêterons pas non plus sur la question de la saisie des rentes constituées sur particuliers, cette manière de procéder étant à peu près inusitée en pratique par suite de la rareté de cette sorte de titres. D'ailleurs, cette forme d'exécution a été complètement remaniée par la loi du 24 Mai 1842 dont on ne peut qu'approuver les termes.

Remarquons tout d'abord que les règles contenues au titre « des saisies arrêts », complétées par celles de la loi du 12 Janvier 1895 relative aux saisies arrêts sur les salaires et traitements des ouvriers et employés, et modifiées au point de vue de la compétence par la loi du 12 Juillet 1905 sur la compétence des juges de paix, sont absolument équitables et ne paraissent devoir nécessiter aucune modification d'ensemble.

La même remarque doit être faite relativement aux principes du titre « des saisies-exécutions », en tant qu'applicables aux meubles corporels. Mais on est obligé de constater que le législateur a complètement omis de réglementer les formes des saisies portant sur les meubles incorporels. Un fait certain, c'est qu'on ne saurait leur appliquer les règles de la saisie-exécution (arg. *a contrario* tiré de l'article 591). Peut-être serait-il bon de réformer cet article et d'autoriser l'huissier chargé d'instrumenter d'opérer sur les titres de créance qu'il découvre au cours

(1) V. cept la loi du 23 octobre 1884 qui permet au Tribunal de restreindre certaines formalités de la procédure et qui diminue d'une façon notable les frais dans les ventes dont le prix principal d'adjudication ne dépasse pas 2000 francs.

de la saisie, une saisie conservatoire analogue à celle qui existe en matière commerciale (art. 417 C. de Proc. Civ.). Sans doute, les raisons tirées de l'inviolabilité des secrets de famille et de l'insécurité qui résulterait pour les particuliers de l'immixtion d'un tiers dans les papiers du saisi, ont été lors de la confection de nos Codes une sage mesure. Mais, à l'heure actuelle où la fortune des particuliers se compose le plus souvent de valeurs mobilières, on ne rencontre plus les mêmes raisons de sauvegarder d'une manière absolue les intérêts privés des saisis au détriment des intérêts tout aussi respectables des créanciers. D'ailleurs, la mesure que nous proposons n'aurait d'autre effet que d'empêcher les personnes saisies de dissimuler la partie de leur fortune constatée par des titres, en permettant aux créanciers de saisir-arrêter d'une manière efficace entre les mains des tiers, le montant des créances constatées par les titres saisis conservatoirement.

Ceci dit, et à s'en tenir aux textes, la saisie-arrêt est le seul moyen d'exécution laissé au créancier sur les meubles incorporels de son débiteur. Relativement aux actions dans les Compagnies de Finance, on a parfois proposé de leur appliquer les règles établies pour la saisie des rentes par les art. 636 et suivants du Code de Procédure. Cette application paraît bien difficile aujourd'hui. On avait en effet proposé à la Chambre des Pairs lors de la réforme des art. 636 et suivants en 1842, de rendre ces textes applicables à la saisie des actions; un amendement fut déposé en ce sens par M. PERSIL. « Ces actions, disait-il, seront saisies entre les mains des gérants, directeurs ou administrateurs des compagnies, par exploit contenant, outre les formalités ordinaires, l'énonciation du titre en vertu duquel les compagnies sont constituées, le titre en vertu duquel agit le créancier, les nom, profession et domicile du saisissant et de la partie saisie, avec assignation en déclaration devant le Tribunal qui devra connaître de la poursuite. Dans les trois jours de la saisie, outre un jour par cinq myriamètres de distance entre le domicile du saisissant et celui de la Compagnie, et entre ce domicile et celui de la partie saisie, le saisissant sera tenu de dénoncer cet exploit à la partie saisie, avec assignation par devant le Tribunal de son domicile pour voir ordonner la vente des actions saisies. Cette vente aura lieu à la Bourse par

le ministère d'un Agent de change commis par le Tribunal. S'il n'y a pas de Bourse dans l'arrondissement de la partie saisie, la vente aura lieu à la Bourse la plus voisine, ou à toute autre que le Tribunal désignera dans l'intérêt de toutes les parties ». (Rapporté par RIVIÈRE. *Examen du régime de la propriété mobilière en France*, p. 197.)

L'amendement de M. PERSIL fut vivement combattu par le rapporteur, M. ROMIGUIÈRES (V. également le rapport de M. PASCALIS à la Chambre des Députés le 16 Avril 1842. CARRÉ et CHAUVEAU, t. IV, p. 797), et enfin repoussé, après cette observation, faite par le Garde des Sceaux que les articles 636 et suivants du Code de Procédure ne pouvaient être appliqués à la saisie des actions, et que celle-ci serait l'objet d'une réglementation spéciale.

Malgré cette promesse, on est encore à attendre les dispositions à appliquer à cette catégorie de biens meubles, et on est obligé, en dernière analyse, de recourir aux règles de la saisie-arrêt.

La voie de la saisie-arrêt qui se comprend parfaitement bien à l'égard des créances sur particuliers, soulève au contraire bien des difficultés lorsqu'il s'agit d'actions dans les Sociétés. Une fois la saisie validée, quel sera le mode de vente à employer ? M. d'Argout, à la séance du 30 Mars 1842, a rapporté sur ce point de précieux renseignements.

« J'ai recherché, dit-il, les précédents (en matière de saisie d'actions de Banque) et j'en ai trouvé trois ; deux de ces précédents ont été réglés par des jugements de référés... Le troisième précédent a été réglé par un jugement du Tribunal civil de la Seine : pour l'une de ces ventes, on a renvoyé devant un agent de change, c'est-à-dire qu'un agent de change a été chargé de vendre à la Bourse les actions de la Banque ; pour la seconde, on a chargé un notaire de vendre en son étude ; dans le troisième cas, ... on a prescrit que la vente aurait lieu à la criée, devant le Tribunal même ». (CARRÉ et CHAUVEAU T. IV p. 803.) M. d'Argout ajoute que ce dernier mode de vente a produit un résultat désastreux en faisant souffrir aux créanciers une perte de vingt quatre pour cent sur le cours des actions vendues.

La Jurisprudence tend à préférer la mise en vente en Bourse.

Paris 20 Novembre 1889-S. 91. 2. 93.

Sur la vente par notaire voir Paris 2 Mai 1811. CARRÉ et CHAUVEAU, t. IV, p. 802.

En somme, à défaut de texte de loi statuant sur la vente des actions dans les Sociétés, on doit laisser toute latitude à la Jurisprudence pour apprécier suivant les circonstances le mode qui lui paraît le mieux approprié à chaque cas. Quant aux formes de la saisie, à défaut d'application des règles de la saisie exécution et de la saisie des rentes, on en est réduit aux formes de la saisie-arrêt.

L'importance de jour en jour croissante qu'acquièrent les valeurs mobilières nécessiterait une réglementation complète de la question qui nous occupe, d'autant plus que l'arrêt le plus récent que nous connaissions sur la question a rompu complètement avec les règles admises jusque-là, en déclarant la voie de la saisie-arrêt inapplicable aux actions nominatives.

Paris, 11 Janvier 1895-S. 97. 2. 241. et la note en sens contraire de M. TISSIER.

Il existe enfin une dernière catégorie de meubles incorporels qui, n'établissant aucuns rapports entre le débiteur et les tiers, ne sauraient être saisis-arrêtés par les créanciers. Nous voulons parler des fonds de commerce, de la propriété littéraire et artistique, de brevets d'invention et des marques de fabrique.

Ces meubles rentrent dans le gage des créanciers (art. 2092). Bien qu'ils ne constituent pas des meubles corporels, on ne peut appliquer à la plupart que les règles contenues au titre des saisies-exécution.

Pour les fonds de commerce, nous trouvons deux arrêts en ce sens,

Turin, 18 Décembre 1811, CARRÉ et CHAUVEAU, n° 2034 *bis*.

Paris, 26 Juillet 1851-D. 52. 2. 218.

Un fait certain, c'est que l'on peut toujours saisir-exécuter les marchandises comprises dans les fonds de commerce.

La lacune du Code relativement à la saisie des fonds de commerce n'a pas l'importance que certains auteurs ont voulu y attacher. En effet, si un commerçant cesse ses paiements, son

débiteur trouvera le moyen de réaliser son gage en faisant prononcer sa faillite (1).

La situation est toute autre à l'égard des débiteurs dont on veut réaliser les droits résultant de la propriété littéraire et artistique. Le droit d'un auteur ou d'un compositeur sur son œuvre est inhérent à sa personne. Tant qu'il n'a pas extériorisé son œuvre, elle lui reste propre, et on doit lui reconnaître le droit d'en faire ce que bon lui semble. C'est en ce sens que la Jurisprudence a décidé que les manuscrits d'un auteur ne tombent dans le gage des créanciers, qu'autant que celui-ci en a ordonné volontairement la publication.

Dijon, 18 Février 1870-S. 70. 2. 212.

Le droit des créanciers s'exerce alors sous forme de saisie-arrêt entre les mains de l'éditeur à qui le manuscrit a été cédé.

Cependant, on devrait employer la voie de la saisie-exécution à l'égard des exemplaires fabriqués et mis en vente, à condition toutefois que l'éditeur ne puisse justifier d'un droit de propriété sur ces exemplaires.

Les mêmes incertitudes se révèlent relativement au mode de saisie des brevets d'invention. Ils tombent certainement dans le gage des créanciers et peuvent être saisis.

Trib. Lyon, 20 Juin 1857-S. 58. 2. 24.

Mais sous quelle forme ? Suivant ce jugement, il faut suivre les règles de la saisie-arrêt et pratiquer opposition entre les mains du ministre du Commerce. Cependant on ne saurait appeler le ministre en cause et en déclaration affirmative. Faute de textes, on applique par analogie les règles des art. 561 et 569 du C. de Proc. Civile, relatives aux saisies-arrests pratiquées entre les mains des dépositaires de deniers publics, qui, loin de prescrire, prohibent au contraire l'appel en cause du fonctionnaire tiers saisi.

Certains auteurs voudraient au contraire qu'on suive les formes indiquées pour la saisie et la vente des rentes constituées sur particuliers.

Que la question n'ait pas l'occasion de se présenter souvent

(1) Une loi récente du 19 Mars 1909 a complètement réglementé la question de la vente et de la saisie des fonds de commerce.

pratiquement, cela est possible; mais encore serait-il bon de posséder sur ce point des règles précises, destinées à conjurer les conflits possibles dans l'avenir.

Nous ne trouvons rien également dans la loi relativement à la saisie des marques de fabrique. La Doctrine est très divisée sur la question.

Certains auteurs décident que les marques d'un débiteur peuvent faire l'objet d'une saisie de la part de ses créanciers, alors même que ces marques seraient purement nominales.

D'autres, au contraire, font une distinction et décident que la saisie d'une marque nominale n'est jamais possible, tandis que la saisie d'une marque emblématique est valable si elle est l'accessoire de la saisie du fonds lui-même.

A raison de cette divergence, une réglementation complète nous paraît également nécessaire dans ce cas.

Signalons pour terminer cette étude la réglementation spéciale de la saisie des navires dans les articles 197 à 215 du Code de Commerce modifiés par la loi du 10 Juillet 1885. Ces articles ne s'appliquent qu'aux bâtiments de mer ayant un certain tonnage; pour les autres et pour les bâtiments de rivière, on devra appliquer les règles de la saisie-exécution, avec cependant certaines modifications (art. 620 C. Proc.).

V. pour les yachts de plaisance, Bordeaux, 5 Juillet 1870-D. 71. 2. 138.

Il résulte clairement de l'exposé qui précède, que la matière de la saisie des meubles incorporels a été complètement omise par le législateur de 1804. Pratiquement on est obligé d'emprunter pour chaque catégorie de meubles incorporels des formes qui participent de la saisie-arrêt et de la saisie-exécution, quelquefois même de la saisie des rentes.

Lors de l'amendement de M. PERSIL en 1842, on promit de s'occuper de la question et de réglementer les formes de la saisie des actions. Nous avons montré la nécessité impérieuse de cette réforme en présence surtout des derniers arrêts rendus sur la question. Cependant la promesse faite en 1842 est restée lettre morte. En présence de ce fait, nous estimons que la décision prise par la Cour de Paris bien que consacrant un résultat souverainement injuste, devrait être suivie par les Tribunaux; les conséquences exorbitantes qui en découleraient, seraient, à

coup sûr, un agent de réforme plus efficace que les doléances
des jurisconsultes depuis près d'un siècle.

CHAPITRE X

Conclusion.

La maxime « *res mobilis, res vilis* » n'est plus qu'un souvenir historique. L'évolution économique et sociale qui s'accroît depuis plus d'un siècle a complètement modifié l'état de choses. La propriété mobilière a subi un développement prodigieux en regard de la « stagnation » de la propriété territoriale. Les statistiques en font foi. Les meubles qui, dans l'ancien droit, ne jouaient qu'un rôle accessoire vis-à-vis des immeubles, occupent aujourd'hui une place prépondérante dans les fortunes. Le législateur lui-même n'a pas tardé à s'apercevoir du changement survenu, et a immédiatement songé à en tirer parti, notamment au point de vue fiscal. La loi du 22 Frimaire an VII avait pour la première fois frappé de droits les mutations à titre gratuit ou onéreux de biens meubles. Cependant les droits de mutation en matière mobilière étaient encore moins élevés qu'en matière immobilière. L'article 10 de la loi du 18 Mai 1850 a étendu aux meubles transmis à titre gratuit entre vifs ou par testament l'application des mêmes droits que ceux fixés sur ce point en l'an VII au sujet des transmissions immobilières. Seules donc les transmissions à titre onéreux sont frappées de droits inférieurs en matière mobilière.

A un autre point de vue, les transmissions de titres au porteur ont été frappées par l'article 6 de la loi du 23 Juin 1857 d'un droit annuel de transmission de 12 centimes % de la valeur négociée. Le droit sur les transferts de titres nominatifs a été fixé à 20 % (art. 7). Cette même loi (art. 3 et 4) a assimilé la conversion des titres nominatifs en titres au porteur à la transmission des titres nominatifs au point de vue des droits à percevoir. La loi du 16 Septembre 1871, art. 11, a élevé respectivement ces droits à 20 centimes pour les titres au porteur, et à 50 centimes pour les titres nominatifs.

Le revenu des valeurs mobilières a été enfin frappé d'une **taxe annuelle** de 3 0/0 par l'article 3 de la loi du 29 juin 1872. Cette **taxe** a été élevée à 4 0/0[»] par l'article 1^{er} de la loi du 26 décembre 1890.

Un fait certain, c'est que de nos jours, la propriété mobilière supporte une part d'impôt dont le rendement est peut-être supérieur au chiffre produit par la contribution foncière. Le projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu, qui est actuellement à l'ordre du jour, ne fait qu'augmenter ces droits.

En échange de ces charges, pense-t-on à offrir à la propriété mobilière une protection que nos Codes ont omis de lui assurer ? Songe-t-on à lui donner des garanties approchantes de celles données aux immeubles ?

Assurément non. Il est vrai, qu'en fait, le fisc a toujours conservé une sorte de suspicion à l'égard de cette forme de propriété, eu égard à la facilité de frauder à laquelle elle se prête admirablement.

Cependant ces craintes ne sont pas fondées. La loi du 22 Frimaire an VII et les lois postérieures ont donné au fisc un droit de communication de plus en plus étendu lui permettant de prévenir les fraudes possibles (1).

Dès l'instant donc que l'on reconnaît la puissance de la propriété mobilière au point de vue de l'impôt, ne serait-il pas équitable, pour contrebalancer les charges qu'on lui impose, d'ac-

(1) Citons parmi les personnes soumises au droit de communication :

Les dépositaires de registres de l'Etat civil ;

Les dépositaires des rôles de contributions ;

Les receveurs municipaux ;

Les receveurs des Etablissements publics ;

Les Notaires, Huissiers, Greffiers ;

Les Compagnies d'Assurances ;

Les Compagnies de Chemins de Fer ;

Les Congrégations religieuses ;

Toutes les Sociétés par actions.

Les Agents de change sont également surveillés (Loi du 28 Avril 1893 art. 30).

V. également la convention franco anglaise du 16 Avril 1907 faite en vue d'empêcher les fraudes dans les droits de successions.

corder à ceux qui la détiennent des garanties plus efficaces que celles sous le régime desquelles elle se trouve actuellement placée ?

Nous ne reviendrons pas sur les réformes que nous avons souhaité voir introduire dans les différents points que nous avons traités au cours de cet ouvrage, ce serait une redite inutile. Il est cependant un fait sur lequel notre attention s'est souvent portée durant cette étude, auquel il convient de s'arrêter : nous voulons parler de la préoccupation continuelle de la Jurisprudence depuis un siècle à corriger les dispositions malheureuses de la loi en notre matière, et la tendance marquée à substituer sur certains points l'interprétation judiciaire à l'œuvre législative.

Cette façon de juger doit-elle être approuvée ? Nous ne le croyons pas. On conçoit facilement sans doute combien il est pénible pour le juge d'appliquer aux litiges des dispositions aboutissant à des résultats injustes et même quelquefois iniques ; cependant, la jurisprudence, en ne le faisant pas, loin de rendre service aux plaideurs, leur réserve les pires désagréments.

N'est-ce pas en effet en se basant sur les incertitudes de la jurisprudence en notre matière, que les gens processifs épuisent une à une toutes les voies de recours que leur offre la loi ?

Mais là n'est pas le seul mal. En voulant malgré les textes, et même à l'encontre de leurs dispositions, concilier la lettre de la loi avec l'idée de justice, le juge s'octroie un privilège qu'il ne saurait avoir, et, loin d'amoindrir le mal, il ne fait que l'augmenter, en faisant disparaître la nécessité de réformes urgentes. Or, quelque fortement que puisse être établie la tendance de la Jurisprudence sur un point de droit, il arrive presque fatalement un moment où, en présence de l'évidence des faits, le juge se voit forcé de renier l'interprétation à laquelle il s'était rallié jusque-là. De là s'ensuit une véritable révolution dans le monde juridique. Nous n'en voulons pour preuve que l'émotion causée à dater de 1876 relativement à la liberté d'aliénation par les tuteurs des valeurs mobilières des mineurs, laquelle a aussitôt donné naissance à une réglementation complète de cette matière en 1880.

Plus récemment encore, la tournure prise par la Jurispru-

dence relativement à l'insaisissabilité des actions même nominatives, sera, croyons-nous, un plus sérieux promoteur de réformes que toutes les réclamations adressées par les jurisconsultes au législateur depuis près d'un siècle.

Et d'ailleurs, ces considérations pratiques mises de côté, le principe de la séparation des pouvoirs, à lui seul, s'oppose à cette intrusion de l'interprétation judiciaire dans le domaine législatif. Si la Loi est injuste, il n'appartient pas aux juges de la réformer, ils doivent l'appliquer telle qu'elle existe, sans s'occuper des résultats auxquels elle conduit. Est-elle insuffisante ? Ils ne sauraient pas plus y suppléer, car ce serait sortir de leur rôle.

La bonne marche des affaires, la tranquillité publique, la sécurité commerciale réclament impérieusement l'abandon de l'habitude prise par la Jurisprudence de compléter l'œuvre du législateur, et surtout celle de créer une loi à côté de la loi.

Il est non seulement probable, mais même absolument certain, que si les juges étaient rigoureusement restés dans le domaine qui leur a été limité, la réforme du régime applicable à la propriété mobilière réclamé depuis de longues années serait aujourd'hui un fait accompli.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

**La division des biens en meubles et immeubles,
telle qu'elle existe dans notre droit, est-elle
en harmonie avec l'état économique actuel ?**

De l'exposé contenu dans la partie qui précède, ressort l'idée générale de la nécessité de créer une sorte d'assimilation entre les immeubles et les meubles incorporels. La tendance actuelle est en ce sens. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux règles établies par le Code relativement au régime applicable à la propriété mobilière et de revoir succinctement les modifications apportées ensuite par la Loi et la Jurisprudence postérieures ainsi que par les mœurs.

Le codificateur, avons-nous dit dans la première partie de cet ouvrage, a fondé sa division des biens en meubles et immeubles sur un criterium différent de celui adopté dans l'ancien droit. La principale conséquence qui est résultée de ce changement, a été de faire rentrer définitivement dans la catégorie des meubles, les rentes et les offices qui étaient autrefois immeubles, du moins dans la plupart des coutumes. Cependant, à cette époque, la propriété mobilière était encore très restreinte et était loin d'avoir pris l'extension qu'elle a acquis de nos jours, aussi le législateur a-t-il toujours réservé sa sollicitude pour la propriété immobilière. D'ailleurs, le législateur ne pouvait pas ne pas être encore quelque peu subjugué par l'idée de supériorité sociale de l'immeuble qui avait existé jusque-là. D'autre

part, et cela résulte de l'exposé que nous avons fait dans notre introduction, plusieurs formes de propriété, telles que fonds de commerce, actions dans les sociétés, brevets d'invention, droits d'auteur, bien que plus importants que dans l'ancien droit par suite du mouvement qui était issu de la Révolution, étaient encore à l'état embryonnaire. Aussi doit-on excuser jusqu'à un certain point le législateur de ne s'être occupé que de la propriété mobilière corporelle, la seule réellement tangible à cette époque, et d'avoir délaissé la propriété mobilière incorporelle. Il lui était sans doute impossible de prévoir l'extension prise de nos jours par cette dernière forme de propriété ; cependant les tendances qui commençaient à se former dans le domaine des sociétés, ainsi que la création de plusieurs entreprises montées par actions eussent du tout au moins lui faire prendre quelquefois en considération la propriété nouvelle qui commençait à se former.

Le Code était à peine promulgué que le codificateur s'aperçut de son oubli lorsque commencèrent à être mises en valeur les actions de la Banque de France, des canaux du Midi, d'Orléans et du Loing. Trois décrets permirent de les immobiliser. C'était un retour complet à l'ancien droit et la suppression des principes du Code relatifs aux biens. On en resta là cependant et les réformes postérieures s'effectuèrent sous une forme mieux en harmonie avec l'ensemble des dispositions légales. L'assimilation dans la suite n'est plus aussi radicale, bien qu'il y ait une tendance à établir un régime aussi protecteur en faveur des meubles incorporels que de la propriété immobilière. Une loi du 2 Juillet 1862 art. 46, pose le principe de l'équivalence des rentes sur l'Etat et des immeubles pour les remplois à effectuer. C'est donc ici encore une sorte d'assimilation, moins radicale cependant qu'en 1808, entre les rentes sur l'Etat et les immeubles. Une nouvelle loi du 16 Septembre 1871, art. 29, pose le même principe. Les propriétaires de titres au porteur perdus ou volés se voyaient appliquer les dispositions des articles 2279 et 2280 qui, dans l'esprit des codificateurs, n'eussent du s'appliquer qu'aux meubles corporels. De là de graves dangers et un régime exorbitant pour ces sortes de valeurs. Une loi du 15 Juin 1872 vint remédier à la situation, en offrant aux propriétaires de titres au porteur une protection plus en harmonie avec la valeur

de ces titres et qui est bien intermédiaire entre celle accordée aux autres meubles, et celle offerte aux immeubles. Une loi du 10 Décembre 1874, refondue et abrogée par celle du 10 Juillet 1885 vint autoriser l'hypothèque sur les navires et créer une véritable hypothèque mobilière assez semblable à l'hypothèque portant sur les immeubles. Cette dernière loi a édicté pour la vente et la saisie des navires des règles particulières qui participent beaucoup de celles applicables aux immeubles. Notamment le transfert en douane pour les navires est analogue à la transcription pour les immeubles. La loi du 27 Février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières des mineurs et à leur conversion en titres au porteur a véritablement créé, dans un cas spécial il est vrai, un régime propre à la propriété mobilière incorporelle appartenant à ces incapables, régime qui se distingue essentiellement de celui applicable aux meubles corporels. La loi du 1^{er} Mars 1898, modifiée et complétée par celle du 17 Mars 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce, a elle aussi créé une sorte d'hypothèque mobilière, et a soumis, relativement aux formes de la vente et de la saisie, les fonds de commerce à un régime propre assez comparable à celui créé par le Code pour les immeubles. Il en est de même de la loi du 18 Juillet 1898 sur les warrants agricoles.

De son côté, la Jurisprudence a une tendance marquée, du moins sur les points non réglés législativement, à faire un groupe à part des meubles incorporels, et à leur appliquer des règles souvent même contradictoires avec les principes légaux. L'exemple le plus frappant se trouve dans la faculté accordée par la Jurisprudence de saisir les rentes sur l'Etat au mépris des lois de l'an VI et de l'an VII. Les textes cependant sont formels; malgré cela, par raison d'équité, les juges ont cru devoir les tourner. La règle jurisprudentielle de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité de la dot mobilière a été également créée pour mettre la fortune incorporelle souvent assez importante de la femme dotale, à l'abri des poursuites des créanciers, et cela au même titre que les immeubles. La Jurisprudence a très bien compris qu'il serait injuste de priver la femme dotale de toute garantie au cas où sa fortune serait purement mobilière. C'est d'ailleurs sur le même principe qu'a pris naissance la théorie très originale et universellement admise de la représentation de la dot

par les paraphernaux. Il est vrai que dans ce dernier cas, on a eu en vue aussi bien la dot immobilière que mobilière.

Il est enfin entré dans nos mœurs de substituer à la communauté légale, la communauté réduite aux acquêts, chaque fois que l'un des époux apporte en se mariant une fortune mobilière de quelque importance. Or, en fait, les seuls meubles importants, dans la plupart des cas, seront les meubles incorporels qu'un époux dans l'aisance consentirait difficilement à partager avec son conjoint, sans compensation.

En somme, la tendance actuelle est portée à faire des meubles incorporels une classe à part et à les assimiler aux immeubles jusqu'à un certain point. La question de l'exclusion légale des offices de la communauté a été soulevée en ces derniers temps; de même, la Société d'Études Législatives, à la session de Mars 1908, lors de la discussion d'un projet relatif aux réformes à apporter à la propriété littéraire et artistique a préconisé l'exclusion des droits d'auteur de la communauté légale.

De l'exposé qui précède, il résulte que le système du Code, en tant qu'applicable aux meubles incorporels, est absolument incomplet et ne saurait suffire aux besoins de la pratique, même corroboré par les réformes introduites dans la suite. En présence de ces faits, un auteur contemporain s'est posé la question de savoir si la suppression de la distinction des biens en meubles et immeubles, et son remplacement par quelque autre plus en harmonie avec l'état de la société actuelle, ne serait pas le meilleur remède à la situation existante.

Après avoir successivement examiné la raison soit historique, soit rationnelle de la distinction des biens, le criterium ou plutôt les criteria distinctifs du meuble et de l'immeuble, les effets de la division et l'évolution de la législation en cette matière, M. **RAOUL DE LA GRASSERIE** constate que la division insérée dans notre droit est en complet désaccord avec l'état économique actuel.

Faisant alors œuvre de novateur, le savant auteur propose d'abandonner l'ancienne division des biens en meubles et immeubles, pour lui substituer celle en valeurs. La nouvelle division comprendrait trois termes : les valeurs fixes, autrement dit celles qui sont passibles de supporter en offrant toute sécurité un droit de gage et tous autres droits réels; les valeurs courantes

ou circulables; les valeurs fongibles, qui sont celles susceptibles de se remplacer l'une par l'autre.

Les biens de la première catégorie seraient assimilables aux immeubles en ce sens qu'ils en suivraient toutes les règles (ordre, saisie, hypothèques).

M. DE LA GRASSERIE fait entrer dans cette catégorie :

- 1^o La terre;
- 2^o Les mines;
- 3^o Les constructions;
- 4^o Les effets mobiliers ne faisant qu'un avec celles-ci;
- 5^o Les instruments, bestiaux, engrais, servant à l'exploitation;
- 6^o Les meubles déposés dans les Magasins Généraux;
- 7^o Les navires;
- 8^o Les offices ministériels;
- 9^o Les fonds de commerce;
- 10^o Les créances nominatives soit sur l'État, soit sur les sociétés, inscrites sur un registre et ne pouvant se transmettre que par un transfert.

11^o Les actions dans les sociétés transmissibles de la même manière;

La deuxième catégorie comprendrait :

- 1^o Le mobilier corporel;
 - 2^o Les meubles meublants;
 - 3^o Les créances et actions nominatives non inscrites et pouvant s'aliéner sans transfert.
- Enfin rentreraient dans la dernière catégorie :
- 1^o L'argent comptant;
 - 2^o Les valeurs fongibles (vin, froment, etc.);
 - 3^o Les marchandises;
 - 4^o Les valeurs endossables;
 - 5^o Les valeurs au porteur.

Aux deux dernières classes, M. DE LA GRASSERIE propose d'appliquer les règles aujourd'hui applicables aux marchandises.

En somme, pour les biens de la première catégorie, un transfert sur un registre serait toujours nécessaire pour leur cession ou leur mise en gage, alors que la tradition serait indispensable pour la vente ou le nantissement des biens compris dans les deux dernières classes. (RAOUL DE LA GRASSERIE. Mémoire

sur la distinction des meubles et immeubles publié dans le *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques*. Section des sciences économiques et sociales année 1897, p. 163-194).

A l'avantage de la nouveauté, la réforme proposée par M. DE LA GRASSERIE, joint celui de fournir aux diverses catégories de biens des garanties fondées non plus sur un point de vue objectif, mais sur un point de vue subjectif, la valeur. L'idéal serait en effet d'appliquer aux litiges des règles de plus en plus simples suivant que les biens auraient moins de valeur, sans s'occuper d'ailleurs de leur nature intrinsèque. On conçoit difficilement le luxe de formalités généralement employé en matière immobilière lorsque les immeubles sont de peu d'importance, comparativement aux formes restreintes usitées en matière mobilière, alors même que les meubles sont de grande valeur.

Cependant, la notion de valeur n'est qu'une idée absolument contingente, et qui ne saurait servir de base à une classification nette et précise des biens. De plus, et même en mettant ce point de vue de côté, la réforme proposée par M. de la GRASSERIE présente un grave défaut. Outre qu'elle est absolument arbitraire et qu'elle ne définit pas nettement pour chaque classe de biens dans quelle catégorie on doit la ranger, elle fait rentrer dans la catégorie des choses fongibles une sorte de valeurs dont il est inutile de signaler l'importance de nos jours, les titres au porteur.

Qu'en pratique ces valeurs ne présentent pas les garanties offertes par la propriété immobilière ou même par les titres nominatifs, c'est ce que nous n'aurions garde de contredire ; mais qu'on les assimile en fait à l'argent monnayé et aux choses fongibles, c'est ce que nous ne saurions admettre.

Malgré la facilité de transmission de ces sortes de titres, malgré surtout la commodité de détournements à laquelle ils se prêtent admirablement, l'assimilation complète entre ces valeurs et les autres choses fongibles nous paraît quelque peu exagérée. A l'inverse des choses fongibles, les valeurs au porteur jouissent d'une certaine individualité, très restreinte sans doute, mais qui n'en existe pas moins. Il n'est pas indifférent à tel ou tel actionnaire de posséder une fortune en rentes sur

l'Etat ou en actions sur les compagnies de finance ; on ne saurait soutenir qu'au cas où un financier a déclaré à un agent de change vouloir acheter des titres d'une société déterminée, il pourrait être obligé à recevoir en place des valeurs d'une autre société.

Par suite, malgré l'intérêt qu'elle présente, nous nous voyons obligé de repousser l'idée de M. de la GRASSERIE comme devant suffire à mettre fin aux controverses qui ont pris naissance au siècle dernier relativement au manque de protection de la propriété mobilière.

Et d'ailleurs nous croyons possible une réforme de nos codes relativement à cette propriété sans pour cela porter atteinte aux dispositions fondamentales qui ont été placées à leur base. Pour être très ancienne, la division des biens en meubles et immeubles n'est pas devenue surannée. Nous n'en voulons pour preuve que le maintien qui en a été réalisé par tous les codes étrangers lors de leur réforme dans ces dernières années.

Au lieu de rompre définitivement avec la tradition qui a toujours considéré cette division comme essentielle, nous serions plutôt partisan de son maintien, avec l'insertion cependant d'une sous-distinction.

La classe des meubles comprend actuellement à côté des choses d'une valeur peu importante toute une catégorie de biens qui peuvent aujourd'hui soutenir victorieusement une comparaison avec les immeubles. Nous voulons parler des meubles incorporels. Ces biens, ignorés presque complètement par le législateur de 1804, n'avaient fait l'objet d'aucune réglementation légale. On leur a appliqué, ainsi que nous l'avons vu au cours de cet ouvrage, les dispositions du code qui leur paraissent le mieux appropriées, celles relatives aux meubles corporels. Cette quasi-assimilation a conduit le plus souvent à des résultats désastreux.

La différence de nature entre ces deux classes de biens meubles eût dû s'opposer à la similitude dans la protection à leur accorder. De nos jours, cette lacune de la loi ne fait qu'aller en s'accroissant. Aussi serions-nous partisan d'un remaniement complet des dispositions légales relatives aux meubles, en différenciant dans chaque cas les règles à appliquer suivant qu'elles auraient trait aux meubles corporels ou aux meubles incorporels.

Ce serait, croyons-nous, le seul moyen d'établir un régime de la propriété mobilière véritablement équitable. Les règles que nous proposerions d'appliquer aux meubles incorporels seraient intermédiaires entre celles actuellement applicables aux meubles et aux immeubles.

La différence de nature entre ces biens et les immeubles ne saurait s'accommoder des protections excessives accordées à cette dernière forme de propriété ; la différence de préciosité entre les meubles corporels et incorporels ne saurait se contenir des règles très simples édictées par la loi pour les meubles corporels.

D'ailleurs, la réforme que nous proposons d'insérer dans la loi n'aurait pas pour effet la revision complète de nos codes. Elle ne serait que l'expression des tendances actuelles sur la question de la révision du régime applicable à la propriété mobilière.

Quelque importants que soient les effets de cette réforme, elle ne nous paraît pas moins absolument indispensable. Si les règles édictées par la jurisprudence par suite de l'assimilation qu'elle a faite entre les meubles corporels et incorporels, ont pu suffire jusqu'ici pour solutionner d'une façon à peu près équitable les litiges relatifs à cette dernière forme de propriété, il est à prévoir qu'avec l'extension toujours croissante de la classe des meubles incorporels, ces règles deviendront bientôt surannées. C'est ce qui existe déjà en réalité sur bien des points.

Nous estimons qu'il serait absolument abusif par un respect exagéré de l'œuvre des codificateurs, de maintenir des règles qui ont cessé complètement d'être en harmonie avec l'état économique actuel.

Vu :

Le Président de la Thèse,
F. GÉNY.

Vu :

Le Doyen,
Nancy, le 4 juin 1909.
R. BLONDEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 5 juin 1909,
Le Recteur de l'Académie :
CH. ADAM.
Correspondant de l'Institut.

BIBLIOGRAPHIE

J. BERNARD - *Histoire de l'Europe*. 3 vol. in-8°.

FENET - *Recueil complet des travaux préparatoires du C. Civil*. Paris 1836 - 15 vol. in-8°

LOCRÉ - *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*. Paris 1827. 31 vol. in-8°.

LOCRÉ - *Esprit du C. Civil tiré de la discussion du Conseil d'Etat*. Paris 1805. 6 vol. in-8°.

DALLOZ - *Recueil d'arrêts*. 1 vol. in-4° par an.

SIREY - *Recueil général des lois et arrêts*. 1 vol. in-4° par an

CARPENTIER et FRÈRE JOUAN du SAINT - *Répertoire général et alphabétique du droit français commencé en 1887, par FUZIER-HERMAN*. 37 vol. in-4°.

RIVIÈRE - *Pandectes Françaises. Nouveau répertoire de doctrine, de Législation et de Jurisprudence*. Paris 1886 et suivants in-4°.

Encyclopédie du Notariat et de l'Enregistrement - 21 vol. in-8°.

FUZIER-HERMAN et DARRAS - *Code civil annoté*. 4 vol. in-4°.

AUBRY et RAU - *Cours de Droit Civ. français*, en 8 vol. in-8°.

DEMANTE et COLMET de SANTERRE - *Cours analytique de C. Civ.* 9 vol. in-8°.

DEMOLOMBE - *Cours de Code Napoléon*. 31 vol. in-8°.

GUILLOUARD - *Traité du Contrat de mariage, ouvrage faisant suite avec d'autres traités sur les contrats au cours de Code Napoléon de DEMOLOMBE*.

BAUDRY LACANTINERIE et divers auteurs - *Traité théorique et pratique de Droit Civ.* 28 vol. in-8°.

HUC - *Commentaire du C. Civ.* 15 volumes parus de 1892 à 1903.

MARCADÉ - *Explications du C. Civ.* 11 vol. in-8°.

PLANIOL - *Traité élémentaire de Droit Civ.* 3 vol. in-8°.

LAURENT - *Principes du Droit Civ. français*. 33 vol. in-8°

LAURENT - *Avant-projet de revision du C. Civ.* 6 vol. in-8°.
GARSONNET - *Traité théorique et pratique de Procédure.* 8 vol. in-8°.

CARRÉ et CHAUVEAU - *Lois de la Procédure Civile.* 6 vol. in 8°.
Le livre du Centenaire du C. Civ. 2 vol. in-8°. Paris 1904.

PROUDHON - *Traité du Domaine de Propriété ou de la distinction des Biens principalement par rapport au droit privé.* Dijon 1839. 3 vol. in-8°.

VAUGEOIS - *De la distinction des biens en droit romain et en droit français.* Caen 1860. 1 vol. in-8°.

RIVIÈRE - *Examen du régime de la propriété mobilière en France.* 1854. 1 vol. in-8°.

BUCHÈRE - *Traité des valeurs mobilières.* 1 vol. in-8°. Paris 1869.

BUCHÈRE - *Des titres au porteur perdus ou volés.* 1 vol. in-8°.

DE FOLLEVILLE - *Traité de la possession des meubles.* Paris 1875. 1 vol. in-8°.

Revue pratique de droit Français - T. 1. 19. 35. 36. 39.

Revue critique d° T. 14.

Revue Fœlix d° T. 7.

Revue du Notariat et de l'Enregistrement - T. 13.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Chapitre unique.</i> — Recherche du critérium adopté par le législateur de 1804 pour sa distinction des biens en meubles et immeubles	1
DEUXIÈME PARTIE. — Examen des lacunes que présente le Code Civil dans les dispositions relatives aux biens mobiliers et étude des correctifs apportés par la Législation, la Doctrine et la Jurisprudence postérieures.	
<i>Chapitre I^{er}.</i> — De la propriété mobilière des personnes incapables.	14
§ 1. Mineurs sous tutelle dative	15
§ 2. Mineurs sous tutelle légale des père et mère.	23
§ 3. Mineurs sous l'administration légale des parents	25
§ 4. Mineurs émancipés	31
§ 5. Interdits	35
§ 6. Aliénés internés non interdits	35
§ 7. Personnes pourvues d'un Conseil judiciaire	38
Appendice 1 ^{er} . — § 1. Propriété mobilière des absents.	41
§ 2. Propriété mobilière dépendant d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire	44
§ 3. Propriété mobilière dépendant d'une succession vacante	47
§ 4. Propriété mobilière dépendant d'une succession grevée de substitution.	48
Appendice 2 ^e . — De la conversion des titres nominatifs en titres au porteur par les différents administrateurs des biens d'autrui.	49
<i>Chapitre II.</i> — De l'usufruit sur les meubles	55
<i>Chapitre III.</i> — Critique de quelques principes du titre des successions relatives aux meubles	61
§ 1. Rapport	61
§ 2. Séparation des patrimoines	65
§ 3. Effet déclaratif du partage.	66
§ 4. Prescription de l'action en garantie en matière de partage.	67
<i>Chapitre IV.</i> — Principes du titre des donations et testaments relatifs aux meubles	69
§ 1. Formes des donations.	69

§ 2. Effets du retour conventionnel et de la révocation des donations	78
§ 3. Réduction	81
§ 4. Exécuteur testamentaire	84
<i>Chapitre V. — Principes du code relatifs à la propriété mobilière des femmes mariées</i>	86
1. Communauté légale	86
2. Communauté conventionnelle	94
3. Régime sans communauté	99
4. Séparation de biens	100
5. Régime dotal	103
6. Critique des différents régimes matrimoniaux et choix d'un régime légal	110
<i>Chapitre VI. — Règles de la propriété mobilière relatives aux contrats de vente, de louage, de société, au cautionnement, à la contrainte par corps, au nantissement et à l'expropriation forcée.</i>	118
1. Vente	118
2. Louage	120
3. Société	120
4. Cautionnement	121
5. Contrainte par corps	121
6. Nantissement	122
7. Expropriation forcée	124
<i>Chapitre VII. — Règles de la propriété mobilière contenues au titre des Privilèges et Hypothèques</i>	126
1. Privilèges sur les meubles	126
2. Hypothèques	137
<i>Chapitre VIII. — De la propriété et de la possession des meubles.</i>	142
1. Propriété	142
2. Possession	144
Appendice — Des titres au porteur perdus ou volés	149
<i>Chapitre IX. — Voies d'exécution sur les meubles</i>	157
<i>Chapitre X. — Conclusion.</i>	168
TROISIÈME PARTIE. — <i>Chapitre unique. — La division des biens en meubles et immeubles, telle qu'elle existe dans notre droit, est-elle en harmonie avec l'état économique actuel.</i>	172

ERRATA

- Page iv. 18^e ligne. Au lieu de : cultute, *lire* : culture.
Page xiv. 2^e ligne. « disposttions, *lire* : dispositions.
Page 44. Dernière ligne. « successsion, *lire* : succession.
Page 71. 10^e ligne. « Tribunal, *lire* : Tribunal.
Page 76. Dernière ligne « quote-dart, *lire* : quote-part.
-

